

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 3347

[C - 98/27681]

**15 OCTOBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires**

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu la directive du Conseil 83/189/CEE du 28 mars 1993 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques, notamment l'article 12;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par le décret du 23 juin 1994, notamment l'article 8 modifié par le décret du 23 juin 1994, les articles 32, 34 et 35, remplacés par le décret du 23 juin 1994 et l'article 39 modifié par le décret du 23 juin 1994;

Considérant que les conditions sectorielles de fonctionnement relatives aux unités d'épuration individuelle ont été retenues sur base d'analyses techniques en raison de leur performance reconnue en ce qui concerne la protection de l'environnement;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 16 décembre 1997;

Vu l'avis de la Commission consultative de la protection des eaux de surface contre la pollution, donné le 14 octobre 1997;

Vu la délibération du Gouvernement, le 14 mai 1998, sur la demande d'avis dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 22 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Organisme d'épuration compétent" : l'association de communes agréée conformément à l'article 17 du décret dans le ressort de laquelle est située l'agglomération concernée;

2° "Plan communal général d'égouttage" : le plan communal général d'égouttage approuvé par le Ministre en application de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage;

3° "Agglomération" ou "zone agglomérée" : zone dans laquelle la population et/ou les activités économiques sont suffisamment concentrées pour qu'il soit possible de collecter les eaux urbaines résiduaires pour les acheminer vers une station d'épuration collective ou un point de rejet final;

4° « Station d'épuration collective » : station d'épuration qui traite les eaux urbaines en provenance d'une agglomération;

5° "Zones faiblement habitées" : zones affectées à l'épuration individuelle telles qu'inscrites au plan communal général d'égouttage en vertu de l'article 3, 9° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage;

6° "Eaux urbaines résiduaires" : les eaux ménagères usées ou le mélange des eaux ménagères usées avec les eaux industrielles usées et/ou des eaux de ruissellement;

7° "Eaux ménagères usées" : les eaux usées provenant des établissements et services résidentiels produites essentiellement par le métabolisme humain et les activités ménagères;

8° "Eaux industrielles usées" : toutes les eaux usées provenant de locaux utilisés à des fins commerciales ou industrielles, autres que les eaux ménagères usées et les eaux de ruissellement;

9° "Eaux eutrophes" : eaux enrichies en éléments nutritifs, notamment de composés de l'azote et/ou du phosphore provoquant un développement accéléré des algues et des végétaux d'espèces supérieures qui entraîne une perturbation indésirable de l'équilibre des organismes présents dans l'eau et une dégradation de la qualité de l'eau en question;

10° "Equivalent-habitant" ou en abrégé "EH" : unité de charge polluante représentant la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes par jour;

11° "Habitation" : tout immeuble bâti rejetant des eaux urbaines résiduaires;

12° "Drains dispersants" : ensemble de drains posés sous la surface du sol qui constitue un dispositif d'épandage permettant la dispersion et l'évacuation des eaux;

13° "Système d'épuration individuelle" : unité d'épuration individuelle, installation d'épuration individuelle, station d'épuration individuelle comprenant l'équipement permettant l'épuration des eaux urbaines résiduaires rejetées par une ou plusieurs habitations voisines dans les conditions définies par le présent arrêté;

14° "Egout séparatif" : égout conçu pour ne recevoir que les rejets d'eaux usées à l'exception des eaux pluviales.

CHAPITRE II. — *Des zones sensibles et des agglomérations*

Art. 2. Le Ministre désigne et délimite comme zones sensibles, les masses d'eau appartenant aux catégories suivantes :

1° les lacs naturels ou les masses d'eau douce dont il est établi qu'ils sont eutrophes ou pourraient devenir eutrophes à brève échéance si des mesures de protection ne sont pas prises;

2° les zones d'eaux potabilisables tels que les tronçons de cours d'eau ou étendues d'eau de surface où se trouvent les lieux d'extraction d'eau potabilisable, qui contiennent ou pourraient contenir une concentration en nitrates supérieure à 50 milligrammes par litre si des mesures ne sont pas prises.

Art. 3. Le Ministre désigne, sur proposition de l'Administration et sur avis de l'organisme d'épuration compétent, les agglomérations dont le nombre d'équivalent-habitant est supérieur ou égal à 2.000 et en délimite le périmètre d'égouttage.

Il précise, pour chaque agglomération, le nombre d'habitants et le nombre d'équivalent-habitant.

CHAPITRE III. — *De l'égouttage*

Art. 4. § 1^{er}. Toute agglomération doit être équipée d'égouts et de collecteurs :

1° au plus tard pour le 31 décembre 1998, lorsque le nombre d'équivalent-habitant est supérieur à 10.000 et que les eaux urbaines résiduaires sont rejetées dans un bassin d'une zone sensible telle que définie à l'article 2;

2° au plus tard pour le 31 décembre 2000, lorsque le nombre d'équivalent-habitant est supérieur à 15.000;

3° au plus tard pour le 31 décembre 2005, lorsque le nombre d'équivalent-habitant se situe entre 2.000 et 15.000.

§ 2. Toute agglomération égouttée doit être équipée des collecteurs nécessaires au plus tard pour le 31 décembre 2005, lorsque le nombre d'équivalent-habitant de l'agglomération est inférieur à 2.000, en vue de procéder au traitement approprié tel que prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 1995 relatif au traitement des eaux urbaines résiduaires.

§ 3. Dans le respect des échéances prévues au paragraphe 1^{er}, les communes sont tenues d'équiper d'égouts les agglomérations situées sur leur territoire.

Les égouts sont construits et posés de manière à limiter les fuites et à permettre un contrôle et un entretien aisés.

Afin de limiter le coût de la collecte et la dilution des eaux usées résultant d'un apport dû aux eaux de drainage, de ruissellement et d'infiltrations parasites, s'ils sont constitués de conduits souterrains, les communes sont tenues de veiller, lors des travaux d'égouttage, à ce que :

- des égouts séparatifs soient posés préférentiellement aux égouts unitaires;
- les égouts soient posés à la plus faible profondeur possible pour évacuer les eaux urbaines résiduaires produites ou amenées au niveau du sol.

Les travaux d'égouttage sont conçus et dimensionnés pour limiter la pollution des eaux réceptrices résultant des surcharges. Les mesures à prendre sont fondées sur les taux de dilution ou la capacité par rapport au débit par temps sec.

La charge hydraulique résultant des travaux d'égouttage ne peut avoir pour conséquence d'accroître les risques d'inondation et de pollution par débordement du cours d'eau récepteur.

Art. 5. En zone agglomérée, les habitations situées le long d'une voirie déjà équipée d'égouts doivent y être raccordées.

En zone agglomérée, les habitations situées le long d'une voirie qui vient à être équipée d'égouts doivent y être raccordées pendant la durée des travaux d'égouttage.

Art. 6. § 1^{er}. Dès le raccordement de l'habitation à l'égout, l'évacuation des eaux urbaines résiduaires doit se faire exclusivement et directement par celui-ci.

L'évacuation de ces eaux doit se faire soit gravitairement, soit par un système de pompage.

Toutefois, les eaux pluviales peuvent être évacuées par des puits perdus, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface.

Les raccordements à l'égout et aux autres systèmes d'évacuation des eaux des habitations doivent être munis d'un regard de visite accessible et placé à un endroit offrant toutes les garanties de contrôle de la quantité et de la qualité des eaux réellement déversées.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, les systèmes d'épuration individuelle peuvent être maintenus en fonctionnement dans le circuit de raccordement à l'égout tant que celui-ci n'est pas raccordé à une station d'épuration collective.

Par dérogation au § 1^{er} et sans préjudice de l'application de l'article 5, lorsque la voirie est équipée d'un égout séparatif, le déversement des eaux pluviales dans l'égout séparatif est interdit sur les parties ainsi équipées de la zone agglomérée.

Par dérogation au § 1^{er}, avec l'accord de l'organisme d'épuration, le règlement communal peut fixer les conditions du maintien, pour tout ou partie de la zone égouttée, d'une fosse septique dans le circuit de raccordement de l'habitation à l'égout.

CHAPITRE IV. — *De l'épuration individuelle*

Art. 7. Par dérogation à l'article 5, lorsque le raccordement d'une habitation à l'égout engendre des coûts excessifs en raison de difficultés techniques rencontrées, le collège des bourgmestre et échevins de la commune où l'habitation est située peut autoriser, conformément à l'article 9, à la place du raccordement à l'égout, l'utilisation :

1° pour les habitations dont la charge polluante est inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant, calculée selon les modalités de l'annexe I, d'une unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement définies à l'annexe II ou aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.1 du présent arrêté;

2° pour les habitations dont la charge polluante est comprise entre 20 et 100 équivalent-habitant, d'une installation d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.2 du présent arrêté;

3° pour les habitations dont la charge polluante est égale ou supérieure à 100 équivalent-habitant, d'une station d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.3 du présent arrêté.

Art. 8. § 1^{er}. Toute habitation située dans une zone faiblement habitée, dont la charge polluante est inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant, calculée selon les modalités de l'annexe I, doit être équipée d'une unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement définies à l'annexe II ou aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.1 du présent arrêté.

Toute habitation située dans une zone faiblement habitée, dont la charge polluante est comprise entre 20 et 100 équivalent-habitant, doit être équipée d'une installation d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.2 du présent arrêté.

Toute habitation située dans une zone faiblement habitée, dont la charge polluante est égale ou supérieure à 100 équivalent-habitant, doit être équipée d'une station d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.3 du présent arrêté.

La mise en place et le fonctionnement des unités d'épuration individuelle, des installations d'épuration individuelle et des stations d'épuration individuelle sont soumis à autorisation conformément à l'article 9.

§ 2. La mise en place des unités d'épuration individuelle, des installations d'épuration individuelle et des stations d'épuration individuelle est immédiate, sauf pour les habitations existantes :

- qui disposent d'un délai prenant fin le 31 décembre 2005, pour en être équipée, s'il s'agit d'une habitation dont la totalité de la charge polluante produite est supérieure à 20 équivalent-habitant;

- qui disposent d'un délai prenant fin le 31 décembre 2009, pour en être équipée, s'il s'agit d'une habitation dont la totalité de la charge polluante produite est inférieure ou égale à 20 équivalent-habitant.

§ 3. Dans les deux mois qui suivent l'approbation du plan communal général d'égouttage, la commune informe les personnes à charge desquelles l'équipement en épuration individuelle incombe, de l'obligation résultant du présent arrêté et du délai à respecter.

Art. 9. § 1^{er}. La personne à charge de laquelle l'obligation de raccordement de l'habitation à l'égout incombe, qui souhaite bénéficier de la dérogation prévue à l'article 7, est tenue d'introduire, dans les soixante jours à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, en deux exemplaires, auprès du collège des bourgmestre et échevins, le formulaire de demande de l'annexe IV dûment complété.

La personne à charge de laquelle l'obligation d'équiper l'habitation d'un système d'épuration individuelle incombe, en vertu de l'article 8, est tenue d'introduire en deux exemplaires auprès du collège des bourgmestre et échevins le formulaire de demande de l'annexe IV dûment complété.

§ 2. Pour les demandes introduites en application de l'article 8 qui concernent les unités d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement définies à l'annexe II, le collège des bourgmestre et échevins dispose de trente jours pour vérifier et statuer sur la demande à compter de la réception de celle-ci.

§ 3. Pour les demandes qui concernent les systèmes d'épuration individuelle introduites en application de l'article 7 et pour les demandes qui concernent les systèmes d'épuration individuelle introduites en application de l'article 8, à l'exception des unités d'épuration individuelle visées au paragraphe 2, le collège des bourgmestre et échevins communique à l'Administration une copie du dossier dans les vingt jours de sa réception.

L'Administration dispose de 40 jours pour donner son avis, à défaut de quoi l'avis est réputé favorable.

Dès réception de l'avis ou au terme du délai, endéans lequel l'Administration doit se prononcer, le collège des bourgmestre et échevins dispose de vingt jours pour statuer sur la demande, sur avis conforme de l'Administration.

§ 4. Dans les cas visés aux paragraphes 2 et 3, l'autorisation d'installer un système d'épuration individuelle est rendue sous condition suspensive de l'attestation par le fournisseur ou l'installateur que le système d'épuration individuelle à installer répond aux conditions sectorielles d'émission visées à l'annexe III du présent arrêté.

§ 5. En cas de refus d'une demande de dérogation introduite en application de l'article 7, le raccordement à l'égout doit se faire dans les 6 mois qui suivent les délais visés à l'article 5.

Cependant, pour les habitations visées à l'article 5, § 3, le collège des bourgmestre et échevins peut raccourcir ce délai.

§ 6. Pour les habitations bénéficiant d'une autorisation octroyée en vertu du § 2 ou du § 3, il est interdit, dès le placement du système d'épuration individuelle, d'évacuer les eaux urbaines résiduaires autrement que par celui-ci.

CHAPITRE V. — *Du contrôle du fonctionnement des systèmes d'épuration individuelle*

Art. 10. Toute personne autorisée en vertu de l'article 9 à utiliser un système d'épuration individuelle est tenue d'en assurer le bon fonctionnement, de veiller à ce que son système d'épuration individuelle ne génère pas de nuisances pour le voisinage.

L'utilisation d'un système d'épuration individuelle ne répondant pas aux normes fixées aux annexes II et/ou III est interdite.

Lors du raccordement et avant son enfouissement, la personne autorisée à utiliser une unité d'épuration individuelle qui répond aux normes fixées à l'annexe II, est tenue de faire contrôler son installation par un contrôleur agréé en vertu de l'article 11 et de transmettre à l'autorité communale une attestation de contrôle conforme à l'annexe VI du présent arrêté avant la mise en service de l'installation.

Lors du raccordement et avant son enfouissement, la personne autorisée à utiliser un système d'épuration individuelle autre que ceux répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement fixées à l'annexe II, est tenue de faire contrôler son installation par un agent de l'Administration. Celui-ci remplit une attestation de contrôle conforme à l'annexe VII du présent arrêté. Dans les dix jours suivant le contrôle, l'Administration transmet une copie de l'attestation à l'autorité communale.

Art. 11. Toute personne physique ou morale peut introduire auprès du Ministre, par lettre recommandée, une demande d'agrément en qualité de contrôleur d'une unité d'épuration individuelle répondant aux normes fixées à l'annexe II.

La demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire défini à l'annexe V du présent arrêté.

Le Ministre peut exiger la production de tout document ou renseignement complémentaire de nature à établir que le demandeur présente les compétences techniques suffisantes.

Le Ministre statue, sur avis de l'Administration, dans les trois mois de la demande.

L'agrément en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle, est accordé pour un délai maximum de cinq ans. La décision accordant l'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*.

L'agrément accordé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires reste valable jusqu'à sa date d'expiration.

L'agrément peut être renouvelé au moyen du même formulaire et suivant les mêmes modalités que celles visées aux alinéas précédents.

Après avoir donné au titulaire de l'agrément la possibilité de faire valoir ses moyens de défense, le Ministre peut procéder au retrait de l'agrément dans les conditions suivantes :

1° lorsque le contrôleur agréé a jugé conforme une unité d'épuration individuelle qui ne correspond pas aux normes fixées par l'annexe II;

2° lorsque le contrôleur ne dispose plus des compétences techniques nécessaires à l'accomplissement de sa tâche;

3° lorsque l'activité professionnelle exercée par le contrôleur peut nuire à l'objectivité des contrôles qu'il effectue.

CHAPITRE VI. — *Du rapport et du règlement communal*

Art. 12. Pour la première fois et dans les six mois qui suivent l'approbation par le Ministre de leur plan communal général d'égouttage, les communes établissent et communiquent au Ministre le rapport visé à l'article 34 du décret.

Le rapport contient, parmi les données comprises dans le plan communal général d'égouttage, les données suivantes :

1° un état de la situation en matière d'évacuation et de traitement des eaux usées des habitations situées sur leur territoire consistant à chiffrer :

a) pour les zones égouttées de chacune des agglomérations ou parties d'agglomération :

- le nombre d'habitations total;

- le nombre d'habitations raccordées à l'égout;

- le nombre d'habitations dont les eaux usées sont traitées par une station d'épuration collective;

- le nombre d'habitations équipées d'un système d'épuration individuelle;

b) pour les zones faiblement habitées :

- le nombre d'habitations total;

- le nombre d'habitations équipées d'un système d'épuration individuelle.

2° le programme des travaux d'égouttage pour les zones à égoutter et un état de la situation de chacune des agglomérations ou parties d'agglomération qui en résulte, décrit de la manière suivante pour chaque phase des travaux prévus :

- le nombre total d'habitations non raccordées à l'égout mais qui devront l'être;

- le nombre d'habitations qui seront raccordées à l'égout ainsi que la longueur des égouts correspondant aux travaux d'égouttage à réaliser;

- le nombre d'habitations dont les eaux usées seront traitées par une station d'épuration collective quand les travaux d'égouttage seront réalisés.

Ce rapport est mis à jour tous les deux ans conformément à l'article 34 du décret et communiqué à l'Administration.

Art. 13. Dans les six mois qui suivent la mise en vigueur du présent arrêté, les communes modifient leurs règlements communaux relatifs à l'égouttage en vue de les conformer aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 14. En ce qui concerne les systèmes d'épuration individuelle autorisés conformément à l'article 9, les dispositions du Règlement général pour la protection du travail ne sont plus d'application.

Art. 15. Les systèmes d'épuration individuelle qui ont été autorisés en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires sont considérés comme répondant aux conditions du présent arrêté.

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 1994 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires est abrogé.

Art. 17. Dans l'article 3, 9° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 fixant les règles de présentation et d'élaboration des plans communaux généraux d'égouttage, les mots « ou collective » sont supprimés.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 5, premier alinéa, qui entre en vigueur le 31 mars 1999.

Art. 19. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe I

Notion d'équivalent-habitant

La capacité utile des systèmes d'épuration d'eaux urbaines résiduaires est déterminée en fonction du nombre d'équivalent-habitant de l'habitation ou du groupe d'habitations desservies par un système d'épuration individuelle.

Tant pour les habitations unifamiliales que pour les groupes d'habitations qui ne génèrent que des pollutions domestiques, on considère que la charge polluante produite quotidiennement s'exprime par un nombre d'équivalent-habitant égal au nombre d'occupants.

Pour les autres habitations produisant exclusivement des eaux usées domestiques, le nombre d'équivalent-habitant est évalué comme suit :

<u>Bâtiment ou complexe</u>	<u>Nombre d'équivalent-habitant (EH)</u>
Usine, atelier	1 ouvrier = 1/2 EH
Bureau	1 employé = 1/3 EH
Ecole sans bains, douche ni cuisine (externat)*	1 élève = 1/10 EH
Ecole avec bains sans cuisine (externat)*	1 élève = 1/5 EH
Ecole avec bains et cuisine (externat)*	1 élève = 1/3 EH
Ecole avec bains et cuisine (internat)*	1 élève = 1 EH
Hôtel, pension, hôpitaux, prisons	1 lit = 1 EH
Camping	1 personne (prévue) = 1/2 EH
Caserne, camping de séjours	1 personne (prévue) = 1 EH
Restaurant	1 couvert servi = 1/4 EH N.EH = 1/4 EH x nombre moyen de couverts servis chaque jour
Théâtre, cinéma, salle de fêtes	1 place = 1/30 EH
Plaine de sports	1 place = 1/20 EH

Pour les bâtiments ou complexes annotés d'un astérisque, le nombre d'EH calculé d'après le tableau doit être augmenté de 2 EH par membre du personnel attaché à l'établissement. Dans la détermination de la capacité utile nécessaire, il y a lieu de tenir compte d'une augmentation éventuelle (fixée forfaitairement à 15 %) du nombre d'usagers du bâtiment ou du complexe raccordé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe II

Conditions sectorielles de fonctionnement des unités d'épuration individuelle

1. Description des éléments pouvant composer une unité d'épuration individuelle

(charge inférieure ou égale à 20 EH)

Une unité d'épuration individuelle est composée d'un dégraisseur, s'il est rendu obligatoire, d'un élément de prétraitement suivi d'un élément de traitement; la composition de ces éléments respecte les conditions d'exploitation fixées au point 2.

1.1. Dégraisseur

Principe :

Dispositif par lequel transite les eaux usées ménagères et qui permet la rétention des graisses flottant en surface.

Conception :

Cuve de capacité minimale de 500 litres munie des cloisonnements nécessaires en vue d'atteindre une bonne efficacité.

Si les eaux usées ménagères sont boueuses ou chargées de déchets lourds (densité supérieure à 1), il est nécessaire d'installer en amont du séparateur de graisses, un débourbeur équipé d'un panier amovible. Avec un minimum de 200 litres, le volume utile du débourbeur est de 200 litres par litre par seconde de débit de pointe du flux d'eau usée.

1.2. Eléments de prétraitement

a) Fosse septique « eaux sanitaires »

Principe :

La fosse septique « eaux sanitaires » ne reçoit que les eaux usées en provenance des toilettes.

Elle a deux fonctions essentielles :

- la rétention des matières solides;

- la liquéfaction par digestion anaérobie des boues déposées en fond de fosse et du chapeau formé par la rétention des matières solides flottantes.

Elle dirige les effluents septiques vers le dispositif de traitement.

Conception :

La capacité totale utile minimale sous le plan d'eau de cette fosse est de :

- 300 litres par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant compris entre 1 et 10, avec un minimum de 1500 litres;

- 225 litres par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant supérieur à 10, avec un minimum de 3000 litres.

La préférence sera donnée à la fosse présentant la plus grande surface horizontale avec une hauteur minimale de 1 mètre sous le plan d'eau.

Une aération est prévue.

b) Fosse septique « toutes eaux »**Principe :**

La fosse septique « toutes eaux » reçoit l'ensemble des eaux usées domestiques (eaux de lessive, de cuisine, de nettoyage de locaux, des sanitaires, etc...).

Elle a deux fonctions essentielles :

- la rétention des matières solides;

- la liquéfaction par digestion anaérobie des boues déposées en fond de fosse et du chapeau formé par la rétention des matières solides flottantes.

Elle dirige les effluents septiques vers le dispositif de traitement.

Conception :

La capacité totale utile minimale est de :

- 600 litres par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant compris entre 1 et 10, avec un minimum de 3000 litres;

- 450 litres par équivalent-habitant pour un nombre d'équivalent-habitant supérieur à 10, avec un minimum de 6000 litres.

La préférence sera donnée à la fosse présentant la plus grande surface horizontale avec une hauteur minimale de 1 mètre sous le plan d'eau. Une aération est prévue.

c) Fosse de décantation à deux étages ou décanteur-digesteur**Principe :**

Le décanteur-digesteur permet la séparation des fonctions de décantation et de digestion. Il est apte à recevoir l'ensemble des eaux usées domestiques (eaux de lessive, de cuisine, de nettoyage de locaux, des sanitaires, etc...).

Conception :

La fosse présente deux étages : un étage de décantation et un étage de digestion. Le compartiment de décantation proprement dit est délimité par la paroi de la fosse et par deux parois inclinées le long desquelles les matières en décantation passent dans le digesteur. Un dispositif de séparation empêche le retour dans le décanteur des boues digérées et des gaz.

Le volume utile minimum du compartiment de décantation est de 50 litres par équivalent-habitant avec un minimum de 500 litres au-dessus du plan horizontal en contact avec l'arête inférieure de la paroi inclinée la plus courte.

Le volume utile minimum du compartiment de digestion est de 200 litres par équivalent-habitant, avec un minimum de 1500 litres sous le plan horizontal situé à 0,10 m en dessous de l'arête inférieure de la paroi inclinée la plus longue du compartiment de décantation.

La préférence sera donnée à la fosse présentant la plus grande surface horizontale avec une hauteur minimale de 1 mètre sous le plan d'eau. La fosse est aérée.

1.3. Eléments de traitement (liste non exhaustive)**a) Lit bactérien percolateur aérobie****Principe :**

Le procédé consiste à faire percoler l'eau usée à épurer à travers un empilement suffisant de matériau à porosité ouverte en contact avec l'air.

Des micro-organismes colonisent la surface de ce matériau en formant un film biologique permanent et digèrent les matières organiques et les nutriments contenus dans l'eau usée qui ruisselle en consommant l'oxygène de l'air présent.

Les lits bactériens sont d'autant plus efficaces que la distribution des eaux usées qui traverse le lit poreux est uniformément répartie à sa surface et que le volume des eaux usées qui traverse le lit poreux est recirculé le nombre de fois nécessaire afin de permettre une digestion suffisante des matières présentes dans l'eau.

Conception :

Le lit bactérien classique comprend de haut en bas :

- un distributeur répandant uniformément l'eau urbaine résiduaire sur toute la surface du massif filtrant;

- une couche de matériaux de contact d'au moins 1 m de hauteur constituée de granulats inertes d'un calibre 50/80 mm ou d'éléments en matière synthétique assurant une surface spécifique au moins équivalente à celles des granulats inertes (matériau support);

- une assise supportant la couche précitée, aménagée de manière à permettre le libre écoulement de l'eau usée et l'aération permanente du massif filtrant par en dessous.

Le filtre bactérien ne peut être noyé, même partiellement.

Le volume utile du massif filtrant est d'au moins 150 litres par équivalent-habitant avec un minimum de 1500 litres.

Un système d'aération doit être assuré en amont et en aval du massif filtrant bactérien à l'aide d'un tuyau d'aération de minimum 100 mm de diamètre.

L'évacuation des eaux traitées qui peut être couplée à la recirculation des eaux usées s'effectue à l'aide d'une pompe électromécanique.

b) Microstations à boues activées

Principe :

Cette forme de traitement repose sur l'aération prolongée de boues activées maintenues en quantité suffisante dans un récipient traversé par un courant d'eau usée à épurer.

Ces boues sont formées par des bactéries libres qui assurent la digestion aérobie.

Le temps de séjour des eaux usées doit être suffisant pour atteindre le degré d'épuration nécessaire.

L'autoépuration naturelle qui se produit dans les cours d'eau est ici intensifiée artificiellement par le maintien d'une concentration élevée de boues et par l'insufflation de l'air nécessaire au travail aérobie des bactéries.

Conception :

La microstation se compose de deux compartiments. Le premier est réservé à l'aération de l'eau usée à épurer, laquelle s'effectue à l'aide d'une pompe d'aération fonctionnant éventuellement de façon intermittente. Le second est réservé à la décantation et à la séparation de la biomasse des matières en suspension et de l'eau usée.

La recirculation de la biomasse accumulée dans le compartiment de décantation vers le compartiment d'aération doit être assurée gravitairement ou par pompage.

La conception de la microstation doit permettre l'accumulation des boues sur les 4/10 de la hauteur totale d'eau usée contenue dans la microstation.

Le compartiment de décantation doit être muni d'un dispositif de sortie qui empêche des particules flottantes d'être évacuées avec l'eau épurée.

Les compartiments d'aération et de décantation peuvent être placés en ligne ou juxtaposés.

La hauteur d'eau minimale dans la microstation est de 1,20 m.

La capacité totale utile minimale est de :

- 200 litres par équivalent-habitant avec un minimum de 750 litres pour le compartiment d'aération;

- 200 litres par équivalent-habitant avec un minimum de 750 litres pour le compartiment de décantation.

à biomasse fixée

Principe :

L'épuration s'effectue grâce à l'action de la biomasse aérée fixée sur un support inerte totalement ou partiellement immergé dans l'eau usée à épurer.

Le temps de séjour de l'eau usée doit être suffisant pour atteindre le degré d'épuration nécessaire.

Conception :

La microstation à biomasse fixée est constituée d'un empilement d'éléments fixes généralement en matière plastique, immergé dans l'eau usée à épurer, sur lequel les bactéries assurant l'épuration s'accrochent.

L'apport en oxygène est assuré à l'aide d'un compresseur qui injecte une quantité d'air suffisante bien répartie dans tout le lit immergé; un système de séparation et d'évacuation de l'excès de biomasse doit être prévu.

1.4. Autres procédés

Toute unité d'épuration individuelle dont le principe et la conception ne répondent pas aux conditions sectorielles de la présente annexe, peut être acceptée pour autant qu'elle soit conforme aux conditions sectorielles d'émission et d'exploitation définies à l'annexe III.1.

2. Conditions d'exploitation des unités d'épuration individuelle**2.1. Conditions générales**

a) Tous les éléments constituant l'unité d'épuration individuelle doivent être placés à l'extérieur de l'habitation, à l'exception de l'éventuel dégraisseur dont l'emplacement est libre;

b) Seules les eaux usées résiduaires sont traitées par l'unité d'épuration individuelle; les eaux pluviales ne peuvent en aucun cas transiter par un des éléments composant l'unité d'épuration individuelle.

Toutefois, les eaux pluviales peuvent être évacuées par des puits perdus, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface;

c) Chacun des éléments composant une unité d'épuration individuelle doit être équipé d'un orifice de dimension suffisante muni d'un tampon amovible et accessible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif;

d) Un regard de contrôle muni d'un tampon amovible doit être installé entre le dernier élément composant l'unité d'épuration individuelle et l'évacuation des eaux;

e) Une pompe de relevage est à prévoir lorsque les conditions topographiques ne permettent pas une évacuation gravitaire;

f) L'unité d'épuration individuelle est composée d'un élément de prétraitement suivi d'un élément de traitement qui peuvent être intégrés;

g) Lorsque les eaux usées sont constituées presque exclusivement d'eaux de cuisine (cuisines collectives et/ou commerciales, restaurants,...), le placement d'un dégraisseur est obligatoire sauf si le système d'épuration autorisé en application de l'annexe III intègre cette fonction;

h) Lorsque l'élément de prétraitement est une fosse septique de type « eaux sanitaires », le placement d'un dégraisseur est obligatoire sauf si le système d'épuration autorisé en application de l'annexe III intègre cette fonction;

i) La fosse septique est de type « toutes eaux » ou de type « décantation à deux étages ». Pour les habitations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, la fosse septique de type « eaux sanitaires » est tolérée;

j) Les eaux de lavage ou de ruissellement ayant été en contact avec des huiles ou carburants ne peuvent transiter par l'unité d'épuration individuelle mais doivent être évacuées via un séparateur pour liquides légers équipé d'un filtre coalesceur et précédé, si besoin est, d'un débourbeur.

Ce dispositif doit être dimensionné conformément aux prescriptions de la norme DIN 1999 ou à toute autre norme ou code de bonne pratique de performance équivalente;

k) Les appareils électromécaniques nécessaires au bon fonctionnement de l'unité d'épuration individuelle sont équipés d'une alarme prévenant tout dysfonctionnement;

l) Conformément à l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif au déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, lorsque les eaux épurées issues de l'unité d'épuration individuelle, en bon état de fonctionnement, sont déversées en eaux de surface ordinaire ou en voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales, celles-ci sont considérées comme répondant aux conditions générales de déversement des eaux usées domestiques normales, sauf en ce qui concerne les dispositions des articles 6-3°, 6-4°, 6-5°b et 29-4° qui ne sont plus applicables en Région wallonne;

m) Afin de prévenir tout risque de colmatage des drains de dispersion, l'installation d'un décolloïdeur est conseillée lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue dans le sol.

2.2. Modes d'évacuation autorisés

Lorsque les eaux usées épurées provenant du dernier élément constituant l'unité d'épuration individuelle ne peuvent être évacuées par une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire, les dispositifs suivants, dimensionnés à titre indicatif pour l'évacuation des eaux usées produites par moins de 6 équivalent-habitant, peuvent être utilisés :

a) Épandage souterrain

L'épandage souterrain se réalise à l'aide de tranchées d'infiltration.

Ces tranchées ont une profondeur de 50 à 70 cm et une largeur de 30 à 80 cm en fonction de la nature du sol. Les tranchées sont distantes de 2 à 3 m et leur longueur varie en fonction du nombre d'usagers et de la perméabilité du sol.

Le fond de la tranchée est rempli de matériaux filtrant tels que graviers, concassés ou pierrailles (calibre 20/32) sur une épaisseur d'environ 15 cm. Les drains de dispersion rigides sont posés horizontalement sur ce lit de graviers. Le diamètre nominal des drains est compris entre 100 et 125 mm. Les ouvertures de ces drains de dispersion consistent en des fentes ou des orifices concourant à une bonne dispersion du liquide.

Les joints sont recouverts d'une bande de feutre bitume ou de roofing, ou mieux, d'un géotextile non tissé. Les drains sont recouverts d'une couche de graviers (calibre 20/32) de 5 cm d'épaisseur.

Une membrane imputrescible, anticontaminante est ensuite placée sur ce gravier de manière à éviter le risque d'obturation.

Le remblai de la tranchée s'effectue ensuite par de la terre végétale.

Le réseau de drains est établi sur un plan aussi horizontal que possible (épandage uniforme). Si le terrain a une pente supérieure à 5 cm/m, les drains de dispersion sont placés en lignes perpendiculaires au sens de la pente (parallèles aux courbes de niveau).

En fin de circuit d'épandage, les drains sont réunis par une canalisation transversale sur laquelle est raccordé un tuyau vertical assurant la circulation d'air. L'extrémité extérieure de ce tuyau est grillagée. Eventuellement, il peut être remplacé par des regards ventilés.

Le dimensionnement d'une installation d'épandage souterrain dépend de plusieurs paramètres liés aux caractéristiques du sol en place :

- le niveau de la nappe aquifère;
- la perméabilité de ce sol;
- la couche sous-jacente;
- la topographie;
- la proximité d'une prise d'eau potable éventuelle.

Le dimensionnement de l'épandage souterrain est le suivant :

- pour un sol sableux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 50 et 500 mm/h et une nappe aquifère située à plus de 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir une surface de 15 m² de tranchées, soit 25 m de longueur de tranchées avec une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m;

- pour un sol sableux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 50 et 500 mm/h et une nappe aquifère comprise entre 1 et 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir une surface de 20 m² de tranchées, soit 35 m de longueur de tranchées avec une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m;

- pour un sol sablo-limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 20 et 50 mm/h et une nappe aquifère située à plus de 1,5 m par rapport au niveau du sol, il faut prévoir une surface de 25 m² de tranchées, soit 42 m de longueur de tranchées avec une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m;

- pour un sol sablo-limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 20 et 50 mm/h et une nappe aquifère comprise entre 1 et 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir une surface de 30 m² de tranchées, soit 50 m de longueur de tranchées avec une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m;

- pour un sol limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 10 et 20 mm/h et une nappe aquifère située à plus de 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir une surface de 40 m² de tranchées, soit 70 m de longueur de tranchées ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m;

- pour un sol limoneux, ayant une vitesse de percolation comprise entre 10 et 20 mm/h et une nappe aquifère comprise entre 1 et 1,5 m de profondeur par rapport au niveau du sol, il faut prévoir une surface de 50 m² de tranchées, soit 85 m de longueur de tranchées ayant une largeur de 0,60 m et une profondeur de 0,60 m;

La vitesse de percolation peut être déterminée de la manière suivante :

Test de perméabilité permettant d'approcher la vitesse de percolation

Afin de s'assurer d'un dimensionnement suffisant de la zone réservée à l'épandage souterrain, il est indiqué d'effectuer le test suivant :

- qu'il faut éviter de réaliser par temps de pluie ou de gel du sol;

- qui n'est pas nécessaire si le sol, à 50 cm de profondeur, est sableux avec une percolation rapide;

matériel nécessaire :

- une bêche;

- un tube en PVC de " 30 cm de longueur avec des repères de mesure intérieur tous les centimètres.

mode opératoire :

Pour que la valeur du coefficient de percolation soit représentative, il est nécessaire de réaliser 4 essais dans 4 endroits différents de la zone affectée à l'épandage souterrain (essais qui peuvent être effectués simultanément). Pour chaque essai, il y a lieu d'effectuer les opérations suivantes :

- creuser un trou de 50 cm de profondeur (niveau prévu du drain dispersant) avec un fond horizontal de 30 cm de diamètre environ;

- scarifier légèrement le fond du trou avec un grattoir sur 1 cm d'épaisseur;

- déposer verticalement le tube de PVC sur le fond et au centre de la cavité;

- maintenir le tube verticalement en remblayant, sur 20 cm de hauteur, autour du tube et en tassant au mieux la terre par petites fractions;

- remplir le fond du tube de 5 cm de sable du Rhin;

- remplir le tube d'eau claire sur 20 cm et maintenir le niveau pendant 4 heures si le sol est humide et pendant 12 heures si le sol est plutôt sec (le tube ne doit jamais être asséché);

- au terme des 4 ou 12 heures précédentes, ajuster une dernière fois le niveau d'eau dans le tube à 15 cm au dessus de la couche de sable de Rhin. Ensuite, mesurer la baisse du niveau d'eau toutes les 30 minutes pendant 4 heures. La dernière mesure sera utilisée pour déterminer la vitesse de percolation;

- si la vitesse de percolation est importante (tube qui se vide endéans les 30 minutes), il faut effectuer les relevés de niveaux toutes les 10 minutes pendant 1 heure en réalimentant le tube en eau.

Remarque : lors du creusement du trou, s'il est observé dans le sol des particules de rouille, des taches « gris-bleu », de l'eau stagnante, une forte humidité ou la manifestation d'un sol gorgé d'eau, il y a lieu de dimensionner l'épandage pour un sol mal drainé.

interprétation des résultats :

- avec le dernier résultat des mesures effectuées dans les 4 endroits différents, une moyenne est établie en additionnant les baisses constatées exprimées en centimètres et en les divisant par 4;

- la valeur ainsi obtenue est divisée par 30 minutes, temps durant lequel les niveaux ont été relevés (on divise par 10 minutes, si les baisses ont été constatées dans ce délai). Cette valeur donne l'indication de la vitesse de percolation exprimée en cm/minute;

- cette valeur est transposée en mm/heure en multipliant le résultat par 600.

- le nouveau résultat permet de dimensionner l'épandage souterrain comme indiqué au point y relatif.

Tableau I :

Les données reprises dans le tableau permettent de déterminer les dispositions à prendre pour assurer un bon épandage souterrain en fonction de la vitesse de percolation exprimée en cm/min.

L'entretien du dispositif consiste notamment à vérifier périodiquement la distribution correcte de l'effluent entre les différents drains.

b) Filtre à sable

Le filtre à sable est constitué de bas en haut :

- d'une couche de sable de rivière lavé (0,2 à 0,6 mm) épaisse de 60 à 70 cm;

- d'une couche de graviers, de calibre 20/80, épaisse de 25 à 30 cm au sein de laquelle sont disposés horizontalement les drains de dispersion rigides d'un diamètre de 100 à 125 mm, distants d'au moins 1 m. Les perforations de ces drains de répartition sont des fentes ou des orifices concourant à une bonne dispersion du liquide.

Les drains sont répartis sur un plan horizontal. En fin de circuit, les drains sont réunis par une canalisation transversale sur laquelle est raccordé un tuyau vertical assurant la circulation d'air. L'extrémité extérieure de ce tuyau est grillagée. Eventuellement, il peut être remplacé par des regards ventilés.

Une membrane imputrescible, anticontaminante est placée sur le gravier de manière à éviter tout risque d'obturation. Le remblaiement s'effectue ensuite par de la terre végétale sur une épaisseur de 15 à 30 cm.

La surface du filtre à sable correspond à un épandage souterrain pour un sol sableux bien drainé, soit 10 m²/EH avec un minimum de 35m².

L'entretien du dispositif consiste notamment à vérifier périodiquement la distribution correcte de l'effluent entre les différents drains.

Tableau I

Epurateur individuelle - dimensionnement de l' »pandage pour une habitation de maximum 5 EH

Test de percolation à niveau variable

Vitesse de percolation cm/min	V>2,5	2,5	1,25	0,8	0,6	0,5	0,25	0,17	0,085	0,055	0,044	<0,04
Surface d'épandage : m ³ longueur du drain : m (tranchée 0,60 m)		13	16	19	22	24	31	36	47	56	62	
	(1)											(2)
		22	27	32	37	40	52	60	78	93	103	
	Graviers Sables gros	Sables moyens			Sables fins limons sableux			Limons Limons argileux Limons sableux Argiles limoneuses			Argile Marne	
	+ de 500	500 à 50			50 à 20			20 à 10				
Disposition pour sol mal drainé (eau stagnante, rouille, veines noires,...) et/ou pente du terrain supérieur à 8 %		30 à 35 m ² de terre d'infiltration			24 à 36 m ³ de tranchées + drainage du s/sol ou 50 m ³ de terre d'infiltration			36 à 62 m ³ de tranchées + drainage du s/sol ou 80 m ³ de terre d'infiltration				

(1) : si la vitesse de percolation est supérieure à 2,5 cm/min, il faut remanier le sous-sol drainant par incorporation de sables fins ou limons pour obtenir une vitesse comprise entre 2,5 et 0,04 cm/min.

(2) : idem que (1) mais si la vitesse de percolation est toujours inférieure à 0,04 cm/min, consulter un spécialiste pour adopter une solution convenable.

c) Terre filtrant

Le terrain naturel doit être préalablement arasé. Un terre filtrant est constitué de sable sur 1 m de haut dans lequel sont réalisées les tranchées d'infiltration. Les tranchées d'infiltration ont une largeur de 0,80 à 1,20 m, une profondeur de 60 cm et sont distantes d'au moins 1 m.

Les 30 cm inférieurs de la tranchée sont remplis de graviers 10/80 dans lesquels sont posés les drains de dispersion, rigide d'un diamètre de 100 à 125 mm de diamètre.

Les perforations des drains sont des fentes de 4 à 6 mm de large distantes de 20 à 30 cm ou des orifices concourant à une bonne dispersion du liquide. Une membrane imputrescible et anticontaminante recouvre les tranchées d'infiltration et le sable de manière à éviter tout risque d'obturation. La membrane est ensuite recouverte d'une couche de terre arable de 25 cm d'épaisseur.

La surface nécessaire à l'édification de ce terre filtrant est de 5 m² par équivalent-habitant avec un minimum de 20 m² de surface au sol.

L'entretien du dispositif consiste notamment à vérifier périodiquement, au niveau de la chambre de relevage, que la distribution de l'effluent à évacuer s'effectue correctement.

Toutefois, lorsque l'évacuation des eaux épurées ne peut être effectuée via un des modes d'évacuation autorisés dans la présente annexe, un puits perdant peut être autorisé par le collège des bourgmestre et échevins sur la base d'un avis conforme de l'Administration, Direction des eaux souterraines.

2.3. Obligations du fournisseur

Le fournisseur d'une unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement de l'annexe II doit certifier par écrit, en remplissant l'annexe IV.3, à l'acquéreur, personne autorisée à installer en Région wallonne une unité d'épuration individuelle, si celle-ci répond aux conditions sectorielles d'émission de l'annexe III.1.1 du présent arrêté quand elle fonctionne dans les conditions normales d'utilisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe III

Conditions sectorielles d'émission et d'exploitation des systèmes d'épuration individuelle

1. Conditions sectorielles d'émission et d'exploitation des unités d'épuration individuelle (inférieure ou égale à 20 EH)

1.1. Conditions sectorielles d'émission

Paramètres	Concentration	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20°C) sans nitrification (3)	70 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C +/- 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l O ₂	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l	Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C, pesée. Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2.800 à 3.200 g), séchage à 105 °C, pesée.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

1.2. Conditions d'exploitation

1.2.1. Conditions générales

Les conditions générales reprises à l'annexe II.2.1 du présent arrêté sont d'application.

1.2.2. Modes d'évacuation autorisés

Les modes d'évacuation autorisés repris à l'annexe II.2.2. du présent arrêté sont d'application.

1.2.3. Obligations du fournisseur

Le fournisseur d'une unité d'épuration individuelle doit certifier par écrit, en remplissant l'annexe IV.3., à l'acquéreur, personne autorisée à installer en Région wallonne une unité d'épuration individuelle, si celle-ci répond aux conditions sectorielles d'émission de l'annexe III.1.1. du présent arrêté quand elle fonctionne dans des conditions normales d'utilisation.

2. Conditions sectorielles d'émission et d'exploitation des installations d'épuration individuelle (comprise entre 20 EH et 100 EH)

2.1. Conditions sectorielles d'émission

Paramètres	Concentration	% minimum de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO5 à 20°C) sans nitrification (3)	50 mg/l O ₂	80	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C +/- 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	160 mg/l O ₂	80	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l (4)	90 (4)	Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C, pesée. Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2.800 à 3.200 g) séchage à 105 °C, pesée.

(1) Réduction par rapport à l'entrée. La priorité sera donnée aux valeurs en concentration; toutefois, lorsqu'en raison du caractère saisonnier de l'activité générant les eaux urbaines résiduaires, les valeurs en concentration ne peuvent être respectées, les conditions sectorielles exprimées en pourcentage de réduction pourront être utilisées.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO5 et le paramètre de substitution.

(4) Cette exigence est facultative.

2.2. Conditions d'exploitation

2.2.1. Conditions générales

a) Tous les éléments constituant le système d'épuration individuelle doivent être placés à l'extérieur de l'habitation, à l'exception de l'éventuel dégraisseur dont l'emplacement est libre;

b) Seules les eaux usées résiduaires sont traitées par le système d'épuration individuelle; les eaux pluviales ne peuvent en aucun cas transiter par un des éléments composant le système d'épuration individuelle.

Toutefois, les eaux pluviales peuvent être évacuées par des puits perdus, des drains dispersants, des voies artificielles d'écoulement ou par des eaux de surface;

c) Chacun des éléments composant un système d'épuration individuelle doit être équipé d'un orifice de dimensions suffisantes muni d'un tampon amovible et accessible permettant la vérification du fonctionnement et l'entretien du dispositif;

d) Un regard de contrôle muni d'un tampon amovible doit être installé entre le dernier élément composant le système d'épuration individuelle et l'évacuation des eaux;

e) Une pompe de relevage est à prévoir lorsque les conditions topographiques ne permettent pas une évacuation gravitaire;

f) Le placement d'un dégraisseur est obligatoire, pour autant qu'il y ait rejet d'eaux de cuisine, sauf si le système d'épuration autorisé en application de l'annexe III intègre cette fonction;

g) Les eaux de lavage ou de ruissellement ayant été en contact avec des huiles ou carburants ne peuvent transiter par le système d'épuration individuelle mais doivent être évacuées via un séparateur pour liquides légers équipé d'un filtre coalesceur et précédé, si besoin est, d'un débourbeur.

Ce dispositif doit être dimensionné conformément aux prescriptions de la norme DIN 1999 ou à toute autre norme ou code de bonne pratique de performance équivalente;

h) Les appareils électromécaniques nécessaires au bon fonctionnement du système d'épuration individuelle sont équipés d'une alarme prévenant tout dysfonctionnement;

i) Conformément à l'arrêté royal du 3 août 1976, portant règlement général relatif au déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, lorsque les eaux épurées issues du système d'épuration individuelle, en bon état de fonctionnement, sont déversées en eaux de surface ordinaire ou en voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales, celles-ci sont considérées comme répondant aux conditions générales de déversement des eaux usées domestiques normales, sauf en ce qui concerne les dispositions des articles 6-3°, 6-4°, 6-5°b et 29-4° qui ne sont plus applicables en Région wallonne;

j) Afin de prévenir tout risque de colmatage des drains de dispersion, l'installation d'un décolloïdeur est conseillée lorsque l'évacuation des eaux épurées s'effectue dans le sol.

2.2.2. Modes d'évacuation autorisés

Les eaux usées épurées provenant du dernier élément constituant l'installation d'épuration individuelle peuvent être évacuées par une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire.

Si ces modes d'évacuation des eaux usées ne peuvent être mis en oeuvre à un coût raisonnable, l'épandage souterrain, le filtre à sable ou le tertre filtrant peuvent être utilisés sur la base d'un avis conforme de l'Administration.

2.2.3. Obligations du fournisseur

Le fournisseur d'une installation d'épuration individuelle doit certifier par écrit, en remplissant l'annexe IV.3., à l'acquéreur, personne autorisée à installer en Région wallonne une installation d'épuration individuelle, si celle-ci répond aux conditions sectorielles d'émission de l'annexe III.2.1. du présent arrêté quand elle fonctionne dans les conditions normales d'utilisation.

3. Conditions sectorielles d'émission et d'exploitation des stations d'épuration

individuelle (égale ou supérieure à 100 EH)

3.1. Conditions sectorielles d'émission

Paramètres	Concentration	% minimum de réduction (1)	Méthode de mesure de référence (2)
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅ à 20°C) sans nitrification (3)	30 mg/l O ₂	70-90	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Détermination de l'oxygène dissous avant et après une incubation de 5 jours à 20 °C +/- 1 °C dans l'obscurité complète. Addition d'un inhibiteur de nitrification.
Demande chimique en oxygène (DCO)	125 mg/l O ₂	75	Echantillon homogénéisé, non filtré, non décanté. Bichromate de potassium.
Total des matières solides en suspension	60 mg/l (4)	90 (4)	Filtration d'un échantillon représentatif sur une membrane de 0,45 µm, séchage à 105 °C, pesée. Centrifugation d'un échantillon représentatif (pendant 5 minutes au moins avec accélération moyenne de 2.800 à 3.200 g), séchage à 105 °C, pesée.

(1) Réduction par rapport à l'entrée. La priorité sera donnée aux valeurs en concentration; toutefois, lorsqu'en raison du caractère saisonnier de l'activité générant les eaux urbaines résiduaires, les valeurs en concentration ne peuvent être respectées, les conditions sectorielles exprimées en pourcentage de réduction pourront être utilisées.

(2) Les analyses relatives aux rejets provenant du lagunage doivent être effectuées sur des échantillons filtrés; toutefois, la concentration du total des matières solides en suspension dans les échantillons d'eau non filtrée ne doit pas dépasser 150 mg/l.

(3) Ce paramètre peut être remplacé par un autre : carbone organique total (COT) ou demande totale en oxygène (DTO) si une relation peut être établie entre la DBO₅ et le paramètre de substitution.

(4) Cette exigence est facultative.

3.2. Conditions d'exploitation

3.2.1. Conditions générales

Les conditions générales reprises à l'annexe III.2.2.1. du présent arrêté sont d'application.

3.2.2. Modes d'évacuation autorisés

Les eaux usées épurées provenant du dernier élément constituant la station d'épuration individuelle peuvent être évacuées par une voie artificielle d'écoulement ou dans une eau de surface ordinaire.

3.2.3. Obligations du fournisseur

Le fournisseur d'une station d'épuration individuelle doit certifier par écrit, en remplissant l'annexe IV.3., à l'acquéreur, personne autorisée à installer en Région wallonne une station d'épuration individuelle, si celle-ci répond aux conditions sectorielles d'émission de l'annexe III.3.1. du présent arrêté quand elle fonctionne dans les conditions normales d'utilisation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe IV

Demande d'autorisation relative aux systèmes d'épuration individuelle

1. Demande adressée à l'Administration de la commune de
sur le territoire de laquelle se situe la ou les habitations à équiper.

Demande introduite à la date du

2. Contenu de la demande d'autorisation relative à l'équipement d'une ou de plusieurs habitations situées dans une zone faiblement habitée.

a) identification du demandeur

- personne physique

Nom :	Prénom :	
Rue :	N° :	Bte :
Code postal :	Localité :	
Tél. :		

- Personne morale

Dénomination :	Statut juridique :
Siège social :	
Rue :	N° : Bte :
Code postal :	Localité :
Tél. :	

b) description de l'habitation ou d'un groupe d'habitations devant être équipé d'un système d'épuration individuelle répondant aux conditions reprises à l'annexe II ou à l'annexe III.

Localisation

	N° de la parcelle cadastrale :
Rue :	N° : Bte :
Code postal :	Localité :

Fonction(s) de chaque bâtiment :

Nombre d'occupants de chaque habitation :

Nombre d'EH calculé selon l'annexe I :

Conditions topographiques du terrain sur lequel est localisée l'habitation :

c) identification de l'objet de la demande

unité d'épuration individuelle # 20 EH

installation d'épuration individuelle > 20 EH < 100 EH

station d'épuration individuelle \$ 100 EH

d) Description du système d'épuration individuelle

1. Quels sont les éléments constitutifs prévus :

- dégraisseur
- prétraitement
- fosse septique « eaux sanitaires »
- fosse septique « toutes eaux »
- fosse de décantation à deux étages ou décanteur-digesteur
- traitement
- lit bactérien percolateur aérobie
- microstation à boues activées
- microstation à biomasse fixée
- autres procédés

2. Le rejet de l'eau usée épurée s'effectue dans :

- une eau de surface
- une voie artificielle d'écoulement
- le sol :
 - épandage souterrain :
 - longueur totale des drains :
 - surface de terrain nécessaire :
 - résultat du test de perméabilité :
 - filtre à sable :
 - longueur totale des drains :
 - surface de terrain nécessaire :
 - terre filtrant :
 - longueur totale des drains :
 - surface de terrain nécessaire :

puits perdu : diamètre et profondeur du puits prévu :

Le puits perdu est proposé quand aucune autre solution n'est possible. Dans ce cas, l'avis conforme de l'Administration est requis pour délivrer l'autorisation.

3. Contenu de la demande d'autorisation relative à une habitation ou à un groupe d'habitations situées en zone agglomérée qui vise à s'équiper d'un système d'épuration individuelle en application de l'article 9 du présent arrêté.

Les rubriques 2. a), b), c) et d) précédentes prévues pour la demande d'autorisation relatives à l'équipement d'une ou de plusieurs habitations situées dans une zone faiblement habitée sont à remplir.

Une rubrique e) libellée comme suit est à compléter uniquement par le demandeur qui, dans l'obligation de raccorder l'habitation à l'égout, souhaite l'équiper d'un système d'épuration individuelle.

e) Justification du recours à un système d'épuration individuelle :

1° copie du plan cadastral;

2° description des voiries environnantes équipées d'égouts et, le cas échéant, des voiries environnantes qui doivent, en vertu du plan communal général d'égouttage, être équipées d'égouts;

3° description des difficultés techniques rencontrées pour raccorder l'habitation à l'égout;

4° évaluation des coûts qu'engendrerait le raccordement de l'habitation à l'égout et la justification du caractère excessif de ces coûts.

4. Autorisation à remplir par l'Administration de la commune de

Nom de l'agent communal ayant traité le dossier de la demande :

La demande porte sur une ou des habitations situées en zone faiblement habitée telle qu'elle figure au plan communal général d'égouttage : OUI NON

La demande porte sur une ou des habitations situées en zone agglomérée telle qu'elle figure au plan communal général d'égouttage : OUI NON

Bien que situées en zone agglomérée, la ou les habitations, faisant l'objet de la demande, peuvent être équipées d'un système d'épuration individuelle conformément à l'avis de l'Administration de la Division de l'Eau, de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne, donné le ...

L'autorisation d'installer un système d'épuration individuelle est accordée par le collège des bourgmestre et échevins pour le motif suivant :

Les observations suivantes doivent être respectées :

La demande est refusée pour le motif suivant :

Pour le collège échevinal sceau communal

date :

signature du secrétaire communal : signature du bourgmestre :

5. Attestation à remplir par le fournisseur ou l'installateur du système d'épuration individuelle à la fourniture ou à l'installation de celui-ci.

identification du fournisseur ou de l'installateur

- Personne physique

Nom : Prénom :

Rue : N° : Bte :

Code postal : Localité :

Tél. :

- Personne morale

Dénomination : Statut juridique :
 Siège social :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. :

certifie que le système d'épuration décrit dans la présente demande d'autorisation répond aux conditions sectorielles d'émission telles qu'elles sont fixées à :

- l'annexe III 1 0
- l'annexe III 2 0
- l'annexe III 3 0

de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires, quand il fonctionne dans des conditions normales d'utilisation.

Signature du fournisseur ou de l'installateur :

Une copie des volets 4 et 5 est à remettre au contrôleur agréé ou à l'agent de l'Administration chargé du contrôle de l'installation avant son enfouissement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

Annexe V

Demande d'agrément en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement fixées à l'annexe II

A adresser à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement - Division de l'Eau - Service de l'Épuration des eaux usées - avenue Prince de Liège, 15 à 5100 Jambes (Namur) - Tél. : 081/32.12.11.

Demande d'agrément en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle

demande introduite par une personne physique

Nom : Prénom :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. :

Renseignements :

1° Formation

Formation générale et spécifique au traitement des eaux usées domestiques :

2° Expérience professionnelle

Situation actuelle :

Expérience professionnelle en rapport avec le traitement des eaux domestiques :

Durée dans l'exercice de cette fonction :

Moyens techniques facilitant l'exercice de la fonction :

Réalisations et références qui peuvent être vérifiées :

sollicite l'agrément de la Région wallonne en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement fixées à l'annexe II.

Fait à , le

Signature :

Demande introduite par la personne morale

Dénomination : Statut juridique :
 Siège social :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. : Fax :

Représentée par :

Nom : Prénom :
 Qualité :
 Adresse de contact :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. : Fax :

Pour chacune des personne(s) physiques chargée(s) d'exercer la mission de contrôle pour le compte de la personne morale, il convient de compléter les renseignements suivants :

Personne physique

Nom : Prénom :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. : Fax :

Renseignements :

1° Formation

Formation générale et spécifique au traitement des eaux usées domestiques :

2° Expérience professionnelle

Situation actuelle :

Expérience professionnelle en rapport avec le traitement des eaux domestiques :

Durée dans l'exercice de cette fonction :

Moyens techniques facilitant l'exercice de la fonction :

Réalisations et références qui peuvent être vérifiées :

sollicite l'agrément de la Région wallonne en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement fixées à l'annexe II.

Fait à , le

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
 chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
 R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
 G. LUTGEN

Annexe VI

Attestation de contrôle d'une unité d'épuration individuelle répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement fixées à l'annexe II

A adresser à l'Administration de la commune où est implantée l'unité d'épuration individuelle.

Attestation de contrôle d'une unité d'épuration individuelle

a) identification du contrôleur

- Personne physique

Nom : Prénom :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. :

- Personne morale

Dénomination : Statut juridique :
 Siège social :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. : Fax :

Agréé par le Ministre en qualité de contrôleur d'unité d'épuration individuelle sous le n° :

Date de publication au *Moniteur belge* :

b) identification du demandeur

Nom : Prénom :
 Rue : N° : Bte :
 Code postal : Localité :
 Tél. :

c) description de l'unité d'épuration individuelle

Fonction du bâtiment :

-Localisation

Rue : N° : Bte :

Code postal : Localité :

Nombre d'occupants de l'habitation : Nombre d'EH :

Le contrôleur agréé déclare :

1° avoir reçu copie du document délivré par la Commune de..... qui autorise le demandeur à installer une unité d'épuration individuelle;

2° avoir contrôlé l'unité d'épuration individuelle, identifiée dans le présent formulaire, à l'état de pose, toutes connections faites aux appareils en position stable; le tout prêt à fonctionner avant de combler les fouilles;

3° avoir constaté que l'unité d'épuration individuelle se présente comme suit :

(Schéma de la filière d'épuration avec indications des volumes de chacun des dispositifs);

4° avoir effectué un test d'écoulement à partir de chaque appareil sanitaire de l'habitation;

5° avoir reçu copie de l'attestation par laquelle le fournisseur ou l'installateur certifie que l'unité d'épuration individuelle contrôlée répond aux conditions sectorielles d'émission de l'annexe III.1.1. dans les conditions normales de fonctionnement;

6° avoir constaté, au terme de cette visite, que l'unité d'épuration individuelle :

- est en état de respecter les conditions sectorielles de fonctionnement prescrites à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires et peut être autorisée;

- n'est pas en état de respecter les conditions sectorielles de fonctionnement prescrites à l'annexe II de l'arrêté du Gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires et ne peut être autorisée pour les motifs suivants :

Fait à , le

Signature et qualité si le signataire intervient au nom d'une personne morale :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe VII

**Attestation de contrôle d'un système d'épuration individuelle
autre que ceux répondant aux conditions sectorielles de fonctionnement fixées à l'annexe II**

A adresser à l'Administration de la commune où est implanté le système d'épuration individuelle

Attestation de contrôle d'un système d'épuration individuelle

a) Identification de l'agent de l'administration chargé du contrôle

Nom : Prénom :

Division

b) Identification du demandeur

Nom : Prénom :

Rue : N° : Bte :

Code postal : Localité :

Tél. :

c) Description du système d'épuration individuelle

Fonction du ou des bâtiments :

Localisation

Rue : N° : Bte :

Code postal : Localité :

Nombre d'occupants de l'habitation ou du groupe d'habitations :

Nombre d'EH :

L'agent de l'administration déclare :

1° avoir reçu copie du document délivré par la commune de..... qui autorise le demandeur à installer un système d'épuration individuelle;

2° avoir contrôlé le système d'épuration individuelle identifié dans le présent formulaire à l'état de pose, toutes connections faites aux appareils en position stable; le tout prêt à fonctionner avant de combler les fouilles;

3° avoir constaté que le système d'épuration individuelle se présente comme suit :
(schéma de la filière d'épuration avec indications des volumes de chacun des dispositifs);

4° avoir effectué un test d'écoulement à partir de chaque appareil sanitaire de l'habitation;

5° avoir reçu copie de l'attestation par laquelle le fournisseur ou l'installateur certifie que le système d'épuration contrôlé répond aux conditions sectorielles d'émission telles qu'elles sont fixées à :

- l'annexe III.1.1. ()
- l'annexe III.2.1. ()
- l'annexe III.3.1. ()

dans les conditions normales de fonctionnement;

6° avoir constaté, au terme de cette visite, que le système d'épuration individuelle :

est en état de respecter les conditions sectorielles d'émission et d'exploitation prescrites à :

- l'annexe III.1. ()
- l'annexe III.2. ()
- l'annexe III.3. ()

de l'arrêté du Gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires et peut être autorisée;

n'est pas en état de respecter les conditions sectorielles d'émission et d'exploitation prescrites à :

- l'annexe III.1. ()
- l'annexe III.2. ()
- l'annexe III.3. ()

de l'arrêté du Gouvernement wallon portant réglementation de la collecte des eaux urbaines résiduaires et ne peut être autorisée pour les motifs suivants :

Fait à _____, le _____

Signature de l'agent de l'Administration :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 octobre 1998 portant réglementation sur la collecte des eaux urbaines résiduaires.

Namur, le 15 octobre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 3347

[C - 98/27681]

15. OKTOBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie des Rates vom 21. Mai 1991 (91/271/EWG) über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund der Richtlinie des Rates vom 28. März 1983 (83/189/EWG) über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften, insbesondere des Artikels 12;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994, insbesondere des durch das Dekret vom 23. Juni 1994 abgeänderten Artikels 8, der durch das Dekret vom 23. Juni 1994 ersetzten Artikel 32, 34 und 35 und des durch das Dekret vom 23. Juni 1994 abgeänderten Artikels 39;

In Anbetracht der Tatsache, daß die sektorbezogenen Betriebsbedingungen der individuellen Kläreinheiten auf der Grundlage von technischen Untersuchungen wegen ihrer bewährten Leistungen in Sachen Umweltschutz in Betracht gezogen wurden;

Aufgrund des am 16. Dezember 1997 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der Wallonischen Region);

Aufgrund des am 14. Oktober 1997 abgegebenen Gutachtens der beratenden Kommission für den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 14. Mai 1998, nach Antrag auf ein Gutachten innerhalb von einem Monat;

Aufgrund des am 22. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Zuständige Vereinigung für die Klärung": die aufgrund Art. 17 des Dekrets anerkannte Gemeindevereinigung, innerhalb deren Zuständigkeitsgebiet sich die betroffene Ortschaft befindet;

2° "Allgemeiner Gemeindekanalisationsplan": der vom Minister genehmigte allgemeine Gemeindekanalisationsplan, in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne;

3° "Ortschaft" oder "besiedeltes Gebiet": Gebiet, in welchem die Besiedlung und/oder die wirtschaftlichen Aktivitäten ausreichend konzentriert sind, um eine Sammlung von städtischem Abwasser im Hinblick auf die Weiterleitung zu einer kollektiven Klärstation oder einer Einleitungsendstelle zu ermöglichen;

4° "kollektive Klärstation": Klärstation, in der das städtische Abwasser aus einer Ortschaft behandelt wird;

5° "schwachbewohnte Gebiete": die für die individuelle Klärung bestimmten Gebiete, sowie sie aufgrund des Artikels 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne im allgemeinen Gemeindekanalisationsplan eingetragen sind;

6° "städtisches Abwasser": Haushaltsabwasser oder die Mischung aus Haushaltsabwasser und industriellem Abwasser und/oder Niederschlagswasser;

7° "Haushaltsabwasser": Abwasser aus Wohngebieten und den dazugehörigen Einrichtungen, das vorwiegend vom menschlichen Metabolismus und den Tätigkeiten in den Haushalten erzeugt wird;

8° "Industrielles Abwasser": Abwasser aus Anlagen, die zu gewerblichen oder industriellen Zwecken benutzt werden, soweit es sich nicht um Haushaltsabwasser und Niederschlagswasser handelt;

9° "eutrophes Wasser": Mit Nährstoffen, insbesondere mit Stickstoff- und/oder Phosphorverbindungen, angereichertes Wasser, das zu einem vermehrten Wachstum von Algen und höheren Formen des pflanzlichen Lebens und damit zu einer unerwünschten Beeinträchtigung des biologischen Gleichgewichts und der Qualität des betreffenden Wassers führt;

10° "Einwohnergleichwert" oder abgekürzt "EGW": Schadstoffbelastungseinheit, die einer organischen, biologisch abbaubaren Belastung mit einem biochemischen Sauerstoffbedarf in 5 Tagen (BSB5) von 60 g Sauerstoff pro Tag entspricht;

11° "Wohnung": jedes Gebäude, aus dem städtisches Abwasser abgeleitet wird;

12° "Sickerleitungen": Gesamtheit der unter der Bodenfläche angelegten Sickerleitungen, die eine Abwasserrieselungsvorrichtung bilden, durch die die Verteilung und die Ableitung des Abwassers ermöglicht wird;

13° "Individuelles Klärsystem": individuelle Kläreinheit, individuelle Kläranlage, individuelle Klärstation, die die Ausrüstung zur Klärung des von einer oder mehreren benachbarten Wohnungen abgeleiteten städtischen Abwassers unter Einhaltung der vom vorliegenden Erlaß bestimmten Bedingungen enthält;

14° "Trennwasserkanal": Kanalisation, die derart gebaut ist, daß sie lediglich abgeleitetes Abwasser mit Ausnahme des Regenwassers aufnehmen kann.

KAPITEL II — *Empfindliche Gebiete und Ortschaften*

Art. 2 - Der Minister bezeichnet und begrenzt als empfindliche Gebiete die zu folgenden Kategorien gehörenden Wassermassen:

1° die natürlichen Seen oder Süßwassermassen, wenn feststeht, daß sie eutroph sind oder binnen kurzer Zeit eutroph werden könnten, wenn keine geeigneten Schutzmaßnahmen getroffen werden;

2° die Wassergebiete, in denen das Wasser zu Trinkwasser aufbereitbar ist, wie z.B. die Abschnitte von Wasserläufen oder die Oberflächenwasserzonen, in denen sich Wasserentnahmestellen zur Aufbereitung von Trinkwasser befinden, falls sie einen Nitratgehalt von mehr als 50 Milligramm pro Liter enthalten oder enthalten könnten, wenn keine geeigneten Schutzmaßnahmen getroffen werden.

Art. 3 - Auf Vorschlag der Verwaltung und nach Erhalt eines Gutachtens der zuständigen Vereinigung für die Klärung, bezeichnet der Minister die Ortschaften, deren Einwohnergleichwert 2.000 erreicht und übertrifft, und begrenzt deren Entwässerungsperimeter.

Für jede Ortschaft gibt er die Anzahl Einwohner und den Einwohnergleichwert an.

KAPITEL III — *Entwässerung*

Art. 4 - § 1. Jede Ortschaft muß mit Kanalisationen und Sammelkanälen ausgerüstet werden:

1. spätestens bis zum 31. Dezember 1998, wenn der Einwohnergleichwert 10.000 übertrifft und das städtische Abwasser in ein zu einem im Sinne von Art. 2 empfindlichen Gebiet gehörendes Becken abgeleitet wird;

2. spätestens bis zum 31. Dezember 2000, wenn der Einwohnergleichwert 15.000 übertrifft;

3. spätestens bis zum 31. Dezember 2005, wenn der Einwohnergleichwert zwischen 2.000 und 15.000 liegt.

§ 2. Jede entwässerte Ortschaft muß spätestens bis zum 31. Dezember 2005 mit den nötigen Sammelkanälen ausgerüstet sein, wenn der Einwohnergleichwert der Ortschaft unter 2.000 liegt, um die angemessene Behandlung vorzunehmen, so wie sie im Erlaß der Wallonischen Regierung vom 23. März 1995 über die Behandlung von städtischem Abwasser vorgesehen ist.

§ 3. Die Gemeinden sind verpflichtet, die auf ihrem Gebiet befindlichen Ortschaften unter Einhaltung der in § 1 festgelegten Fristen mit Kanalisationen auszurüsten.

Diese Kanalisationen sind derart gebaut und angelegt, daß Leckstellen vermieden werden, und die Kontrolle und Wartung auf bequeme Weise erfolgen können.

Um die Kosten für die Sammlung und die sich aus dem Zufluß von Dränungswasser, Niederschlagswasser und parasitärem Sickerwasser ergebenden Verdünnung des Abwassers einzuschränken, sind die Gemeinden während der Kanalisationsarbeiten, falls diese aus dem Anlegen von unterirdischen Leitungsrohren bestehen, verpflichtet darauf zu achten,

- daß das Anlegen von Trennwasserkanälen jenem von Mischwasserkanälen vorgezogen wird;
- daß die Kanalisationen im Hinblick auf die Ableitung von auf Höhe der Erdoberfläche erzeugtem oder zugeführtem städtischem Abwasser in der geringstmöglichen Tiefe angelegt werden.

Die Planung und Dimensionierung der Kanalisationsarbeiten sollen eine mit einer Überbelastung verbundene Verschmutzung des Empfangswassers möglichst begrenzen. Die durchzuführenden Messungen beruhen auf den Verdünnungsfaktoren oder der Kapazität im Verhältnis zum Trockenwetterabfluß.

Die mit den Kanalisationsarbeiten verbundene hydraulische Belastung darf nicht zu einer Erhöhung der Überschwemmungs- oder Verschmutzungsgefahren durch Ausuferen des Vorfluters führen.

Art. 5 - In einem besiedelten Gebiet müssen die entlang einer bereits mit Kanalisationen ausgerüsteten Straße gelegenen Wohnungen an diese angeschlossen werden.

In einem besiedelten Gebiet müssen die entlang einer unlängst mit Kanalisationen ausgerüsteten Straße gelegenen Wohnungen während der Arbeiten zum Anlegen der Kanalisationen an diese angeschlossen werden.

Art. 6 - § 1. Sobald die Wohnung an die öffentliche Kanalisation angeschlossen ist, muß die Ableitung des städtischen Abwassers ausschließlich und direkt durch diese Kanalisation erfolgen.

Die Ableitung des Abwassers erfolgt entweder schwerkraftmäßig oder anhand eines Pumpsystems.

Das Regenwasser darf jedoch durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Ableitwege oder Oberflächenwasser abgeleitet werden.

Die Anschlüsse an die Kanalisation und an die sonstigen Ableitungssysteme für Abwasser müssen mit einem zugänglichen Kontrollschacht versehen sein, der an einer Stelle angelegt wird, an der jegliche Kontrolle der Qualität oder Quantität des effektiv abgeleiteten Abwassers gewährleistet ist.

§ 2. In Abweichung von § 1 können die individuellen Klärsysteme im Anschlußnetz an die Kanalisation in Betrieb bleiben, sofern diese nicht an eine kollektive Klärsstation angeschlossen ist.

Wenn die Straßen mit einem Trennwasserkanal ausgerüstet sind, ist in Abweichung von § 1 und unbeschadet der Anwendung des Artikels 5 die Ableitung von Regenwasser in den Trennwasserkanal in den derart ausgerüsteten Bereichen des besiedelten Gebiets untersagt.

In Abweichung von § 1 kann die Gemeinderegelung im Einverständnis mit der Vereinigung für die Klärung die Bedingungen für die Beibehaltung einer Faulgrube im Anschlußnetz der Wohnung an die Kanalisation für die Gesamtheit oder einen Teil des entwässerten Gebiets festlegen.

KAPITEL IV — *Individuelle Klärung*

Art. 7 - Wenn der Anschluß einer Wohnung an die Kanalisation aufgrund technischer Schwierigkeiten übermäßige Kosten verursacht, kann in Abweichung von Artikel 5 das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Gemeinde, in der sich die Wohnung befindet, gemäß Artikel 9 anstatt eines Anschlusses an die Kanalisation die Verwendung folgender individueller Ausrüstungen zulassen:

1° eine individuelle Kläreinheit für Wohnungen, deren nach dem in der Anlage I angeführten Verfahren berechnete Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte nicht überschreitet, vorausgesetzt, daß diese den in der Anlage III.1 zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen genügt.

2° eine individuelle Kläranlage für Wohnungen, deren Schadstoffbelastung zwischen 20 und 100 Einwohnergleichwerten liegt, vorausgesetzt, daß diese den in der Anlage III.2 zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen genügt.

3° eine individuelle Klärstation für Wohnungen, deren Schadstoffbelastung 100 Einwohnergleichwerte erreicht oder überschreitet, vorausgesetzt, daß diese den in der Anlage III.3 zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissions- oder Betriebsbedingungen genügt.

Art. 8 - § 1. Jede in einem schwachbewohnten Gebiet gelegene Wohnung, deren nach dem in der Anlage I angeführten Verfahren berechnete Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte nicht überschreitet, muß mit einer individuellen Kläreinheit ausgerüstet sein, die den in der Anlage II zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen oder den in der Anlage III.1 zum vorherigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissions- oder Betriebsbedingungen genügt.

Jede in einem schwachbewohnten Gebiet gelegene Wohnung, deren Schadstoffbelastung zwischen 20 und 100 Einwohnergleichwerten liegt, muß mit einer individuellen Kläranlage ausgerüstet sein, die den in der Anlage III.2 zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen genügt.

Jede in einem schwachbewohnten Gebiet gelegene Wohnung, deren Schadstoffbelastung 100 Einwohnergleichwerten erreicht oder überschreitet, muß mit einer individuellen Klärstation ausgerüstet sein, die den in der Anlage III.3 zum vorigen Erlaß festgelegten sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen genügt.

Das Anlegen und der Betrieb der individuellen Kläreinheiten, der individuellen Kläranlagen und der individuellen Klärstationen unterliegen gemäß Artikel 9 einer Genehmigung.

§ 2. Das Anlegen der individuellen Kläreinheiten, der individuellen Kläranlagen und der individuellen Klärstationen muß unmittelbar erfolgen, mit Ausnahme der bestehenden Wohnungen:

- die über eine am 31. Dezember 2005 ablaufende Frist verfügen, um damit ausgerüstet zu werden, sofern es sich um eine Wohnung handelt, deren Gesamtmenge der erzeugten Schadstoffbelastung über 20 Einwohnergleichwerten liegt;

- die über eine am 31. Dezember 2009 ablaufende Frist verfügen, um damit ausgerüstet zu werden, sofern es sich um eine Wohnung handelt, deren Gesamtmenge der erzeugten Schadstoffbelastung 20 Einwohnergleichwerte nicht überschreitet.

§ 3. Innerhalb der zwei Monate, die auf die Genehmigung des Allgemeinen Gemeindekanalisationsplans folgen, benachrichtigt die Gemeinde die Personen, zu deren Lasten die Ausstattung mit einem individuellen Klärssystem fällt, über die sich aus dem vorliegenden Erlaß ergebende Verpflichtung und die einzuhaltende Frist.

Art. 9 - § 1. Die Person, zu deren Lasten die Verpflichtung bezüglich des Anschlusses der Wohnung an die Kanalisation fällt und die die in Artikel 7 erwähnte Abweichung in Anspruch nehmen möchte, muß innerhalb von sechzig Tagen ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses das ordnungsgemäß ausgefüllte Antragsformular der Anlage IV bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in zweifacher Ausfertigung einreichen.

Die Person, zu deren Lasten nach Artikel 8 die Verpflichtung fällt, die Wohnung mit einem individuellen Klärssystem auszurüsten, muß das ordnungsgemäß ausgefüllte Antragsformular der Anlage IV bei dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in zweifacher Ausfertigung einreichen.

§ 2. Für die in Anwendung des Artikels 8 eingereichten Anträge bezüglich der individuellen Kläreinheiten, die den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen genügen, verfügt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium über dreißig Tage nach Eingang des Antrags, um diesen zu überprüfen und eine Entscheidung zu treffen.

§ 3. Für die in Anwendung des Artikels 7 eingereichten Anträge bezüglich der individuellen Klärssysteme und für die in Anwendung des Artikels 8 eingereichten Anträge bezüglich der individuellen Klärssysteme, mit Ausnahme der in § 2 erwähnten individuellen Kläreinheiten, übermittelt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium der Verwaltung eine Abschrift der Akte innerhalb von zwanzig Tagen nach deren Eingang.

Die Verwaltung verfügt über vierzig Tage, um ihr Gutachten abzugeben; mangels dessen wird das Gutachten als günstig angesehen.

Nach Erhalt des Gutachtens oder nach Ablauf der Frist, innerhalb deren die Verwaltung Stellung zu nehmen hat, verfügt das Bürgermeister- und Schöffenkollegium über zwanzig Tage, um über den Antrag auf gleichlautendes Gutachten der Verwaltung eine Entscheidung zu treffen.

§ 4. In den in den § 2 und 3 erwähnten Fällen wird die Genehmigung für die Installierung eines individuellen Klärsystems unter der aufschiebenden Bedingung einer Bescheinigung des Lieferanten oder des Installateurs gewährt, in der angegeben ist, daß das zu installierende individuelle Klärssystem den in der Anlage III des vorliegenden Erlasses erwähnten sektorbezogenen Emissionsbedingungen genügt.

§ 5. Im Falle einer Ablehnung eines in Anwendung des Artikels 7 eingereichten Antrags auf Abweichung, muß der Anschluß an die Kanalisation innerhalb der sechs Monate nach den in Artikel 5 erwähnten Fristen erfolgen. Für die in Artikel 5, § 3 erwähnten Wohnungen kann das Bürgermeister- und Schöffenkollegium jedoch diese Frist verkürzen.

§ 6. Für die Wohnungen, die in den Genuß einer in Anwendung von § 2 oder § 3 gewährten Genehmigung kommen, ist es verboten, sobald das individuelle Klärssystem installiert ist, das Abwasser anders als über dieses abzuleiten.

KAPITEL V — Kontrolle der Betriebsfähigkeit der individuellen Klärssysteme

Art. 10 - Jede aufgrund des Artikels 9 zur Benutzung eines individuellen Klärsystems befugte Person ist verpflichtet, deren betriebsfähigen Zustand sicherzustellen und dafür zu sorgen, daß sein individuelles Klärssystem keine Belästigungen für die Nachbarschaft verursacht.

Die Benutzung eines individuellen Klärsystems, das den in den Anlagen II und/oder III festgelegten Normen nicht genügt, ist untersagt.

Jede Person, die befugt ist, eine den in der Anlage II festgelegten Normen entsprechende individuelle Kläreinheit zu benutzen, ist verpflichtet, ihre Anlage bei dem Anschluß und vor der Eingrabung durch einen aufgrund des Artikels 11 zugelassenen Kontrolleur überprüfen zu lassen und vor der Inbetriebsetzung der Anlage der Gemeindebehörde eine der Anlage VI zum vorliegenden Erlaß entsprechende Kontrollbescheinigung zu übermitteln.

Jede Person, die befugt ist, ein anderes als ein den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen entsprechendes individuelles Klärsystem zu benutzen, ist verpflichtet, ihre Anlage bei dem Anschluß und vor der Eingrabung durch einen Bediensteten der Verwaltung überprüfen zu lassen. Dieser füllt eine der Anlage VII zum vorliegenden Erlaß entsprechende Kontrollbescheinigung aus. Innerhalb von zehn Tagen nach der Kontrolle übermittelt die Verwaltung der Gemeindebehörde eine Abschrift dieser Bescheinigung.

Art. 11 - Jede natürliche oder juristische Person kann beim Minister per Einschreiben einen Antrag auf Zulassung als Kontrolleur von den in der Anlage II festgelegten Normen entsprechenden individuellen Kläreinheiten einreichen.

Der Zulassungsantrag wird mittels des in der Anlage V zum vorliegenden Erlaß bestimmten Formulars eingereicht.

Der Minister kann das Vorzeigen jeglicher zusätzlicher Unterlagen oder Auskünfte fordern, die den Nachweis erbringen, daß der Antragsteller über zureichende technische Fähigkeiten verfügt.

Auf Gutachten der Verwaltung trifft der Minister innerhalb von 3 Monaten nach dem Antragsdatum eine Entscheidung.

Die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten wird für eine Dauer von höchstens fünf Jahren gewährt. Der Beschluß zur Gewährung der Zulassung wird durch Veröffentlichung eines Auszugs im *Belgischen Staatsblatt* bekanntgegeben. Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser gewährte Zulassung bleibt bis zu ihrem Ablaufdatum gültig.

Die Zulassung kann mittels desselben Formulars und gemäß denselben Modalitäten als jene, die in den vorhergehenden Absätzen erwähnt sind, erneuert werden.

Nachdem dem Inhaber der Zulassung die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsgründe gelten zu lassen, kann der Minister unter folgenden Bedingungen die Zulassung entziehen:

1° wenn der zugelassene Kontrolleur eine individuelle Kläreinheit, die den in der Anlage II festgelegten Normen nicht entspricht, als vorschriftsgemäß erlassen hat;

2° wenn der Kontrolleur nicht mehr über die zur Durchführung seiner Aufgaben erforderlichen technischen Fähigkeiten verfügt;

3° wenn die von dem Kontrolleur ausgeübte berufliche Tätigkeit der Objektivität der von ihm durchgeführten Kontrollen schaden könnte.

KAPITEL VI — *Bericht und Gemeinderegelung*

Art. 12 - Erstmals und innerhalb von sechs Monaten nach der Genehmigung ihres allgemeinen Gemeindekanalisationsplans durch den Minister, erstellen die Gemeinden den in Artikel 34 des Dekrets erwähnten Bericht und übermitteln ihn dem Minister.

Unter den im Allgemeinen Gemeindekanalisationsplan enthaltenen Angaben umfaßt dieser Bericht insbesondere folgende Angaben:

1° eine Bestandsaufnahme in Sachen Ableitung und Aufbereitung des Abwassers aus den in ihrem Gebiet befindlichen Wohnungen, die dazu dient, Folgendes anzugeben:

a) für die entwässerten Gebiete für jede der Ortschaften oder Teile der Ortschaften:

- die Gesamtzahl der Wohnungen;
- die Anzahl der an die Kanalisation angeschlossenen Wohnungen;
- die Anzahl Wohnungen, deren Abwasser durch eine kollektive Klärstation aufbereitet wird;
- die Anzahl der mit einem individuellen Klärsystem ausgerüsteten Wohnungen;

b) für die schwachbewohnten Gebiete:

- die Gesamtzahl der Wohnungen;
- die Anzahl der mit einem individuellen Klärsystem ausgerüsteten Wohnungen;

2° das Programm der Kanalisationsarbeiten für die zu entwässernden Gebiete und die sich daraus ergebende Bestandsaufnahme für jede der Ortschaften oder Teile der Ortschaften, in der jede einzelne Phase der vorgesehenen Arbeiten folgendermaßen beschrieben wird:

- die Gesamtzahl der Wohnungen, die nicht an die Kanalisation angeschlossen sind, es aber werden müssen;
- die Anzahl Wohnungen, die an die Kanalisation angeschlossen werden, sowie die Länge der Kanalisationen, die den durchzuführenden Kanalisationsarbeiten entspricht;
- die Anzahl Wohnungen, deren Abwasser nach den erfolgten Kanalisationsarbeiten durch eine kollektive Klärstation aufbereitet wird.

Der Bericht wird gemäß Artikel 34 des Dekrets alle zwei Jahre aktualisiert.

Art. 13 - Innerhalb der sechs Monate nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ändern die Gemeinden ihre Gemeinderegelungen bezüglich der Entwässerung ab, um sie mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses in Übereinstimmung zu bringen.

KAPITEL VII — *Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 14 - Bezüglich der gemäß Artikel 9 genehmigten individuellen Klärsysteme, sind die Bestimmungen der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung nicht mehr anwendbar.

Art. 15 - Die in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser genehmigten individuellen Klärsysteme werden als übereinstimmend mit den Bedingungen des vorliegenden Erlasses betrachtet.

Art. 16 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 1994 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser wird außer Kraft gesetzt.

Art. 17 - In Artikel 3, 9° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 zur Bestimmung der Regeln für die Vorlage und die Ausarbeitung der Allgemeinen kommunalen Entwässerungspläne werden die Wörter "oder kollektive" gestrichen.

Art. 18 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 5, Absatz 1, der am 31. März 1999 in Kraft tritt.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Politik in Sachen Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage I

Der Begriff "Einwohnergleichwert"

Die Nutzleistung der Klärsysteme für städtisches Abwasser wird aufgrund der Anzahl Einwohnergleichwerte der Wohnung oder der Gruppe Wohnungen, die durch ein individuelles Klärsystem bedient werden, bestimmt.

Sowohl für die Einfamilienwohnungen als auch für die Wohnungsgruppen, die lediglich häusliche Belastungen erzeugen, geht man davon aus, daß die täglich erzeugte Belastung durch den der Anzahl Bewohner entsprechenden Einwohnergleichwert ausgedrückt wird.

Für die sonstigen Gebäude, die ausschließlich häusliches Abwasser erzeugen, wird die Anzahl Einwohnergleichwerte wie folgt berechnet:

<u>Gebäude oder Komplex</u>	<u>Anzahl Einwohnergleichwerte(EGW)</u>
Fabrik, Werkstatt	1 Arbeiter: 1/2 EGW
Büro	1 Angestellter: 1/3 EGW
Schule ohne Bäder, Dusche, Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/10 EGW
Schule mit Bädern, ohne Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/5 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Externat)*	1 Schüler = 1/3 EGW
Schule mit Bädern und Küche (Internat)*	1 Schüler = 1 EGW
Hotel, Pension, Krankenhaus, Gefängnis	1 Bett = 1 EGW
Camping	1 (vorgesehene) Person = 1/2 EGW
Kaserne, Wohncamping	1 (vorgesehene) Person = 1 EGW
Restaurant	1 aufgetragenes Gedeck = 1/4 EGW A.EGW = 1/4 EGW x die durchschnittliche Anzahl der täglich aufgetragenen Gedecke
Theater, Kino, Festsaal	1 Platz = 1/30 EGW
Sportplatz	1 Platz = 1/20 EH.

Für die Gebäude oder Komplexe, die mit einem Sternchen versehen sind, muß die nach der Tabelle berechnete Anzahl Einwohnergleichwerte je Personalmitglied, das in der Anstalt beschäftigt ist, um 1/2 EGW erhöht werden.

Zur Ermittlung der erforderlichen Nutzleistung muß eine eventuelle (pauschal auf 15% festgelegte) Zunahme der Anzahl Benutzer des angeschlossenen Gebäudes bzw. Komplexes berücksichtigt werden.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage II

Sektorbezogene Betriebsbedingungen der individuellen Kläreinheiten

1. Beschreibung der Bauteile, aus denen eine Individuelle Kläreinheit Bestehen kann
(Belastung von weniger oder gleich 20 EGW)

Eine individuelle Kläreinheit setzt sich aus einem Fettabscheider, falls dieser vorgeschrieben ist, einem Bauteil zur Vorbehandlung, gefolgt von einem Bauteil zur Aufbereitung des Abwassers zusammen; bei der Zusammensetzung dieser Bauteile werden die in Punkt 2 festgelegten Betriebsbedingungen beachtet.

- 1.1 Fettabscheider

- Prinzip:

Eine Vorrichtung, durch die das Haushaltsabwasser geleitet wird und die die Retention der auf der Oberfläche schwimmenden Fette ermöglicht.

- Konstruktion:

Ein Becken mit einer Mindestkapazität von 500 l, das mit den nötigen Trennwänden versehen ist, um eine optimale Wirksamkeit zu erzielen.

Wenn das Haushaltsabwasser schlammig oder mit schweren Abfällen (Dichte über 1) belastet ist, muß vor dem Fettabscheider eine mit einem herausnehmbaren Korb versehene Entschlammungsvorrichtung eingebaut werden. Bei einem Minimum von 200 Litern beträgt das Nutzvolumen der Entschlammungsvorrichtung 200 Liter je Liter pro Sekunde Höchstzufluß des Abwasserstroms.

1.2 Bauteile für die Vorbehandlung

a) Faulgrube für "Sanitärwasser"

- Prinzip:

Die Faulgrube für "Sanitärwasser" nimmt ausschließlich Abwasser aus den Toiletten auf.

Sie erfüllt zwei wesentliche Funktionen:

- die Retention von Feststoffen;

- die Verflüssigung durch anaerobe Faulung des am Boden der Faulgrube abgelagerten Schlamms und der durch die Retention der schwimmenden Feststoffe gebildeten Kappe.

Sie führt das Abwasser der Faulgrube zu der Behandlungsvorrichtung.

- Konstruktion:

Der gesamte Nutzinhalt unter dem Wasserspiegel dieser Grube beträgt mindestens:

- 300 Liter je Einwohnergleichwert für eine zwischen 1 und 10 liegende Anzahl Einwohnergleichwerte, bei einem Minimum von 1500 Litern;

- 225 Liter je Einwohnergleichwert für eine über 10 liegende Anzahl Einwohnergleichwerte, bei einem Minimum von 3000 Litern;

Bevorzugt wird die Faulgrube, die mit einer Mindesthöhe von 1 Meter unter dem Wasserspiegel die größte waagerechte Grundfläche aufweist.

Eine Belüftung ist vorgesehen.

b) Faulgrube für "sämtliches Wasser"

- Prinzip:

Die Faulgrube für "sämtliches Wasser" nimmt das gesamte Haushaltsabwasser auf (Waschlaube, Küchenabwasser, bei der Reinigung von Räumen und sanitären Einrichtungen anfallendes Abwasser,...).

Sie erfüllt zwei wesentliche Funktionen:

- die Retention von Feststoffen;

- die Verflüssigung durch anaerobe Faulung des am Boden der Faulgrube abgelagerten Schlamms und der durch die Retention der schwimmenden Feststoffe gebildeten Kappe.

Sie führt das Abwasser der Faulgrube zu der Behandlungsvorrichtung.

- Konstruktion:

Der gesamte Nutzinhalt beträgt mindestens:

- 600 Liter je Einwohnergleichwert für eine zwischen 1 und 10 liegende Anzahl Einwohnergleichwerte, bei einem Minimum von 3000 Litern;

- 450 Liter je Einwohnergleichwert für eine über 10 liegende Anzahl Einwohnergleichwerte, bei einem Minimum von 6000 Litern;

Bevorzugt wird die Faulgrube, die mit einer Mindesthöhe von 1 Meter unter dem Wasserspiegel die größte waagerechte Grundfläche aufweist.

Eine Belüftung ist vorgesehen.

c) Zweistufige Absetzgrube bzw. Emscherbrunnen

- Prinzip:

Durch den Einsatz eines sogenannten Emscherbrunnens ist es möglich, die Absetzungs- und Ausfaltungsfunktionen voneinander zu trennen. Diese Vorrichtung kann das gesamte Haushaltsabwasser aufnehmen (Waschlaube, Küchenabwasser, bei der Reinigung von Räumen und sanitären Einrichtungen anfallendes Abwasser,...).

- Konstruktion:

Diese Grube besteht aus zwei Stufen: die Absetzstufe und die Faulstufe. Der eigentliche Absetzraum ist durch die Wand der Grube und durch zwei geneigte Wände abgegrenzt, auf denen die abgesetzten festen Stoffe in den Faulbehälter abrutschen.

Eine Trennvorrichtung verhindert, daß der gefaulte Schlamm und die Gase ins Absetzbecken zurückgelangen.

Das Nutzvolumen des Absetzraums beträgt mindestens 50 Liter je Einwohnergleichwert bei einem Minimum von 500 Litern über der waagerechten Ebene, die die unterste Kante der kürzesten geneigten Wand berührt.

Das Nutzvolumen des Faulraums beträgt mindestens 200 Liter je Einwohnergleichwert bei einem Minimum von 1500 Litern unter der 0,10 m unterhalb der untersten Kante der längsten geneigten Wand des Absetzbeckens gelegenen waagerechten Ebene.

Bevorzugt wird die Faulgrube, die mit einer Mindesthöhe von 1 Meter unter dem Wasserspiegel die größte waagerechte Grundfläche aufweist.

Die Grube ist belüftet.

1.3 Bauteile für die Behandlung (diese Liste ist nicht Erschöpft)

a) Aerober bakteriologischer Tropfkörperfilter

- Prinzip:

Das Verfahren besteht darin, das zu reinigende Abwasser durch eine ausreichende Aufschichtung von offenporigem und in Verbindung mit der Luft stehendem Material tropfen zu lassen.

Die Mikroorganismen besiedeln die Oberfläche des Materials, indem sie einen permanenten biologischen Rasen bilden und die im abfließenden Abwasser enthaltenen organischen Stoffe und Ernährungssubstanzen unter Verbrauch des in der gegenwärtigen Luft enthaltenen Sauerstoffs zersetzen.

Die Tropfkörperfilter sind umso wirksamer als das Abwasser, das den porösen Filter durchdringt, gleichmäßig auf der Oberfläche verteilt ist und das Volumen des Abwassers, das den porösen Filter durchdringt, so oft wieder umläuft, als dies für eine ausreichende Ausfaltung der im Wasser vorhandenen Stoffe nötig ist.

- Konstruktion:

Der herkömmliche Tropfkörperfilter besteht, von oben nach unten betrachtet, aus:

- einer Vorrichtung, durch die das städtische Abwasser gleichmäßig über die gesamte Oberfläche des Füllkörpers verteilt wird;

- einer mindestens 1 Meter hohen Schicht Füllmaterial, das aus inerten Zuschlagstoffen mit einer Korngröße von 50/80 mm oder aus künstlichen Stoffen besteht, die eine spezifische Kontaktfläche gewährleisten, die mindestens der Oberfläche der inerten Zuschlagstoffe entspricht (Trägermaterial);

- einer Stützfläche für die oben erwähnte Schicht, die derart angelegt ist, daß das Abwasser ungehindert abfließen kann und eine ununterbrochene Belüftung des Füllkörpers von unten aus gewährleistet wird.

Der bakteriologische Filter darf keineswegs (auch nicht teilweise) versenkt werden.

Das Nutzvolumen des Füllkörpers beträgt mindestens 150 Liter je Einwohnergleichwert bei einem Minimum von 1500 Litern.

Vor und nach dem bakteriologischen Füllkörper muß ein Belüftungssystem eingesetzt werden. Dieses besteht aus einem Belüftungsrohr, dessen Durchmesser mindestens 100 mm beträgt.

Die Ableitung des aufbereiteten Abwassers, die an den Wiedenumlauf des noch nicht aufbereiteten Abwassers gekoppelt werden kann, erfolgt mittels einer elektromechanischen Pumpe.

b) Mikrostationen

mit Schlammbelebung

- Prinzip:

Dieses Aufbereitungsverfahren beruht auf der anhaltenden Belüftung von belebtem Schlamm, von dem eine ausreichende Menge in einem von einem zu reinigenden Abwasserstrom durchdrungenen Behälter erhalten wird.

Dieser Schlamm wird durch freie Bakterien gebildet, die für die aerobe Ausfällung sorgen.

Die Verweilzeit des Abwassers muß ausreichend sein, damit der erforderliche Reinigungsgrad erreicht wird.

Die natürliche Selbstreinigung, die in den Wasserläufen eintritt, wird hier künstlich durch die Erhaltung einer hohen Konzentration des Schlammes und durch das Einblasen von Luft, die für das aerobe Arbeiten der Bakterien erforderlich ist, verstärkt.

-Konstruktion:

Die Mikrostation setzt sich aus zwei Räumen zusammen. Der erste Raum dient zur Belüftung des zu klärenden Abwassers, welche mittels einer Belüftungspumpe erfolgt. Diese kann unter Umständen intermittierend funktionieren. Der zweite Raum dient zum Absetzen und Trennen der Biomasse der Schwebstoffe und des Abwassers. Der Rücklauf der im Absetzraum angesammelten Biomasse zum Belüftungsraum muß schwerkraftmäßig oder durch Abpumpen gewährleistet sein.

Die Mikrostation muß derart gebaut sein, daß die Schlammabsetzung auf 4/10 der Gesamthöhe des in der Mikrostation enthaltenen Abwassers ermöglicht wird.

Der Absetzraum muß mit einer Auslaßvorrichtung versehen sein, durch die die Ableitung der schwimmenden Teilchen zusammen mit dem geklärten Abwasser vermieden wird.

Die Belüftungs- und Absetzräume können in Linien oder nebeneinander angebracht werden. Die Mindestwasserhöhe in der Mikrostation beträgt 1,20 m.

Die gesamte minimale Nutzleistung beträgt:

- 200 Liter je Einwohnergleichwert bei einem Minimum von 750 Litern für den Belüftungsraum;

- 200 Liter je Einwohnergleichwert bei einem Minimum von 750 Litern für den Absetzraum;

mit befestigter Biomasse

- Prinzip:

Die Klärung erfolgt durch die Einwirkung der auf einem völlig oder teilweise in dem zu klärenden Abwasser versenkten inerten Untersatz befestigten belüfteten Biomasse.

Die Verweilzeit des Abwassers muß ausreichend sein, damit der nötige Reinigungsgrad erreicht werden kann.

- Konstruktion:

Die Mikrostation mit befestigter Biomasse setzt sich aus der Aufschichtung fester, gewöhnlich aus Kunststoff bestehender Bauteile zusammen, die in dem zu klärenden Abwasser versenkt wird und an der die Bakterien, die für die Klärung sorgen, haften bleiben.

Für die Sauerstoffzufuhr sorgt ein Kompressor, der dem versenkten Tropfkörper eine ausreichende Menge von gut verteiltem Sauerstoff zuführt; ein Trenn- und Ableitungssystem für die überschüssige Biomasse muß vorgesehen werden.

1.4 Sonstige Verfahren

Jede individuelle Kläreinheit, deren Prinzip und Konstruktion den sektorbezogenen Bedingungen der vorliegenden Anlage nicht gerecht werden, kann dennoch genehmigt werden, insofern sie den in der Anlage III.1 festgelegten sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen entspricht.

2. Betriebsbedingungen der individuellen Kläreinheiten

2.1 Allgemeine Bedingungen

a) Alle Bauteile, aus denen die individuelle Kläreinheit besteht, müssen außerhalb der Wohnung installiert werden, mit Ausnahme des unter Umständen vorhandenen Fettabscheiders, dessen Standplatz freisteht;

b) Nur städtisches Abwasser wird in dem individuellen Klärsystem aufbereitet; auf keinen Fall darf Regenwasser durch einen der Bauteile, aus denen das individuelle Klärsystem besteht, fließen.

Das Regenwasser kann jedoch durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Abflüsse oder durch Oberflächenwasser abgeleitet werden;

c) Jeder der Bauteile, aus denen eine individuelle Kläreinheit besteht, muß mit einer ausreichend großen und mit einem abnehmbaren und leicht zugänglichen Stöpsel versehenen Öffnung ausgestattet sein, die es ermöglicht, die Funktionstüchtigkeit der Vorrichtung zu überprüfen und sie in gutem Zustand zu erhalten;

d) Zwischen dem letzten Bauteil der individuellen Kläreinheit und dem Abwasserauslaß muß ein mit einem abnehmbaren und leicht zugänglichen Stöpsel versehener Kontrollschacht installiert werden;

e) Falls die topographischen Bedingungen keine Ableitung durch Schwerkraft erlauben, ist eine Pumpstation vorzusehen;

f) Die individuelle Kläreinheit besteht aus einem Bauteil für die Vorbehandlung, gefolgt von einem Bauteil für die Aufbereitung, die gegebenenfalls in einer einzigen Ausrüstung integriert sein können;

g) Falls das Abwasser fast ausschließlich aus Küchenabwasser (Gemeinschaftsküchen und/oder Küchen zu Gewerbszwecken, Restaurants,...) besteht, ist das Anbringen eines Fettabseiders vorgeschrieben, außer wenn in dem in Anwendung der Anlage III genehmigten Klärsystem diese Funktion bereits vorhanden ist;

h) Falls der Bauteil für die Vorbehandlung aus einer Faulgrube des Typs "Sanitärwasser" besteht, ist das Anbringen eines Fettabseiders vorgeschrieben, außer wenn in dem in Anwendung der Anlage III genehmigten Klärsystem diese Funktion bereits vorhanden ist;

i) Die Faulgrube ist des Typs "sämtliches Wasser" oder des Typs "zweistufiges Absetzbecken". Für die Wohnungen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bereits vorhanden sind, wird die Faulgrube des Typs "Sanitärwasser" geduldet;

j) Waschwasser oder Niederschlagswasser, das mit Ölen oder Treibstoffen in Kontakt war, darf nicht durch die individuelle Kläreinheit fließen, sondern muß über einen Leichtflüssigkeitsabscheider abgeleitet werden, der mit einem Koaleszenzfilter ausgestattet ist und vor dem sich, falls nötig, eine Entschlammungsvorrichtung befindet.

Diese Vorrichtung muß gemäß den Bestimmungen der Norm DIN 1999 oder jeder sonstigen Norm oder Regel der guten fachlichen Praxis gleichwertiger Leistungsfähigkeit abgemessen werden;

k) Die für ein gutes Funktionieren der individuellen Kläreinheit erforderlichen elektromechanischen Geräte sind mit einer Alarmvorrichtung ausgestattet, die vor jeglicher Funktionsstörung warnt;

l) Gemäß dem Königlichen Erlaß vom 3. August 1976 zur Allgemeinen Regelung über die Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Abflußwege für Regenwasser, falls das geklärte Wasser, das aus der betriebsfähigen individuellen Kläreinheit entstammt, in gewöhnliches Oberflächenwasser oder künstliche Abflußwege für Regenwasser abgeleitet wird, wird dieses als den allgemeinen Bestimmungen für die Ableitung von üblichem Haushaltsabwasser entsprechend betrachtet, außer was die Bestimmungen der Artikel 6-3°, 6-4°, 6-5°b und 29-4° betrifft, die in der Wallonischen Region keine Anwendung mehr finden;

m) Um jeglicher Gefahr einer Verstopfung der Sickerleitungen vorzubeugen, ist es ratsam einen Kolloidfänger anzubringen, falls die Ableitung des geklärten Wassers im Boden erfolgt.

2.2 Zugelassene Ableitungsverfahren

Falls das geklärte Abwasser, das aus dem letzten Bauteil der individuellen Kläreinheit entstammt, nicht durch einen künstlichen Abfluß oder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitet werden kann, können die nachstehenden, für die Ableitung des von weniger als 6 Einwohnergleichwerten erzeugten Abwassers abgemessenen und als Hinweis dienenden Vorrichtungen benutzt werden:

a) Unterirdische Abwasserverrieselung

Die unterirdische Abwasserverrieselung erfolgt mittels Entwässerungsgräben.

Diese Gräben sind je nach der Bodenbeschaffenheit 50 bis 70 cm tief und 30 bis 80 cm lang. Der Abstand zwischen ihnen beträgt 2 bis 3 m und ihre Länge ist je nach der Anzahl Benutzer und der Bodendurchlässigkeit unterschiedlich.

Der Grabenboden ist auf etwa 15 cm mit Filtermaterial gefüllt, wie z.B. Kies, Splitt oder Schotter (Korngröße 20/32). Die Sickerleitungen aus hartem Material werden waagrecht auf dieses Kiesbett gelegt. Der Nenndurchmesser der Leitungen liegt zwischen 100 und 125 mm. Die Lochung dieser Sickerleitungen besteht aus Schlitz- oder Öffnungen, die dazu beitragen, die Flüssigkeit gut zu verteilen.

Die Fugen sind mit einem Streifen aus Bitumendachpappe, Roofing, oder besser, aus nichtgewebtem Geotextil überzogen. Die Sickerleitungen sind mit einer 5 cm dicken Kiesschicht (Korngröße 20/32) bedeckt.

Eine nichtfaulende, nichtkontaminierende Membran wird anschließend so auf diese Kiesschicht gelegt, daß jegliche Gefahr einer Verstopfung vermieden wird.

Der Graben wird anschließend mit Muttererde aufgefüllt.

Das Leitungsnetz wird auf einer möglichst waagerechten Fläche angelegt (einförmige Verrieselung). Falls das Gelände ein Gefälle von mehr als 5 cm/m aufweist, werden die Sickerleitungen in Linien angelegt, die senkrecht zum Gefälle verlaufen (parallel zu den Höhenlinien).

Am Ende des Verrieselungskreislaufs werden die Leitungen durch eine Querleitung miteinander verbunden, die an ein senkrecht Rohrs angeschlossen ist, das die Luftzirkulation gewährleistet. Das äußere Ende dieses Rohrs ist mit einem Gitter versehen. Es kann unter Umständen durch belüftete Schächte ersetzt werden.

Die Dimensionierung einer unterirdischen Abwasserverrieselungsanlage hängt von mehreren Parametern ab, die mit den Eigenschaften des Bodens an dieser Stelle verbunden sind:

- dem Niveau der Grundwasserleitschicht;
- der Bodendurchlässigkeit;
- der unteren Schicht;
- den topographischen Merkmalen;
- der Nähe einer eventuellen Trinkwasserentnahmestelle.

Die Dimensionierung der unterirdischen Abwasserverrieselungsanlage ist folgendermaßen durchzuführen:

- für einen sandigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 50 und 500 mm/St. und einer mehr als 1,5 m tiefen Grundwasserleitschicht im Verhältnis zum Bodenniveau, muß eine Grabenfläche von 15 m² vorgesehen werden, d.h. mit einer Länge von 25 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben;

- für einen sandigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 50 und 500 mm/St. und einer zwischen 1 und 1,5 m tiefen Grundwasserleitschicht im Verhältnis zum Bodenniveau, muß eine Grabenfläche von 20 m² vorgesehen werden, d.h. mit einer Länge von 35 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben;

- für einen sandig-lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 20 und 50 mm/St. und einer mehr als 1,5 m tiefen Grundwasserleitschicht im Verhältnis zum Bodenniveau, muß eine Grabenfläche von 25 m² vorgesehen werden, d.h. mit einer Länge von 42 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben;

- für einen sandig-lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 20 und 50 mm/St. und einer zwischen 1 und 1,5 m tiefen Grundwasserleitschicht im Verhältnis zum Bodenniveau, muß eine Grabenfläche von 30 m² vorgesehen werden, d.h. mit einer Länge von 50 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben;

- für einen lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 10 und 20 mm/St. und einer mehr als 1,5 m tiefen Grundwasserleitschicht im Verhältnis zum Bodenniveau, muß eine Grabenfläche von 40 m² vorgesehen werden, d.h. mit einer Länge von 70 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben;

- für einen lehmigen Boden mit einer Sickergeschwindigkeit zwischen 10 und 20 mm/St. und einer zwischen 1 und 1,5 m tiefen Grundwasserleitschicht im Verhältnis zum Bodenniveau, muß eine Grabenfläche von 50 m² vorgesehen werden, d.h. mit einer Länge von 85 m für einen 0,60 m breiten und 0,60 m tiefen Graben;

Die Sickergeschwindigkeit kann folgendermaßen bestimmt werden:

Durchlässigkeitstest, durch den man sich der Sickergeschwindigkeit nähern kann.

Um sich einer ausreichenden Dimensionierung der für die unterirdische Abwasserverrieselung bestimmten Zone zu vergewissern, ist die Durchführung folgenden Tests angebracht, der:

- möglichst nicht bei Regenwetter oder Gefrieren des Bodens vorgenommen werden sollte;
- nicht notwendig ist, wenn der Boden bei 50 cm Tiefe sandig ist und ein schnelles Versickern aufweist;

* das nötige Material:

- ein Spaten;
- ein Rohr aus PVC von +/- 30 cm Länge mit einer für die Messung bestimmten Innenmarkierung alle Zentimeter.

* Verfahrensweise:

Damit die Werte des Durchlässigkeitstests repräsentativ sind, ist es erforderlich 4 Proben an 4 verschiedenen Stellen der für die unterirdische Abwasserverrieselung bestimmten Zone durchzuführen (die Proben können gleichzeitig vorgenommen werden). Für jede Probe sind folgende Arbeitsvorgänge durchzuführen:

- ein 50 cm tiefes Loch graben (vorgesehenes Niveau für die Sickerleitung) mit einer waagerechten Bodenfläche von ca. 30 cm Durchmesser;

- den Boden des Lochs auf 1 cm mit einem Kratzeisen leicht auflockern;

- das Rohr aus PVC senkrecht am Boden in der Mitte des Hohlraums anbringen;

- das Rohr senkrecht halten und das Loch auf 20 cm Höhe rundum das Rohr mit Erde aufschütten, wobei diese mitunter so gut wie möglich festgedrückt wird;

- den Rohrboden mit 5 cm Rheinsand füllen;

- das Rohr auf 20 cm mit klarem Wasser auffüllen und den gleichen Wasserstand bei feuchtem Boden 4 Stunden und bei eher trockenem Boden 12 Stunden beibehalten (das Rohr darf nie austrocknen);

- nach den 4 oder 12 vorhergehenden Stunden den Wasserstand in dem Rohr ein letztes Mal auf 15 cm über der Rheinsandschicht angleichen. Anschließend den Rückgang des Wasserstands während 4 Stunden alle 30 Minuten messen. Die letzte Abmessung wird zur Bestimmung der Sickergeschwindigkeit benutzt;

- falls die Sickergeschwindigkeit hoch ist (das Rohr ist innerhalb von 30 Minuten leer), müssen unter Nachfüllen des Rohrs mit Wasser während einer Stunde alle 10 Minuten Ablesungen vorgenommen werden.

Anmerkung: Falls beim Ausheben des Lochs im Boden Rostteilchen, "blaugraue" Flecken, stagnierendes Wasser, starke Feuchtigkeit oder das Vorhandensein eines wasserdurchtränkten Bodens bemerkt werden, muß die Dimensionierung der Abwasserverrieselungsfläche einem schlecht dränierten Boden entsprechen.

* Interpretation der Ergebnisse:

- mit dem letzten Ergebnis der an den 4 verschiedenen Stellen durchgeführten Abmessungen wird der Durchschnitt errechnet, indem die in Zentimetern ausgedrückten festgestellten Rückgänge zusammengezählt und durch 4 geteilt werden;

- der derart erzielte Wert wird durch 30 Minuten geteilt; diese stellen die Zeitspanne dar, in der der Wasserstand mehrmals abgelesen wurde (wenn die Rückgänge während eines Zeitraums von 10 Minuten festgestellt wurden, wird durch 10 geteilt). Dieser Wert gibt die in cm/Min. ausgedrückte Sickergeschwindigkeit an;

- dieser Wert wird durch Multiplikation des Ergebnisses mit 600 in mm/St. umgesetzt.

- das neue Ergebnis ermöglicht die Dimensionierung der unterirdischen Abwasserverrieselungsfläche, wie dies in dem diesbezüglichen Punkt angegeben wird.

* Tabelle I:

Durch die in der Tabelle aufgezeichneten Angaben können die nötigen Vorkehrungen festgelegt werden, um je nach der in cm/Min. ausgedrückten Sickergeschwindigkeit eine gute unterirdische Abwasserverrieselung zu gewährleisten.

Die Instandhaltung der Vorrichtung besteht insbesondere in der regelmäßigen Überprüfung der einwandfreien Verteilung des Abwassers unter die verschiedenen Leitungen.

b) Sandfilter

Von oben nach unten betrachtet besteht das Sandfilter aus:

- einer 60 bis 70 cm dicken Schicht gewaschenen Flußsands (0,2 bis 0,6 mm);

- einer 25 bis 30 cm dicken Kiesschicht der Korngröße 20/80. Innerhalb dieser Schicht werden die Sickerleitungen aus hartem Material mit einem Durchmesser von 100 bis 125 mm in Abständen von mindestens 1 m horizontal angelegt. Die Lochung dieser Sickerleitungen besteht aus Schlitz- oder Öffnungen, die dazu beitragen, die Flüssigkeit gleichmäßig zu verteilen.

Die Leitungen werden auf einer waagerechten Fläche angelegt.

Am Ende des Verrieselungskreislaufs werden die Leitungen durch eine Querleitung miteinander verbunden, die an ein senkrecht angeordnetes Rohr angeschlossen ist, die die Luftzirkulation gewährleistet. Das äußere Ende dieses Rohrs ist mit einem Gitter versehen. Es kann unter Umständen durch belüftete Schächte ersetzt werden.

Eine nichtfaulende, nichtkontaminierende Membran wird anschließend so auf diese Kiesschicht gelegt, daß jegliche Gefahr einer Verstopfung vermieden wird. Der Graben wird anschließend mit Muttererde aufgefüllt.

Die Fläche des Sandfilters entspricht einer unterirdischen Abwasserverrieselungsfläche für einen gut dränierten sandigen Boden, d.h. 10 m²/EGW mit mindestens 35 m².

Die Instandhaltung der Vorrichtung besteht insbesondere in der regelmäßigen Überprüfung der einwandfreien Verteilung des Abwassers unter die verschiedenen Leitungen.

Tabelle I

Individuelle Klärung - Dimensionierung der Verrieselungsvorrichtung für eine Wohnung von Höchstens 5 EGW Versickerungstest mit Veränderlichem Niveau

Sickergeschwindigkeit cm/Min.	V>2,5	2,5	1,25	0,8	0,6	0,5	0,25	0,17	0,085	0,055	0,044	<0,04
Verrieselungsfläche : m ³ Länge der Sickerleitung : m (Graben 0,60 m)		13	16	19	22	24	31	36	47	56	62	
	(1)											(2)
		22	27	32	37	40	52	60	78	93	103	
	Kies Grober Sand	Mittlerer Sand			Feiner Sand Sandiger Lehm			Lehm, toniger Lehm, sandiger lehm, Lehmiger Ton			Ton, Mergel	
	+ de 500	500 à 50			50 à 20			20 à 10				
Vorkehrungen für schlecht entwässerten Boden (stagnierendes Wasser, Rost, schwarze Aderungen ...) und/oder Bodengefälle von mehr als 8 %		30 à 35 m ² Filtrierhügel			24 à 36 m ³ Gräben + unterirdische Entwässerung oder 50 m ³ Filtrierhügel			36 à 62 m ³ Gräben + unterirdische Entwässerung oder 80 m ³ Filtrierhügel				

(1): Falls die Sickergeschwindigkeit mehr als 2,5 cm/Min. beträgt, muß der unterirdische Entwässerungsboden durch Untermischen von feinem Sand oder Lehm umgearbeitet werden, um eine Geschwindigkeit zwischen 2,5 bis 0,04 cm/Min. zu erhalten.

(2): idem (1). Falls die Sickergeschwindigkeit jedoch ständig unter 0,04 cm/Min. liegt, einen Spezialisten zu Rate ziehen, damit eine passende Lösung gefunden werden kann.

c) Filtrierhügel

Das natürliche Gelände muß vorerst abgeglichen werden. Ein Filtrierhügel aus Sand wird über eine Höhe von 1 m gebildet, in dem die Sickergräben ausgeführt werden. Diese sind 0,80 bis 1,20 m lang, 60 cm tief und haben einen Abstand von mindestens 1 m.

Die unteren 30 cm des Grabens werden mit Kies der Korngröße 10/80 gefüllt, in dem die Sickerleitungen aus hartem Material mit einem Durchmesser von 100 bis 125 mm angelegt werden.

Die Lochungen der Leitungen bestehen aus 4 bis 6 mm breiten Schlitzten mit einem Abstand von 20 bis 30 cm oder aus Öffnungen, die dazu beitragen, die Flüssigkeit gleichmäßig zu verteilen. Eine nichtfaulende, nichtkontaminierende Membran bedeckt die Sickergräben und den Sand derart, daß jegliche Gefahr einer Verstopfung vermieden wird. Die Membran wird anschließend mit 25 cm dickem Ackerboden bedeckt.

Die zur Errichtung des Filtrierhügels erforderliche Fläche beträgt 5 m² je Einwohnergleichwert mit mindestens 20 m² Bodenfläche.

Die Instandhaltung der Vorrichtung besteht insbesondere in der regelmäßigen Überprüfung in Höhe der Förderkammer der einwandfreien Verteilung des Abwassers unter die verschiedenen Leitungen.

Falls die Ableitung des geklärten Wassers jedoch nicht durch eines der in der vorliegenden Anlage genehmigten Ableitungsverfahren erfolgen darf, kann eine Sickergrube von dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium auf der Grundlage eines gleichlautenden Gutachtens der Verwaltung, Direktion des Grundwassers, genehmigt werden.

2.3. Verpflichtungen des Lieferanten

Der Lieferant einer den sektorbezogenen Betriebsbedingungen der Anlage II entsprechenden individuellen Kläreinheit muß dem Käufer, der zur Installation einer individuellen Kläreinheit in der Wallonischen Region zugelassen ist, durch Ausfüllen der Anlage IV.3 schriftlich bestätigen, ob diese Kläreinheit den sektorbezogenen Emissionsbedingungen der Anlage III.1.1 des vorliegenden Erlasses entspricht, wenn sie unter den Bedingungen einer normalen Benutzung funktioniert.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage III

Sektorbezogene Emissions- und Betriebsbedingungen für Individuelle Klärsysteme

1. Sektorbezogene Emissions- und Betriebsbedingungen für Individuelle Kläreinheiten (gleich oder weniger als 20 EGW)

1.1 Sektorbezogene Emissionsbedingungen

Parameter	Konzentration	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB ₅ , bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	70 mg/l 02	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs.
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	180 mg/l 02	Homogenisierte, ungefilterte nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Feststoffe insgesamt (4)	60 mg/l	- Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 Fm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen. - Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD), wenn eine Beziehung zwischen BSB₅ und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

1.2 Betriebsbedingungen

1.2.1 Allgemeine Bedingungen

Die in der Anlage II 2.1 des vorliegenden Erlasses angegebenen allgemeinen Bedingungen sind anwendbar.

1.2.2 Genehmigte Ableitungsverfahren

Die in der Anlage II 2.2 des vorliegenden Erlasses angegebenen genehmigten Ableitungsverfahren sind anwendbar.

1.2.3 Verpflichtungen des Lieferanten

Der Lieferant einer individuellen Kläreinheit muß dem Käufer, der zur Installierung einer individuellen Kläreinheit in der Wallonischen Region zugelassen ist, durch Ausfüllen der Anlage IV.3 schriftlich bestätigen, ob diese Kläreinheit den sektorbezogenen Emissionsbedingungen der Anlage III.1.1 des vorliegenden Erlasses entspricht, wenn sie unter den Bedingungen einer normalen Benutzung funktioniert.

2. Sektorbezogene Emissions- und Betriebsbedingungen für Individuelle Kläranlagen (Zwischen 20 und 100 EGW)

2.1. Sektorbezogene Emissionsbedingungen

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringerng (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB ₅ , bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	50 mg/l 02	80	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs.
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	180 mg/l 02	80	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l (4)	90 (4)	- Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 Fm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen. - Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs. Der Vorrang wird den Konzentrationswerten gegeben; die in prozentualer Mindestverringerng ausgedrückten sektorbezogenen Bedingungen können jedoch benutzt werden, falls die Konzentrationswerte auf Grund der jahreszeitlich bedingten Eigenschaft der Tätigkeit, die das Abwasser erzeugt, nicht beachtet werden können.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD), wenn eine Beziehung zwischen BSB₅ und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

2.2 Betriebsbedingungen

2.2.1 Allgemeine Bedingungen

a) Alle Bauteile, aus denen das individuelle Klärsystem besteht, müssen außerhalb der Wohnung installiert werden, mit Ausnahme des unter Umständen vorhandenen Fettabseiders, dessen Standplatz freisteht;

b) Nur städtisches Abwasser wird in dem individuellen Klärsystem aufbereitet; auf keinen Fall darf Regenwasser durch einen der Bauteile, aus denen das individuelle Klärsystem besteht, fließen.

Das Regenwasser kann jedoch durch Sickergruben, Sickerleitungen, künstliche Abflußwege oder durch Oberflächenwasser abgeleitet werden;

c) Jeder der Bauteile, aus denen ein individuelles Klärsystem besteht, muß mit einer ausreichend großen und mit einem abnehmbaren und leicht zugänglichen Stöpsel versehenen Öffnung ausgestattet sein, die es ermöglicht, die Funktionstüchtigkeit der Vorrichtung zu überprüfen und sie in gutem Zustand zu erhalten;

d) Zwischen dem letzten Bauteil des individuellen Klärsystems und dem Abwasserauslaß muß ein mit einem abnehmbaren und leicht zugänglichen Stöpsel versehener Kontrollschacht installiert werden;

e) Falls die topographischen Bedingungen keine Ableitung durch Schwerkraft erlauben, ist eine Pumpstation vorzusehen;

f) Das Anbringen eines Fettabseiders ist vorgeschrieben, insofern Küchenabwasser abgeleitet wird, außer wenn in dem in Anwendung der Anlage III genehmigten Klärsystem diese Funktion bereits vorhanden ist;

g) Waschwasser oder Niederschlagswasser, das mit Ölen oder Treibstoffen in Kontakt war, darf nicht durch das individuelle Klärsystem fließen, sondern muß über einen Leichtflüssigkeitsabscheider abgeleitet werden, der mit einem Koaleszenzfilter ausgestattet ist und vor dem sich, falls nötig, eine Entschlammungsvorrichtung befindet.

Diese Vorrichtung muß gemäß den Bestimmungen der Norm DIN 1999 oder jeder sonstigen Norm oder Regel der guten fachlichen Praxis gleichwertiger Leistungsfähigkeit abgemessen werden;

h) Die für ein gutes Funktionieren des individuellen Klärsystems erforderlichen elektromechanischen Geräte sind mit einer Alarmvorrichtung ausgestattet, die vor jeglicher Funktionsstörung warnt.

i) Gemäß dem Königlichen Erlaß vom 3. August 1976 zur Allgemeinen Regelung über die Ableitung des Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser, öffentliche Kanalisationen und künstliche Abflußwege für Regenwasser, falls das geklärte Wasser, das aus dem betriebsfähigen individuellen Klärsystem entstammt, in gewöhnliches Oberflächenwasser oder künstliche Abflußwege des Regenwassers abgeleitet wird, wird dieses als den allgemeinen Bestimmungen für die Ableitung von üblichem Haushaltsabwasser entsprechend betrachtet, außer was die Bestimmungen der Artikel 6-3°, 6-4°, 6-5°b und 29-4° betrifft, die in der Wallonischen Region keine Anwendung mehr finden;

j) Um jeglicher Gefahr einer Verstopfung der Sickerleitungen vorzubeugen, ist es ratsam einen Kolloidfänger anzubringen, falls die Ableitung des geklärten Wassers im Boden erfolgt.

2.2.2 Zugelassene Ableitungsverfahren

Das geklärte Abwasser, das aus dem letzten Bauteil der individuellen Kläranlage entstammt, kann durch einen künstlichen Abflußweg oder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitet werden.

Falls diese Ableitungsverfahren des Abwassers mit zu einem großen Kostenaufwand verbunden sind, können auf der Grundlage eines gleichlautenden Gutachtens der Verwaltung die unterirdische Abwasserverrieselung, das Sandfilter oder der Filtrierhügel benutzt werden.

2.2.3 Verpflichtungen des Lieferanten

Der Lieferant einer individuellen Kläranlage muß dem Käufer, der zur Installierung einer individuellen Kläranlage in der Wallonischen Region zugelassen ist, durch Ausfüllen der Anlage IV.3 schriftlich bestätigen, ob diese Kläreinheit den sektorbezogenen Emissionsbedingungen der Anlage III.2.1 des vorliegenden Erlasses entspricht, wenn sie unter den Bedingungen einer normalen Benutzung funktioniert.

3. Sektorbezogene Emissions- und Betriebsbedingungen für Individuelle Klärstationen (Gleich Oder Mehr als 100 EGW)

3.1. Sektorbezogene Emissionsbedingungen

Parameter	Konzentration	Prozentuale Mindestverringering (1)	Referenzmeßverfahren (2)
Biochemischer Sauerstoffbedarf (BSB5, bei 20 °C) ohne Nitrifikation (3)	30 mg/l 02	70-90	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Bestimmung des gelösten Sauerstoffs vor und nach fünftägiger Bebrütung bei 20 °C +/- 1 °C in völliger Dunkelheit. Zugabe eines Nitrifikationshemmstoffs.
Chemischer Sauerstoffbedarf (CSB)	125 mg/l 02	75	Homogenisierte, ungefilterte, nicht dekantierte Probe. Kalium-Dichromat.
Suspendierte Feststoffe insgesamt	60 mg/l (4)	90 (4)	- Filtern einer repräsentativen Probe durch eine Filtermembrane von 0,45 µm. Trocknen bei 105 °C und Wiegen. - Zentrifugieren einer repräsentativen Probe (mindestens 5 Min. bei einer durchschnittlichen Beschleunigung von 2.800 bis 3.200 g). Trocknen bei 105 °C und Wiegen.

(1) Verringerung bezogen auf die Belastung des Zulaufs. Der Vorrang wird den Konzentrationswerten gegeben; die in prozentualer Mindestverringering ausgedrückten sektorbezogenen Bedingungen können jedoch benutzt werden, falls die Konzentrationswerte auf Grund der jahreszeitlich bedingten Eigenschaft der Tätigkeit, die das Abwasser erzeugt, nicht beachtet werden können.

(2) Die Analysen von Einleitungen aus Abwasserteichen sind an gefilterten Proben auszuführen; die Gesamtkonzentration an suspendierten Feststoffen in ungefilterten Wasserproben darf jedoch nicht mehr als 150 mg/l betragen.

(3) Dieser Parameter kann durch einen anderen ersetzt werden: gesamter organischer Kohlenstoff (TOC) oder gesamter Sauerstoffbedarf (TOD), wenn eine Beziehung zwischen BSB5 und dem Substitutionsparameter hergestellt werden kann.

(4) Diese Anforderung ist fakultativ.

3.2 Betriebsbedingungen

3.2.1 Allgemeine Bedingungen

Die in der Anlage III.2.2.1 des vorliegenden Erlasses angegebenen allgemeinen Bedingungen sind anwendbar.

3.2.2 Genehmigte Ableitungsverfahren

Das geklärte Abwasser, das aus dem letzten Bauteil der individuellen Klärstation entstammt, kann durch einen künstlichen Abflußweg oder in ein gewöhnliches Oberflächenwasser abgeleitet werden.

3.2.3 Verpflichtungen des Lieferanten

Der Lieferant einer individuellen Klärstation muß dem Käufer, der zur Installierung einer individuellen Klärstation in der Wallonischen Region zugelassen ist, durch Ausfüllen der Anlage IV.3 schriftlich bestätigen, ob diese Klärstation den sektorbezogenen Emissionsbedingungen der Anlage III.3.1 des vorliegenden Erlasses entspricht, wenn sie unter den Bedingungen einer normalen Benutzung funktioniert.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

—
Anlage IV

Genehmigungsantrag für Individuelle Klärsysteme

1. Antrag gerichtet an die Verwaltung der Gemeinde.....
auf deren Gebiet sich die Wohnung(en) befindet(n), die mit einem Klärsystem auszustatten ist(sind).
Antrag eingereicht am.....
2. Inhalt des Genehmigungsantrags bezüglich der Ausstattung einer oder mehrerer in einem schwachbewohnten Gebiet befindlichen Wohnungen
 - a) Identifizierung des Antragstellers
 - natürliche Person:

Name:	Vorname:
Straße:	Nr.: /
Postleitzahl:	Gemeinde:
Tel:	
 - juristische Person:

Bezeichnung:	Rechtsform:
Gesellschaftssitz:	
Straße:	Nr.: /
Postleitzahl:	Gemeinde:
Tel:	
 - b) beschreibung der Wohnung oder der Wohnungsgruppe, die mit einem individuellen Klärsystem ausgerüstet werden muss, das den in der Anlage II oder in der Anlage III angegebenen Bedingungen entspricht

Ortslage:	Nr. der Katasterparzelle:
Straße:	Nr.: /
Postleitzahl:	Gemeinde:

 - Funktion(en) jedes der Gebäude:
 - Anzahl Bewohner jeder der Wohnungen:
 - Nach der Anlage I berechneter Einwohnergleichwert:
 - Topographische Bedingungen des Geländes, auf dem sich die Wohnung befindet:
 - c) Identifizierung des Antragsgegenstands
 - individuelle Kläreinheit # 20 EGW
 - individuelle Kläranlage > 20 EGW < 100 EGW
 - individuelle Klärstation § 100 EGW
 - d) beschreibung des individuellen Klärsystems
 - 1° Welche grundlegenden Bauteile werden vorgesehen?
 - Fettabscheider
 - Vorrichtung zur Vorbehandlung
 - Klärgrube "Sanitärwasser"
 - Klärgrube " Sämtliches Wasser"

Zweistufige Absetzgrube bzw. Emscherbrunnen
 - Vorrichtung zur Behandlung
 Aerobe bakteriologische Tropfkörper-Filtervorrichtung
 Mikrostation mit Schlammbewegung
 Mikrostation mit befestigter Biomasse
 Sonstige Verfahren
 2° Das geklärte Abwasser wird folgendermaßen abgeleitet:
 in ein Oberflächengewässer
 in einen künstlichen Ableitweg
 in den Boden: unterirdische Abwasser- Länge der Leitungen insgesamt:
 serverrieselung: erforderliche Geländefläche:
 Ergebnis des Durchlässigkeits-
 tests:
 Länge der Leitungen insgesamt:
 erforderliche Geländefläche:
 Länge der Leitungen insgesamt:
 erforderliche Geländefläche:

 in eine Sickergrube:
 Durchmesser und Tiefe der vorgesehenen Sickergrube:
 Die Sickergrube wird vorgeschlagen wenn keine andere Lösung möglich ist. In diesem Fall ist das gleichlautende Gutachten der Verwaltung für die Ausstellung einer Genehmigung erforderlich.

3. Inhalt des Genehmigungsantrags bezüglich einer Wohnung oder einer Gruppe von Wohnungen, die sich in einem besiedelten Gebiet befindet und die beabsichtigt, sich in Anwendung des Artikels 9 des vorliegenden Erlasses mit einem individuellen Klärsystem auszustatten.
 Die oben erwähnten, für den Genehmigungsantrag bezüglich der Ausstattung einer oder mehrerer in einem schwachbewohnten Gebiet befindlichen Wohnungen, vorgesehenen Rubriken 2.a),b),c) und d) müssen ausgefüllt werden.

Eine Rubrik e) mit dem nachstehenden Wortlaut ist lediglich von dem Antragsteller zu vervollständigen, der verpflichtet ist, die Wohnung an die Kanalisation anzuschließen und der es wünscht, seine Wohnung mit einem individuellen Klärsystem auszustatten:

e) Begründung für die Inanspruchnahme eines individuellen Klärsystems:

1° Abschrift des Katasterplans;

2° Beschreibung der umliegenden, bereits mit Kanalisationen ausgestatteten Straßen und gegebenenfalls der umliegenden Straßen, die aufgrund des Allgemeinen Gemeindekanalisationsplans mit Kanalisationen ausgestattet werden müssen;

3° Beschreibung der technischen Schwierigkeiten, die bei dem Anschluß der Wohnung an die Kanalisation auftreten würden;

4° Einschätzung der Kosten, die durch den Anschluß der Wohnung an die Kanalisation entstehen würden, sowie Begründung für den übermäßigen Charakter dieser Kosten.

4. Genehmigung, auszufüllen von der Gemeinde:.....

Name des Bediensteten der Gemeinde, der die Akte des Antrags bearbeitet hat:.....

Der Antrag bezieht sich auf eine oder mehrere Wohnungen, die sich in einem schwachbewohnten Gebiet befinden, so wie es im Allgemeinen Gemeindekanalisationsplan angegeben wird:

JA NEIN

Der Antrag bezieht sich auf eine oder mehrere Wohnungen, die sich in einem besiedelten Gebiet befinden, so wie es im Allgemeinen Gemeindekanalisationsplan angegeben wird:

JA NEIN

Obwohl sie sich in einem besiedelten Gebiet befindet(en), kann (können) die Wohnung(en), die Gegenstand des Antrags ist (sind), gemäß dem am..... abgegebenen Gutachten der Verwaltung der Abteilung Wasserwesen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region mit einem individuellen Klärsystem ausgestattet werden.

Die Genehmigung zur Installierung eines individuellen Klärsystems wird vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium aus folgendem Grund gewährt:.....

Folgende Regeln müssen beachtet werden:.....

Der Antrag wird aus folgendem Grund abgelehnt:.....

.....

Für das Bürgermeister- und Schöffenkollegium

Gemeindesiegel

Datum:

Unterschrift des
Gemeindesekretärs:

Unterschrift des
Bürgermeisters:

5. Bescheinigung, auszufüllen von dem Lieferanten oder dem Installateur des individuellen Klärsystems bei dessen Lieferung oder Installierung

Identifizierung des Lieferanten oder des Installateurs

- natürliche Person:

Name:	Vorname:
Straße:	Nr.: /
Postleitzahl:	Gemeinde:
Tel:	

- juristische Person:

Bezeichnung:	Rechtsform:
Gesellschaftssitz:	
Straße:	Nr.: /
Postleitzahl:	Gemeinde:
Tel:	

bescheinigt, daß das in dem vorliegenden Genehmigungsantrag beschriebene Klärsystem den sektorbezogenen Emissionsbedingungen entspricht, so wie sie

- in der Anlage III 1 ()
- in der Anlage III 2 ()
- in der Anlage III 3 () zum Erlaß der Wallonischen Region vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser festgelegt sind, wenn es unter den Bedingungen einer normalen Benutzung funktioniert.

Unterschrift des Lieferanten oder Installateurs:

Eine Abschrift der Teile 4 und 5 ist dem zugelassenen Kontrolleur oder dem mit der Kontrolle der Vorrichtung vor deren Eingrabung beauftragten Bediensteten der Verwaltung zu übermitteln.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON
Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage V

**Antrag zur Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten,
die den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen entsprechen**

Dieser Antrag ist an die Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt - Abteilung Wasserwesen - Dienst für Abwasserklärung - Avenue Prince de Liège 15, 5100 Jambes (Namur) - Tel.: 081/32.12.11 zu richten.

Antrag zur Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten von einer Natürlichen Person eingereichter Antrag:

Name:	Vorname:
Straße:	Nr.: /
Postleitzahl:	Gemeinde:
Tel:	

Angaben:

1° Ausbildung

Allgemeine und spezifische Ausbildung in der Behandlung von Haushaltsabwasser:

2° Berufserfahrung

Gegenwärtige Lage:

Berufserfahrung in Verbindung mit der Behandlung von Haushaltsabwasser:

Dauer der Ausübung dieses Amtes:

Technische Mittel zur Erleichterung der Ausübung des Amtes:

Überprüfbare durchgeführte Arbeiten und Referenzen:

ersucht die Zulassung der Wallonischen Region als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten, die den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen entsprechen.

....., den.....

Unterschrift:

Von einer Juristischen Person Eingereichter Antrag:

Bezeichnung: Rechtsform:

Gesellschaftssitz:

Anschrift:

Straße: Nr: /

Postleitzahl: Gemeinde:

Tel: Fax-Nr:

Vertreten durch:

Name: Vorname:

in seiner / ihrer Eigenschaft als:

Kontaktadresse:

Straße: Nr:

Postleitzahl: Gemeinde:

Tel:

Für jede der natürlichen Personen, die für Rechnung der juristischen Person mit der Ausführung der Kontrolle beauftragt werden, sind folgende Angaben hinzuzufügen:

Natürliche person

Name: Vorname:

Straße: Nr: /

Postleitzahl: Gemeinde:

Tel:

Angaben:

1° Ausbildung

Allgemeine und spezifische Ausbildung in der Behandlung von Haushaltsabwasser:

2° Berufserfahrung

Gegenwärtige Lage:

Berufserfahrung in Verbindung mit der Behandlung von Haushaltsabwasser:

Dauer der Ausübung dieses Amtes:

Technische Mittel zur Erleichterung der Ausübung des Amtes:

Überprüfbare durchgeführte Arbeiten und Referenzen:

ersucht die Zulassung der Wallonischen Region als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten, die den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen entsprechen.

....., den.....

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage VI

**Kontrollbescheinigung einer individuellen Kläreinheit,
die den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen entspricht**

Diese Bescheinigung ist an die Verwaltung der Gemeinde zu richten, in der sich die individuelle Kläreinheit befindet.

Kontrollbescheinigung einer individuellen Kläreinheit

a) Identifizierung des Kontrolleurs

- Natürliche Person

Name:

Vorname:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Tel.:

- Juristische Person

Bezeichnung:

Rechtsform:

Gesellschaftssitz:

Anschrift:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Tel.:

Fax Nr.:

Durch den Minister als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten unter der Nr. zugelassen:

Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.....

b) Identifizierung des Antragstellers

Name:

Vorname:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Tel.:

c) Beschreibung der individuellen Kläreinheit

Funktion des Gebäudes:

Lagebestimmung:

Straße:

Nr.:

Postleitzahl:

Gemeinde:

Anzahl Bewohner der Wohnung:

Anzahl EGW:

Der Zugelassene Kontrolleur erklärt hiermit:

1° daß er eine Abschrift der von der Gemeinde..... ausgehändigten Unterlage erhalten hat, in der dem Antragsteller die Installierung einer individuellen Kläreinheit genehmigt wird;

2° daß er die im vorliegenden Formular identifizierte individuelle Kläreinheit in an Ort und Stelle installiertem und betriebsbereitem Zustand, jedoch vor der Auffüllung der Ausgrabungen, mit kompletten Anschlüssen an stabil angelegte Geräte überprüft hat;

3° daß er festgestellt hat, daß die individuelle Kläreinheit wie folgt aussieht:

(Diagramm des Klärungsschemas mit Angabe der Volumen in jeder der Vorrichtungen);

4° daß er einen Ablauftest ab jedem sanitären Gerät der Wohnung ausgeführt hat;

5° daß er eine Abschrift der Bescheinigung erhalten hat, in der der Lieferant oder Installateur bescheinigt, daß die kontrollierte individuelle Kläreinheit unter normalen Betriebsbedingungen den sektorbezogenen Emissionsbedingungen der Anlage III 1.1 entspricht;

6° daß er am Ende dieses Besuchs festgestellt hat, daß die individuelle Kläreinheit:

- den sektorbezogenen Betriebsbedingungen nach Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser genügt und genehmigt werden kann;

- den sektorbezogenen Betriebsbedingungen nach Anlage II des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser nicht genügt und nicht genehmigt werden kann, und zwar aus folgenden Gründen:

....., den.....

Unterschrift (und Eigenschaft, wenn der Unterzeichner im Namen einer juristischen Person auftritt)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Anlage VII

Kontrollbescheinigung jedes sonstigen individuellen Klärsystems als die, die den in der Anlage II festgelegten sektorbezogenen Betriebsbedingungen entsprechen

Diese Bescheinigung ist an die Verwaltung der Gemeinde zu richten, in der sich das individuelle Klärsystem befindet.

Kontrollbescheinigung eines individuellen Klärsystems

a) Identifizierung des mit der Kontrolle Beauftragten Bediensteten der Verwaltung

Name: _____ Vorname: _____

Abteilung: _____

b) Identifizierung des Antragstellers

Name: _____ Vorname: _____

Straße: _____ Nr.: _____ /

Postleitzahl: _____ Gemeinde: _____

c) Beschreibung des individuellen Klärsystems:

Funktion des Gebäudes: _____

Lagebestimmung: _____

Straße: _____ Nr.: _____ /

Postleitzahl: _____ Gemeinde: _____

Anzahl Bewohner der Wohnung: _____ Anzahl EGW: _____

Der Bedienstete der Verwaltung Erklärt:

1° daß er eine Abschrift der von der Gemeinde..... ausgehändigten Unterlage erhalten hat, in der dem Antragsteller die Installierung eines individuellen Klärsystems genehmigt wird;

2° daß er das im vorliegenden Formular identifizierte individuelle Klärsystem in an Ort und Stelle installiertem und betriebsbereitem Zustand, jedoch vor der Auffüllung der Ausgrabungen, mit kompletten Anschlüssen an stabil angelegte Geräte überprüft hat;

3° daß er festgestellt hat, daß das individuelle Klärsystem wie folgt aussieht:

(Diagramm des Klärungsschemas mit Angabe der Volumen in jeder der Vorrichtungen);

4° daß er einen Ablauftest ab jedem sanitären Gerät der Wohnung ausgeführt hat;

5° daß er eine Abschrift der Bescheinigung erhalten hat, in der der Lieferant oder Installateur bescheinigt, daß das kontrollierte individuelle Klärsystem unter normalen Betriebsbedingungen den sektorbezogenen Emissionsbedingungen entspricht, sowie sie in:

- der Anlage III 1.1. ()

- der Anlage III 2.1. ()

- der Anlage III 3.1. () zum Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser festgelegt werden, und genehmigt werden kann;

6° daß er am Ende dieses Besuchs festgestellt hat, daß das individuelle Klärsystem:

— den sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen genügt, so wie sie in:

- der Anlage III.1. ()

- der Anlage III.2. ()

- der Anlage III.3. () zum Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser vorgeschrieben werden, und genehmigt werden kann;

— den sektorbezogenen Emissions- und Betriebsbedingungen nicht genügt, so wie sie in:

- der Anlage III.1. ()

- der Anlage III.2. ()

- der Anlage III.3. () zum Erlaß der Wallonischen Regierung zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser vorgeschrieben werden, und nicht genehmigt werden kann, und zwar aus folgenden Gründen:

-

-

-

....., den.....

Unterschrift (und Eigenschaft, wenn der Unterzeichner im Namen einer juristischen Person auftritt)

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 15. Oktober 1998 zur Regelung der Sammlung von städtischem Abwasser beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Oktober 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 3347

[C - 98/27681]

15 OKTOBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Richtlijn 83/189/EEG van 28 maart 1983 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 betreffende de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994, op de artikelen 32, 34 en 35, vervangen bij het decreet van 23 juni 1994, en op artikel 39, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

Overwegende dat de sectorale werkingsnormen voor individuele zuiveringseenheden zijn vastgelegd op basis van technische analyses waarvan de doeltreffendheid inzake milieubescherming bewezen is;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad voor Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 16 december 1997;

Gelet op het advies van de adviescommissie voor de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging, gegeven op 14 oktober 1997;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 14 mei 1998 over het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 22 juli 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "Bevoegde zuiveringsinstelling" : vereniging van gemeenten erkend overeenkomstig artikel 17 van het decreet, in het ambtsgebied waarvan de betrokken agglomeratie gelegen is;

2° "Algemeen gemeentelijk afwateringsplan" : algemeen gemeentelijk afwateringsplan goedgekeurd door de Minister krachtens het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regels voor de voorlegging en de uitwerking van algemene gemeentelijke afwateringsplannen;

3° "Agglomeratie" of "agglomeratiezone" : gebied waar de bevolking en/of het bedrijfsleven voldoende geconcentreerd zijn voor de opvang van stedelijk afvalwater en de afvoer ervan naar een gemeenschappelijke waterzuiveringsinstallatie of de uiteindelijke lozingsplaats;

4° "Gemeenschappelijk waterzuiveringsstation" : zuiveringsstation voor de behandeling van stedelijk afvalwater afkomstig van een agglomeratie;

5° "Dunbevolkte gebieden" : gebieden voor individuele zuivering, zoals bedoeld in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan krachtens artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regels voor de voorlegging en de uitwerking van algemene gemeentelijke afwateringsplannen;

6° "Stedelijk afvalwater" : huishoudelijk afvalwater of mengsel van huishoudelijk en industrieel afvalwater en/of afvloeiend hemelwater;

7° "Huishoudelijk afvalwater" : afvalwater van woongebieden en diensten, dat overwegend afkomstig is van de menselijke stofwisseling en van huishoudelijke werkzaamheden;

8° "Industrieel afvalwater" : al het afvalwater dat wordt geloosd vanaf terreinen die voor handels- of bedrijfsactiviteiten worden gebruikt en dat geen huishoudelijk afvalwater of afvloeiend hemelwater is;

9° "Eutroof water" : water verrijkt met nutriënten, vooral stikstof- en/of fosforverbindingen, die een versnelde groei van algen en hogere plantaardige levensvormen veroorzaken, met als gevolg een ongewenste verstoring van het evenwicht tussen de verschillende organismen die in het water voorkomen, en een verslechtering van de waterkwaliteit;

10° "Inwonerequivalent" of, afgekort, "I.E." : biologisch afbreekbare organische belasting met een biochemisch zuurstofverbruik van 60 g zuurstof per dag gedurende vijf dagen (BZV5);

11° "Woning" : elk gebouw dat stedelijk afvalwater loost;

12° "Dispersiedraineerbuizen" : geheel van onder de grondoppervlakte aangelegde draineerbuizen dat een verspreidingsstelsel vormt om waterverspreiding en -afvoer mogelijk te maken;

13° "Individueel zuiveringssysteem" : individuele zuiveringseenheid, individuele zuiveringsinstallatie, individueel zuiveringsstation met de nodige uitrusting voor de zuivering van het door één of verschillende naburige woningen geloosd stedelijk afvalwater, met inachtneming van de normen die in dit decreet vastliggen;

14° "Scheidingsriolering" : riolering die naast regenwater alleen afvalwater mag opvangen.

HOOFDSTUK II. — *Kwetsbare gebieden en agglomeraties***Art. 2.** De Minister deelt de volgende watermassa's in als kwetsbaar gebied :

1° de natuurlijke meren of de zoetwatermassa's waarvan vast staat dat ze eutroof zijn of zouden kunnen worden op korte termijn als geen beschermende maatregelen worden genomen;

2° de gebieden voor de winning van tot drinkwater verwerkbaar water, zoals riviergedeelten of oppervlaktewaterteren die meer dan 50 mg nitraat per liter bevatten of zouden kunnen bevatten als geen maatregelen worden genomen.

Art. 3. Op voorstel van het Bestuur en na advies van de bevoegde zuiveringsinstelling, bepaalt de Minister de agglomeraties waarvan het aantal i.e. hoger is dan of gelijk is aan 2000, alsmede de afwateringsomtrek ervan.

Hij bepaalt voor iedere agglomeratie het aantal inwoners en het aantal i.e.

HOOFDSTUK III. — *Afwatering*

Art. 4. § 1. Elke agglomeratie moet van rioleringen en opvangsystemen voorzien zijn :

1° uiterlijk 31 december 1998 als het aantal i.e. hoger is dan 10.000 en als het stedelijk afvalwater geloosd wordt in een bekken van een kwetsbaar gebied, zoals bedoeld in artikel 2;

2° uiterlijk 31 december 2.000 als het aantal i.e. hoger is dan 15.000;

3° uiterlijk 31 december 2.005 als het aantal i.e. tussen 2.000 en 15.000 ligt.

§ 2. Elke agglomeratie die over rioleringen beschikt en waarvan het aantal i.e. lager is dan 2.000, moet uiterlijk 31 december 2005 met de nodige opvangsystemen uitgerust zijn met het oog op de geschikte behandeling bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 1993 betreffende de behandeling van stedelijk afvalwater.

§ 3. De gemeenten moeten de op hun grondgebied gelegen agglomeraties van rioleringen voorzien binnen de in § 1 voorgeschreven termijn.

De rioleringen worden zodanig aangelegd dat het gevaar op lekkages beperkt is en dat controle en onderhoud vlot kunnen worden uitgevoerd.

Als de rioleringen uit ondergrondse leidingen bestaan, moeten de gemeenten, met het oog op de beperking van de opvangkosten en van de afvalwaterverduunning als gevolg van een aanvoer van draineerwater, afvloeiend hemelwater en parasiterende infiltraties, gedurende de afwateringswerken ervoor zorgen dat :

- eerder scheidings- dan eenheidsrioleringen worden aangelegd;

- de rioleringen zo dicht mogelijk bij de grondoppervlakte worden aangelegd om het aan de grond voortgebrachte of aangevoerde stedelijk afvalwater te lozen.

De afwateringswerken worden ontworpen en gedimensioneerd zodat de ontvangende wateren zo weinig mogelijk door overbelasting verontreinigd worden. De vereiste maatregelen worden genomen op grond van de verdunningspercentages of van de capaciteit in verhouding tot het debiet bij droog weer.

De hydraulische belasting, die aan de afwateringswerken te wijten is, mag het gevaar voor overstroming en vervuiling niet vergroten als de ontvangende waterloop buiten zijn oevers treedt.

Art. 5. Woningen die in een agglomeratiezone langs een met rioleringen uitgeruste weg gelegen zijn, moeten erop aangesloten worden.

Woningen die in een agglomeratiezone gelegen zijn langs een weg die met rioleringen wordt uitgerust, moeten erop aangesloten worden tijdens de uitvoering van de afwateringswerken.

Art. 6. Zodra de woning op de riolering is aangesloten, moet het stedelijk afvalwater uitsluitend en rechtstreeks via die riolering worden geloosd.

Het water wordt hetzij door zwaartekracht, hetzij met een pompsysteem afgevoerd.

Regenwater kan echter worden afgevoerd via verliesputten, dispersiedraineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewateren.

De aansluitingen op de riolering en op de andere systemen voor waterafvoer uit woningen zijn voorzien van een mangat dat toegankelijk is, en bevinden zich op een plaats waar controle kan worden uitgeoefend op de kwantiteit en de kwaliteit van het daadwerkelijk geloosde water.

§ 2. In afwijking van § 1 kunnen de individuele zuiveringssystemen in werking worden gehouden in het circuit van de aansluiting op de riolering zolang deze niet aangesloten is op een gemeenschappelijk zuiveringsstation.

In afwijking van § 1 en onverminderd de toepassing van artikel 5 is de lozing van regenwater in de scheidingsriolering verboden op de aldus uitgeruste gedeelten van de agglomeratiezone wanneer de weg van een scheidingsriolering is voorzien.

In afwijking van § 1 kan de gemeentelijke verordening, met het akkoord van de zuiveringsinstelling, voor het geheel of een gedeelte van het van rioleringen voorziene gebied de voorwaarden bepalen waaronder een septische put kan worden behouden in het circuit van de aansluiting van de woning op de riolering.

HOOFDSTUK IV. — *Individuele zuivering*

Art. 7. In afwijking van artikel 5 kan het college van burgemeester en schepenen van de gemeente waar de woning gelegen is, als de aansluiting ervan op een riolering omwille van technische problemen overdreven kosten met zich meebrengt, overeenkomstig artikel 9 in plaats van de aansluiting op de riolering instemmen met het gebruik :

1° van een individuele zuiveringseenheid die voldoet aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II of aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III bij dit besluit, voor woningen waarvan de vuilvracht, berekend op grond van de normen bedoeld in bijlage I, kleiner is dan of gelijk is aan 20 i.e.;

2° van een individuele zuiveringsinstallatie die voldoet aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III.2 bij dit besluit, voor woningen waarvan de vuilvracht tussen 20 en 100 i.e. ligt;

3° van een individuele zuiveringsinstallatie die voldoet aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III.3 bij dit besluit, voor woningen waarvan de vuilvracht gelijk is aan of hoger is dan 100 i.e.

Art. 8. § 1. De in een dunbevolkt gebied gelegen woning waarvan de volgens de normen van bijlage I berekende vuilvracht kleiner is dan of gelijk is aan 20 i.e., moet voorzien zijn van een individuele zuiveringseenheid die voldoet aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II of aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III.1 bij dit besluit.

De in een dunbevolkt gebied gelegen woning waarvan de vuilvracht tussen 20 en 100 i.e. ligt, moet voorzien zijn van een individuele zuiveringsinstallatie die voldoet aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III.2 bij dit besluit.

De in een dunbevolkt gebied gelegen woning waarvan de vuilvracht gelijk is aan of kleiner is dan 100 i.e., moet voorzien zijn van een individuele zuiveringsinstallatie die voldoet aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III.3 bij dit besluit.

De plaatsing en de werking van individuele zuiveringseenheden, -installaties en -stations zijn overeenkomstig artikel 9 aan een machtiging onderworpen.

§ 2. De individuele zuiveringseenheden, -installaties

en -stations worden onmiddellijk geplaatst, behalve voor een bestaande woning :

- die ermee uitgerust moet worden uiterlijk 31 december 2005, als de totale vuilvracht hoger is dan 20 i.e.

- die ermee uitgerust moet worden uiterlijk 31 december 2009, als de totale vuilvracht kleiner is dan of gelijk is aan 20 i.e.

§ 3. De personen die individuele zuiveringsinstallaties plaatsen, worden binnen twee maanden na de goedkeuring van het algemeen gemeentelijk afwateringsplan door de gemeente in kennis gesteld van de bij dit besluit opgelegde verplichting en van de in acht te nemen termijn.

Art. 9. § 1. De persoon die de woning op de riolering moet aansluiten en in aanmerking wenst te komen voor de in artikel 7 bedoelde afwijking, moet het in bijlage IV bedoelde aanvraagformulier behoorlijk ingevuld en in tweevoud bij het college van burgemeester en schepenen indienen binnen zestig dagen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

De persoon die krachtens artikel 8 verplicht is de woning van een individueel zuiveringssysteem te voorzien, moet het in bijlage IV bedoelde aanvraagformulier binnen zestig dagen behoorlijk ingevuld en in tweevoud bij het college van burgemeester en schepenen indienen.

§ 2. In het geval van een krachtens artikel 8 ingediende aanvraag om een individuele zuiveringseenheid die voldoet aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II, beschikt het college van burgemeester en schepenen over dertig dagen na ontvangst ervan om ze te onderzoeken en te beslissen.

§ 3. In het geval van een krachtens artikel 7 ingediende aanvraag om een individueel zuiveringssysteem en van een krachtens artikel 8 ingediende aanvraag om een individueel zuiveringssysteem, met uitzondering van de in § 2 bedoelde individuele zuiveringseenheden, bezorgt het college van burgemeester en schepenen het Bestuur een afschrift van het dossier binnen twintig na ontvangst ervan.

Het Bestuur beschikt over veertig dagen om advies uit te brengen. Als het advies niet binnen die termijn wordt gegeven, wordt het geacht gunstig te zijn.

Na ontvangst van het advies of na afloop van de termijn binnen welke het Bestuur zich moet uitspreken, beschikt het college van burgemeester en schepenen over twintig dagen om over de aanvraag te beslissen, na eensluitend advies van het Bestuur.

§ 4. In de in de §§ 2 en 3 bedoelde gevallen wordt de machtiging tot installatie van een individueel zuiveringssysteem verleend onder de opschortende voorwaarde dat de leverancier of de installateur het bewijs levert dat het systeem voldoet aan de sectorale emissienormen bedoeld in bijlage III bij dit besluit.

§ 5. Als een krachtens artikel 7 ingediende aanvraag om afwijking verworpen wordt, moet de aansluiting op de riolering uitgevoerd worden binnen 6 maanden volgend op de in artikel 5 bedoelde termijn. Voor de in artikel 5, § 3, bedoelde woningen kan het college van burgemeester en schepenen deze termijn evenwel inkorten.

§ 6. Zodra een woning waarvoor een machtiging wordt verleend krachtens § 2 of § 3, van een individueel zuiveringssysteem voorzien is, moet het stedelijk afvalwater enkel via dat systeem afgevoerd worden.

HOOFDSTUK V. — *Controle op de werking van de individuele zuiveringssystemen*

Art. 10. Elke persoon die krachtens artikel 9 een individueel zuiveringssysteem mag gebruiken, moet ervoor zorgen dat het goed functioneert en niet hinderlijk is voor de omgeving.

Het is verboden gebruik te maken van een individueel zuiveringssysteem dat niet voldoet aan de normen bedoeld in bijlage II en/of III.

Als een persoon gebruik mag maken van een individuele zuiveringseenheid die aan de in bijlage II bedoelde normen voldoet, moet hij bij de aansluiting en vóór de ondergraving ervan, de installatie laten controleren door een krachtens artikel 11 erkende controleur en het in bijlage VI bij dit besluit bedoelde controleattest vóór de ingebruikneming aan de gemeentelijke overheid sturen.

Een persoon die gebruik mag maken van een ander individueel zuiveringssysteem dan die welke aan de in bijlage II bedoelde sectorale werkingsnormen voldoen, moet bij de aansluiting en vóór de ondergraving ervan de installatie laten controleren door een ambtenaar van het Bestuur die het in bijlage VII bij dit besluit bedoelde controleattest invult. Het Bestuur bezorgt de gemeentelijke overheid binnen tien dagen na de controle een afschrift van het attest.

Art. 11. Elke natuurlijke of rechtspersoon mag een aanvraag om erkenning als controleur van een individuele zuiveringseenheid die aan de in bijlage II bedoelde normen voldoet, bij aangetekend schrijven aan de Minister richten.

De erkenning wordt aangevraagd d.m.v. het formulier bedoeld in bijlage V bij dit besluit.

De Minister kan de overlegging eisen van elk bijkomend stuk of gegeven waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager over de nodige technische bevoegdheden beschikt.

De Minister beslist binnen drie maanden na de indiening van de aanvraag, na advies van het Bestuur.

De erkenning als controleur van een individuele zuiveringseenheid wordt verleend voor een termijn van maximum vijf jaar. Het besluit tot verlening van de erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

De erkenning, die verleend wordt krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, blijft van kracht tot de datum waarop ze vervalft.

De erkenning kan hernieuwd worden aan de hand van hetzelfde formulier en onder dezelfde voorwaarden als die bedoeld in de vorige leden.

Na de houder van de erkenning in staat te hebben gesteld zijn verweermiddelen te doen gelden, kan de Minister de erkenning intrekken :

1° als de erkende controleur een individuele zuiveringseenheid conform acht ofschoon ze niet voldoet aan de normen bedoeld in bijlage II;

2° als de controleur niet meer beschikt over de nodige technische bevoegdheden om zijn opdracht te vervullen;

3° als de beroepsactiviteit van de controleur de objectiviteit van de controle in het gedrang brengt.

HOOFDSTUK VI. — *Rapport en gemeentelijk reglement*

Art. 12. De gemeenten maken het in artikel 34 van het decreet bedoelde rapport op en maken het voor het eerst over aan de Minister binnen zes maanden nadat hij het algemeen gemeentelijk afwateringsplan heeft goedgekeurd.

Het rapport bevat de volgende gegevens, die eveneens voorkomen in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan :

1° een overzicht betreffende de afvoer en de behandeling van het afvalwater van de woningen die op het grondgebied van de gemeenten gelegen zijn, met :

a) voor de afgewaterde gebieden van elke agglomeratie of elk agglomeratiegedeelte :

- het totaal aantal woningen;
- het aantal woningen die op de riolering aangesloten zijn;
- het aantal woningen waarvan het afvalwater door een gemeenschappelijk zuiveringsstation wordt behandeld;
- het aantal woningen die voorzien zijn van een individueel zuiveringssysteem;

b) voor dunbevolkte gebieden :

- het totaal aantal woningen;
- het aantal woningen die voorzien zijn van een individueel zuiveringssysteem;

2° het programma van de afwateringswerken in de af te wateren gebieden en, voor elke agglomeratie of elk agglomeratiegedeelte, een overzicht van elke fase van de geplande werken met :

- het totaal aantal woningen die niet op de riolering aangesloten zijn maar erop aangesloten zullen moeten worden;
- het aantal woningen die op de riolering aangesloten zullen worden en de lengte van de rioleringen waar de afwateringswerken uitgevoerd moeten worden;
- het aantal woningen waarvan het afvalwater na voltooiing van de afwateringswerken door een gemeenschappelijk zuiveringsstation behandeld zal worden.

Krachtens artikel 34 van het decreet wordt dit rapport om de twee jaar bijgewerkt en aan het Bestuur overgemaakt.

Art. 13. De gemeenten wijzigen hun afwateringsreglementen binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit om ze in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 14. De bepalingen van het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming zijn niet meer van toepassing op de overeenkomstig artikel 9 toegelaten individuele zuiveringssystemen.

Art. 15. De systemen voor individuele zuivering die toegelaten zijn krachtens het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, worden geacht aan de normen van dit besluit te voldoen.

Art. 16. Het besluit van de Waalse Regering van 8 december 1994 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater wordt opgeheven.

Art. 17. In artikel 3, 9°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 september 1991 tot vaststelling van de regelen voor de inrichting en de uitwerking van de algemene gemeentelijke afwateringsplannen worden de woorden "of gemeenschappelijk" geschrapt.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 5, eerste lid, dat in werking treedt op 31 maart 1999.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

—
Bijlage I

Begrip inwonerequivalent

De nuttige capaciteit van de zuiveringssystemen voor stedelijk afvalwater wordt bepaald op grond van het aantal inwonerequivalenten van de op het individuele zuiveringssysteem aangesloten woning of groep van woningen.

Er wordt vanuit gegaan dat de dagelijks voortgebrachte vuilvracht, zowel voor eengezinswoningen als voor groepen woningen die slechts huishoudelijke afvalstoffen voortbrengen, uitgedrukt wordt door een aantal inwonerequivalenten dat gelijk is aan het aantal bewoners.

Voor de andere woningen die uitsluitend huishoudelijk afvalwater voortbrengen wordt het aantal inwonerequivalenten berekend als volgt :

<u>Gebouw of complex</u>	<u>Aantal inwonerequivalenten (i.e.)</u>
Fabriek, werkplaats	1 arbeider : 1/2 i.e.
Kantoor	1 bediende : 1/3 i.e.
School zonder baden, stortbaden of keuken (externaat)*	1 leerling : 1/10 i.e.
School met baden en zonder keuken (externaat)*	1 leerling : 1/5 i.e.
School met baden en keuken (externaat)*	1 leerling : 1/3 i.e.
School met baden en keuken (internaat)*	1 leerling : 1 i.e.
Hotel, pension, ziekenhuizen, gevangnissen	1 bed : 1 i.e.
Camping	1 persoon (voorzien) : 1/2 i.e.
Kazerne, verblijfscamping	1 persoon (voorzien) : 1 i.e.
Restaurant	1 persoon : 1/4 i.e. aantal i.e. = 1/4 i.e. x gemiddeld aantal personen per dag
Theater, bioscoop, feestzaal	1 plaats : 1/30 i.e.
Sportpark	1 plaats : 1/20 i.e.

Voor de met een * aangegeven gebouwen of complexen moet het op grond van de tabel berekend aantal i.e. verhoogd worden met 1/2 i.e. per personeelslid dat in de instelling is tewerkgesteld.

Bij de bepaling van de vereiste nuttige capaciteit moet rekening worden gehouden met een eventuele verhoging (forfaitair op 15 % vastgelegd) van het aantal gebruikers van het aangesloten gebouw of complex.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage II

Sectorale werkingsnormen voor individuele zuiveringseenheden

1. Beschrijving van de bestanddelen van een individuele zuiveringseenheid

(last kleiner dan of gelijk aan 20 i.e.)

Een individuele zuiveringseenheid bestaat uit een ontvetter, indien verplicht, uit een bestanddeel voor de voorbehandeling en uit een bestanddeel voor de behandeling; de samenstelling van deze bestanddelen voldoet aan de exploitatienormen bedoeld in punt 2.

1.1. Ontvetter

Principe :

Apparatuur waar het huishoudelijk afvalwater langs vloeit en die de drijvende vetten aan de oppervlakte tegenhoudt.

Ontwerp :

Tank met een minimumcapaciteit van 500 l en met de nodige wanden voor een doeltreffende werking.

Als het huishoudelijk afvalwater slijk of zware afvalstoffen bevat (dichtheid groter dan 1), moet stroomopwaarts de vetafscheider een slibafscheider met een verwijderbare korf worden geplaatst. De slibafscheider heeft een nuttige capaciteit van 200 liter per seconde piekdebiet, met een minimum van 200 liter.

1.2. Bestanddelen voor de voorbehandeling

A) Septische put "sanitair water"

Principe :

De septische put "sanitair water" vangt slechts afvalwater van wc's op. Hij heeft twee essentiële functies :

- het vasthouden van vaste stoffen;
- het door anaërobe uitrotting vloeibaar maken van het op de bodem van de put gevormd slib en van de drijfslaag gevormd door de drijvende vaste stoffen die vastgehouden worden.

Hij leidt het septische afvalwater naar de behandelingsinstallatie.

Ontwerp

De totale nuttige capaciteit onder het wateroppervlak van de septische put bedraagt minimum :

- 300 l per i.e. voor een aantal i.e. dat tussen 1 en 10 ligt, met een minimum van 1.500 l;
- 225 l per i.e. voor een aantal i.e. dat hoger is dan 10, met een minimum van 3.000 l.

De voorkeur wordt gegeven aan de put die de grootste horizontale oppervlakte heeft, met een minimale hoogte van 1 meter onder het wateroppervlak.

Er wordt in verluchting voorzien.

b) Septische put "alle waters"

Princiep :

De septische put "alle waters" vangt al het huishoudelijk afvalwater op (afwas- en keukenwater, water van kamersreiniging, sanitair, enz.).

Hij heeft twee essentiële functies :

- het vasthouden van vaste stoffen;
- het door anaërobe uitrotting vloeibaar maken van het op de bodem van de put gevormd slib en van de drijfslaag gevormd door de drijvende vaste stoffen die vastgehouden worden.

Hij leidt het septische afvalwater naar de behandelingsinstallatie.

Ontwerp :

De totale nuttige capaciteit ervan bedraagt minimum :

- 600 l per i.e. voor een aantal i.e. dat tussen 1 en 10 ligt, met een minimum van 3.000 l;
- 450 l per i.e. voor een aantal i.e. dat hoger is dan 10, met een minimum van 6.000 l.

De voorkeur wordt gegeven aan de put die de grootste horizontale oppervlakte heeft, met een minimale hoogte van 1 meter onder het wateroppervlak.

Er wordt in verluchting voorzien.

c) Bezinkput met twee verdiepingen of Emscherput

Princiep :

De Emscherput maakt de scheiding tussen de bezinking en de gisting mogelijk. Hij kan al het huishoudelijk afvalwater (afwas- en keukenwater, water van kamersreiniging, sanitair, enz.) opvangen.

Ontwerp

De put bestaat uit twee verdiepingen : een bezinkingskamer en een gistingskamer. De eigenlijke bezinkingskamer wordt begrensd door de wand van de put en door twee hellende vlakken waarlangs het afval naar de gistingskamer stroomt. Een scheidingsapparaat verhindert het terugvloeien van het gistingslib en de gassen naar de bezinkingskamer.

De bezinkingskamer heeft een nuttige capaciteit van ten minste 50 l per i.e., met een minimum van 500 l boven het horizontale vlak in contact met de onderste rand van het kortste hellende vlak.

De gistingskamer heeft een nuttige capaciteit van ten minste 200 l per i.e., met een minimum van 1.500 l onder het horizontale vlak gelegen 0,10 m onder de onderste rand van het langste hellende vlak van de bezinkingskamer.

De voorkeur wordt gegeven aan de put die de grootste horizontale oppervlakte heeft, met een minimale hoogte van 1 meter onder het wateroppervlak.

De put wordt verlucht.

1.3. Bestanddelen voor de behandeling (onvolledige lijst)

a) Aërobe bacteriefilter

Princiep

Het procédé bestaat erin het te zuiveren afvalwater te laten percoleren door de nodige opstapeling van poreus materiaal dat in contact is met de lucht.

Micro-organismen bezetten de oppervlakte van dit materiaal door een vaste biologische laag te vormen en trekken de organische en voedzame stoffen uit het sijpelende afvalwater door de zuurstof van de omgevende lucht te verbruiken.

De bacteriefilters zijn des te doeltreffender als het door de poreuze filter stromende afvalwater eenvormig verdeeld wordt over de oppervlakte ervan en als de hoeveelheid afvalwater die door de poreuze filter stroomt, zo dikwijls als nodig doorstroomt zodat de in het water aanwezige stoffen voldoende worden uitgetrokken.

Ontwerp

De klassieke bacteriefilter bestaat van boven tot onder uit :

- een verdeler die het stedelijk afvalwater gelijkmatig verspreidt over de hele oppervlakte van het filterbed;
- een laag filtermateriaal die ten minste 1 m dik is, samengesteld uit inert granulaat met een korrelgrootte van 50/80 mm of uit synthetische elementen vormende een specifieke oppervlakte die minstens gelijkwaardig is aan die van het inerte granulaat (steunmateriaal);
- een fundering die voormelde laag draagt en zodanig aangelegd is dat ze de vrije afvloeiing van het afvalwater en de voortdurende beluchting van het filterbed langs onder mogelijk maakt.

De bacteriefilter mag niet ondergedompeld zijn, zelfs niet gedeeltelijk.

Het filterbed heeft een nuttige capaciteit van ten minste 150 l per i.e., met een minimum van 1.500 l.

Stroomopwaarts en -afwaarts van het filterbed moet een beluchtingssysteem worden aangebracht d.m.v. een luchtpijp van ten minste 100 mm diameter.

De afvoer van het behandeld water, die gekoppeld kan worden aan de recirculatie van het afvalwater, wordt doorgevoerd d.m.v. van een elektromechanische pomp.

b) Microstations

met geactiveerd slib

Princiep

Deze vorm van behandeling is gebaseerd op de aanhoudende verluchting van geactiveerd slib waarvan een voldoende hoeveelheid achterblijft in een vat waar een stroom te zuiveren afvalwater langs vloeit. Het slib wordt gevormd door vrije bacteriën die voor de aërobe gisting zorgen.

Het afvalwater moet er lang genoeg blijven om de nodige zuiveringsgraad te bereiken.

De natuurlijke zelfreiniging die in de waterlopen plaatsvindt, wordt in dit geval kunstmatig geïntensifieerd door het handhaven van een hoge slibconcentratie en door het inblazen van de lucht die noodzakelijk is voor het aërobe werk van de bacteriën.

Ontwerp

Het microstation bestaat uit twee vakken. Het eerste is bestemd voor de beluchting van het afvalwater dat gezuiverd moet worden d.m.v. een verluchttingspomp die eventueel met tussenpozen werkt. Het tweede is bestemd voor het bezinken en het afscheiden van de biomassa, de stoffen in suspensie en het afvalwater.

De recirculatie van de in het bezinkingsvak opeengehoopte biomassa naar het beluchttingsvak moet door zwaartekracht of d.m.v. een pompsysteem geschieden.

Het microstation moet slibophoping mogelijk maken over 4/10 van de totale hoogte van het afvalwater dat zich in het station bevindt.

Het bezinkingsvak moet voorzien zijn van een uitgangssysteem om te beletten dat de drijvende deeltjes samen met het gezuiverde water wegvloeien.

Het beluchttings- en het bezinkingsvak kunnen achter of naast elkaar worden geplaatst.

Het waterpeil in het microstation bedraagt minimum 1,20 m.

De totale nuttige capaciteit bedraagt ten minste :

- 200 l per i.e., met een minimum van 750 l voor het beluchttingsvak;

- 200 l per i.e., met een minimum van 750 l voor het bezinkingsvak.

met vastgelegde biomassa

Principe :

De zuivering geschiedt dank zij de werking van de verluchte biomassa die vastgelegd wordt op een inert steunvak dat geheel of gedeeltelijk ondergedompeld is in het te zuiveren water.

Het afvalwater moet er lang genoeg blijven om de nodige zuiveringsgraad te bereiken.

Ontwerp :

Het microstation met vastgelegde biomassa bestaat uit een ophoping van vaste doorgaans uit kunststof vervaardigde bestanddelen die in het te zuiveren water zijn ondergedompeld en waaraan de bacteriën die voor de zuivering zorgen, kleven.

De zuurstof wordt aangevoerd d.m.v. een compressor die de nodige hoeveelheid lucht gelijkmatig injecteert over het geheel van de ondergedompelde filter; er moet worden voorzien in een systeem voor de scheiding en de afvoer van de overtollige biomassa.

1.4. Andere procédés

Elke individuele zuiveringseenheid waarvan het principe en het ontwerp niet beantwoorden aan de sectorale normen bedoeld in deze bijlage, kan toegelaten worden voor zover ze voldoet aan de emissie- en exploitatienormen bedoeld in bijlage III.1.

2. Exploitatienormen voor individuele zuiveringseenheden

2.1. Algemene normen

a) Alle bestanddelen van de individuele zuiveringseenheid moeten buiten de woning worden geplaatst, met uitzondering van de eventuele ontvetter waarvan de plaatsing vrij is;

b) de individuele zuiveringseenheid is alleen voor stedelijk afvalwater bestemd; het regenwater mag in geen geval langs één van haar bestanddelen vloeien.

Het regenwater kan evenwel via verliesputten, dispersiedraineerbuizen, kunstmatige afwateringswegen of oppervlaktewater afgevoerd worden;

c) elk bestanddeel van een individuele zuiveringseenheid is voorzien van een geschikte opening met een afneembare stop, die toegankelijk is om te kunnen nagaan of de apparatuur functioneert en om ze te kunnen onderhouden;

d) tussen het laatste bestanddeel van de individuele zuiveringseenheid en de plaats waar het afvalwater wordt afgevoerd, moet een kijkgat met een afneembare stop geplaatst worden;

e) er moet worden voorzien in een waterpomp als de topografie zwaartekrachtafvoer niet toelaat;

f) de individuele zuiveringseenheid bestaat uit een bestanddeel voor de voorbehandeling en uit een bestanddeel voor de behandeling die geïntegreerd kunnen worden;

g) als het afvalwater bijna uitsluitend uit keukenwater (gemeenschappelijke en/of commerciële keukens, restaurants) bestaat, is de plaatsing van een ontvetter verplicht behalve als het krachtens bijlage III toegelaten zuiveringssysteem in die functie voorziet;

h) als het bestanddeel voor de voorbehandeling een septische put van het type "sanitair water" is, is de plaatsing van een ontvetter verplicht, behalve als het krachtens bijlage III toegelaten zuiveringssysteem in die functie voorziet;

i) de septische put is van het type "alle waters" of van het type "bezinking met twee verdiepingen". Voor de op de datum van inwerkingtreding van dit besluit bestaande woningen is de septische put van het type "sanitair water" toegelaten;

j) reinigings- of hemelwater dat oliën of brandstoffen bevat, mag niet langs de individuele zuiveringseenheid vloeien, maar moet afgevoerd worden via een met een coalescentiefilter uitgeruste koolwaterstofafscheider waarvoor desnoods een slibafscheider is geplaatst.

Deze apparatuur moet gedimensioneerd worden overeenkomstig de norm DIN 1999 of elke andere norm of code van goede praktijk die gelijkwaardige eisen stelt;

k) de voor de goede werking van de individuele zuiveringseenheid vereiste elektromechanische toestellen moeten uitgerust zijn met een alarm om elke storing te voorkomen;

l) overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, wordt het water dat gezuiverd is door een individuele zuiveringseenheid in goede staat en geloosd wordt in de gewone oppervlaktewateren of in een kunstmatige afvoerweg voor regenwater, geacht te voldoen aan de algemene lozingsnormen voor normaal huisafvalwater, behalve wat betreft de bepalingen van de artikelen 6-3°, 6-4°, 6-5°b en 29-4° die niet meer van toepassing zijn in het Waalse Gewest;

m) om elk gevaar voor verstopping van de dispersiedraineerbuizen te voorkomen, is de aanleg van een kolloïdevanger aanbevolen wanneer de afvoer van het gezuiverde water in de grond plaatsvindt.

2.2. Toegelaten afvoertechnieken

Als het gezuiverde afvalwater afkomstig van het laatste bestanddeel van de individuele zuiveringseenheid niet kan worden afgevoerd via een kunstmatige afvoerweg of in normaal oppervlaktewater, kan gebruik worden gemaakt van de volgende apparaturen, die ter informatie gedimensioneerd zijn voor de afvoer van het door minder dan 6 i.e. voortgebrachte afvalwater :

a) Ondergrondse verspreiding

De ondergrondse verspreiding geschiedt d.m.v. insijpelingsgeulen.

De geulen zijn 50-70 cm diep en 30-80 cm breed, al naar gelang de aard van de bodem. De geulen zijn 2 à 3 m van elkaar verwijderd en de lengte ervan verschilt naar gelang van het aantal gebruikers en van de doorlatendheid van de grond.

De bodem van de geul is opgevuld met een laag filtreermateriaal van ongeveer 15 cm dik, met name gebroken grind of steenslag (korrelgrootte 20/60). De stijve dispersiedraineerbuisen worden horizontaal op dat grindbed aangelegd. Deze draineerbuisen hebben een nominale diameter van 100 à 125 mm. De openingen van de draineerbuisen bestaan uit spleten of gaten die tot een goede verstrooiing van de vloeistof bijdragen. De voegen zijn afgedekt met een strook asfaltbitumenvilt of roofing, of beter, met niet-geweven geotextiel. De draineerbuisen zijn afgedekt met een grindlaag (20/52) van 5 cm.

Daarna wordt een onrotbaar en niet vervuilend membraan op het grind aangebracht om dichtslibben te voorkomen.

De geul wordt vervolgens met vegetale grond opgehoogd.

Het draineernet wordt aangelegd op een vlak dat zo horizontaal mogelijk is (homogene verspreiding). Als het terrein op een helling van meer dan 5cm/m ligt, worden de draineerbuisen haaks op de helling aangelegd (evenwijdig met de hoogtelijnen).

Aan het einde van het verspreidingscircuit worden de draineerbuisen verbonden met een dwarse leiding waarop een verticale buis voor luchtcirculatie aangesloten is. De mond van die buis is voorzien van traliewerk dat eventueel door geventileerde kijkgaten kan worden vervangen.

De dimensionering van een ondergrondse verspreidingsinstallatie hangt af van verschillende parameters betreffende de kenmerken van de bestaande bodem :

- het grondwaterpeil;
- de doorlatendheid van de bodem;
- de onderliggende laag;
- de topografie;
- de nabijheid van een eventueel drinkwatertappunt.

De ondergrondse verspreiding heeft de volgende dimensioneringen :

- 15 m² geul, hetzij een geul van 25 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandgrond met een doorsijpelsnelheid van 50 tot 500 mm/u en een grondwaterlaag die op meer dan 1,5 m onder de grond ligt;
- 20 m² geul, hetzij een geul van 35 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandgrond met een doorsijpelsnelheid van 50 tot 500 mm/u en een grondwaterlaag die 1,5 m à 1 m onder de grond ligt;
- 25 m² geul, hetzij een geul van 42 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandleemgrond met een doorsijpelsnelheid van 20 tot 50 mm/u en een grondwaterlaag die op meer dan 1,5 m onder de grond ligt;
- 30 m² geul, hetzij een geul van 50 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor zandleemgrond met een doorsijpelsnelheid van 20 tot 50 mm/u en een grondwaterlaag die 1,5 m à 1 m onder de grond ligt;
- 40 m² geul, hetzij een geul van 70 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor leemgrond met een doorsijpelsnelheid van 10 tot 20 mm/u en een grondwaterlaag die op meer dan 1,5 m onder de grond ligt;
- 50 m² geul, hetzij een geul van 85 m lang, 0,60 m breed en 0,60 m diep voor leemgrond met een doorsijpelsnelheid van 10 tot 20 mm/u en een grondwaterlaag die 1,5 m à 1 m onder de grond ligt.

De doorsijpelsnelheid kan bepaald worden als volgt :

Doorlatendheidstest waarbij de doorsijpelsnelheid kan worden benaderd

Om er zeker van te zijn dat het voor ondergrondse verspreiding bestemde gebied de nodige dimensionering heeft, is het aanbevolen de volgende test uit te voeren, waarbij rekening moet worden gehouden met het feit dat hij :

- liefst niet wordt uitgevoerd bij buig weer of bevroren grond;
- niet noodzakelijk is als de grond op een diepte van 50 cm zandhoudend is en een snelle doorsijpeling toelaat; vereist materiaal :
- een spade;
- een PVC-buis die ongeveer 30 cm lang is, met, om de centimeter, een merk voor de binnenmeting.

Werkwijze :

De representatieve waarde van de doorsijpelingscoëfficiënt wordt berekend op grond van vier proeven die uitgevoerd moeten worden op vier verschillende plaatsen van het voor de ondergrondse verspreiding bestemde gebied (ze mogen niet gelijktijdig worden uitgevoerd). Voor elke proef moeten de volgende handelingen worden verricht :

- een gat van 50 cm diep (gepland niveau van de draineerbuis) graven, met een horizontale bodem waarvan de diameter ongeveer 30 cm bedraagt;
- de bodem van het gat met een krabber insnijden over een dikte van 1 cm;
- de PVC-buis loodrecht op de bodem en in het midden van het gat plaatsen;
- de buis in verticale positie houden door de grond tot een hoogte van 20 cm rondom de buis op te hogen en door hem beetje bij beetje zo goed mogelijk aan te stampen;
- de bodem van de buis met 5 cm rijnzand opvullen;
- de buis over 20 cm met klaar water opvullen en het peil tijdens 4 uur handhaven als de grond vochtig is, en gedurende 12 uur als de grond tamelijk droog is (de buis mag nooit drooggelegd worden);
- na afloop van die 4 of 12 uren, het waterpeil in de buis een laatste keer op 15 cm boven de rijnzandlaag brengen. Daarna gedurende 4 uur om de 30 minuten de daling van het waterpeil meten. De laatste meting wordt gebruikt om de doorsijpelsnelheid te bepalen;

- bij hoge doorsijpelsnelheid (buis die binnen 30 minuten leegloopt) moet het waterpeil gedurende één uur om de 10 minuten worden gemeten door de buis opnieuw met water op te vullen.

Opmerking : als bij de graving van het gat roestdeeltjes, grijs-blauwe vlekken, stilstaand water, een hoge vochtigheidsgraad of de aanwezigheid van water in de grond worden opgemerkt, moet de verspreiding gedimensioneerd worden voor een slecht gedraineerde grond.

Interpretatie van de resultaten :

- op grond van het laatste resultaat van de op de vier verschillende plaatsen uitgevoerde metingen wordt een gemiddelde berekend door de vastgestelde dalingen, die in centimeter worden uitgedrukt, op te tellen en door 4 te delen;

- de aldus verkregen waarde wordt gedeeld door 30 minuten, d.w.z. de tijd waarin de waterpeilen worden opgemeten (men deelt door 10 minuten als de dalingen binnen deze tijd worden vastgesteld). Deze waarde stemt overeen met de in cm/minuut uitgedrukte doorsijpelsnelheid;

- deze waarde wordt in mm/uur omgezet door het resultaat met 600 te vermenigvuldigen;

- de ondergrondse verspreiding kan gedimensioneerd worden op grond van het nieuwe resultaat, zoals bedoeld in het desbetreffende punt.

Tabel I :

De in de tabel vermelde gegevens dienen om de nodige maatregelen te bepalen met het oog op een goede ondergrondse verspreiding naar gelang van de in cm/min uitgedrukte doorsijpelsnelheid.

Het onderhoud van de apparatuur bestaat er met name in regelmatig na te gaan of het effluent gelijkmatig verspreid wordt over de verschillende draineerbuisen.

b) Zandfilter

De zandfilter bestaat van onder tot boven uit :

- een laag gewassen rivierzand (0,2 tot 0,6 mm) van 60-70 cm dik;

- een laag grind (korrelgrootte 20/80), 25-30 cm dik waarin de stijve draineerbuisen horizontaal zijn aangelegd. De buizen hebben een diameter van 100 à 125 mm en zijn ten minste 1 m van elkaar verwijderd.

De doorboringen van die buizen zijn spleten of gaten die tot een goede verstrooiing van de vloeistof bijdragen.

De draineerbuisen zijn over een horizontaal vlak verspreid. Ze zijn aan het einde van het circuit verbonden met een dwarse leiding waarop een verticale buis voor luchtcirculatie aangesloten is. Het buitenste uiteinde van die buis is voorzien van traliewerk dat eventueel door geventileerde kijkgaten kan worden vervangen.

Er wordt een onrotbaar en niet vervuilend membraan op het grind aangebracht om dichtslibben te voorkomen.

Het geheel wordt daarna opgehoogd met een laag vegetale grond van 15 à 30 cm.

De oppervlakte van de zandfilter stemt overeen met een ondergrondse verspreiding voor een goed gedraineerde zandgrond, d.w.z. 10 m²/i.e. met een minimum van 35 m².

Het onderhoud bestaat er met name in regelmatig na te gaan of het effluent gelijkmatig verspreid wordt over de verschillende draineerbuisen.

Tabel I

Individuele zuivering - dimensionering van de verspreiding voor een woning van maximum 5 i.e.

Doorsijpelingsstest van variabel niveau

Doorsijpelsnelheid cm/min	V>2,5	2,5	1,25	0,8	0,6	0,5	0,25	0,17	0,085	0,055	0,044	<0,04
Verspreidingsoppervlakte : m ² lengte van de draineerbuis : m (geul 0,60 m)	(1)	13	16	19	22	24	31	36	47	56	62	(2)
		22	27	32	37	40	52	60	78	93	103	
	Grind grof zand + de 500	Middelgrof zand			Fijn zand Zandhoudend leem			Leem Kleihoudend leem Zandhoudend leem Leemhoudend klei		Klei Mergel		
		500 à 50			50 à 20			20 à 10				
Maatregel voor slecht gedraineerde grond (stilstaand water, roest, zwarte aderen, ...) en/of terreinhelling boven 8 %		30 à 35 m ² filterbed			24 à 36 m ³ geulen + drainering van de ondergrond of 50 m ³ filterbed			36 à 62 m ³ geulen + drainering van de ondergrond of 80 m ³ filterbed				

(1) Als de doorsijpelsnelheid hoger is dan 2,5 cm/min., moet de draineerondergrond door inneming van fijn zand of leem omgewerkt worden om een snelheid van 2,5 à 0,04 cm/min. te bereiken.

(2) Idem (1), maar als de doorsijpelsnelheid nog steeds kleiner is dan 0,04 cm/min., moet een specialist worden geraadpleegd om een gepaste oplossing te vinden.

c) Filterbed

Het natuurlijke terrein moet eerst gelijkgemaakt worden. Het filterbed bestaat uit een 1 m hoge laag zand waarin de insijpelingsgeulen worden aangebracht.

De insijpelingsgeulen zijn 0,80 à 1,20 m breed, 60 cm diep en ten minste 1 m van elkaar verwijderd.

De onderste 30 cm van de geul worden opgevuld met grind 10/80 waarin de stijve draineerbuisen worden aangebracht. De buizen hebben een diameter van 100 à 125 mm.

De boringen van de draineerbuizen zijn spleten van 4 à 6 mm breed die 20 à 30 cm van elkaar verwijderd zijn, of gaten die tot een vlotte verstrooiing van de vloeistof bijdragen. Een onrotbaar en niet vervuilend membraan overdekt de insijpelingsgeulen en het zand om dichtslibben te voorkomen. Het membraan wordt vervolgens overdekt met een bebouwbare grondlaag van 25 cm.

De vereiste oppervlakte voor de oprichting van het filterbed is 5 m² per i.e., met minimum 20 m² grondoppervlakte.

Het onderhoud bestaat er met name in regelmatig na te gaan of het af te voeren effluent keurig wordt verspreid in de kamer van de waterpomp.

Als het gezuiverd water niet kan worden afgevoerd op één van de wijzen bedoeld in deze bijlage, kan evenwel het gebruik van een zinkput worden toegelaten door het college van burgemeester en schepenen, na eensluitend advies van het Bestuur, Directie grondwater.

2.3. Verplichtingen van de leverancier

De leverancier van een individuele zuiveringseenheid die aan de sectorale werkingsnormen van bijlage II voldoet, bezorgt de koper die een individuele zuiveringseenheid in het Waalse Gewest mag installeren, een attest waarbij wordt bevestigd dat de eenheid voldoet aan de sectorale emissienormen van bijlage III.1.1. bij dit besluit als ze onder normale omstandigheden wordt gebruikt. Daartoe vult hij het in bijlage IV bedoelde formulier in.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw
G. LUTGEN

Bijlage III

Sectorale emissie- en exploitatienormen voor individuele zuiveringsinstallaties

1. Sectorale emissie- en exploitatienormen voor individuele zuiveringsinstallaties (gelijk aan 20 i.e. of minder)

1.1. Sectorale emissienormen

Parameters	Concentratie	Referentiemethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20°C) zonder nitrificatie (3)	70 mg/l 02	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Bepaling van het opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	180 mg/l 02	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen (4)	60 mg/l	- Filtrering van een representatief monster door een 0,45 m-filtermembraan Droging bij 105 °C en wegen. - Centrifugeren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200 g), drogen bij 105 °C en wegen

(2) Lozingen uit bezinkvijvers worden geanalyseerd aan de hand van gefilterde monsters; de concentratie aan gesuspendeerde stoffen in de ongefilterde watermonsters mag echter niet hoger zijn dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen; totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.

1.2. Exploitatie-normen

1.2.1. Algemene normen

De in bijlage II.2.1. bij dit besluit bedoelde algemene normen zijn van toepassing.

1.2.2. Toegelaten afvoertechnieken

De in bijlage II.2.2. bij dit besluit bedoelde toegelaten afvoertechnieken zijn van toepassing.

1.2.3. Verplichtingen van de leverancier

De leverancier van een individuele zuiveringseenheid bezorgt de koper die een individuele zuiveringseenheid in het Waalse Gewest mag installeren, een attest waarbij wordt bevestigd dat de eenheid voldoet aan de sectorale emissienormen bedoeld in bijlage III.1.1. bij dit besluit als ze onder normale omstandigheden wordt gebruikt. Daartoe vult hij het in bijlage IV bedoelde formulier in.

2. Sectorale émissie- en exploitatienormen VOOR individuele zuiveringsinstallaties (tussen 20 en 100 i.e.)

2.1. Sectorale exploitatienormen

Parameters	Concentratie	Minimumpercentage van vermindering (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20°C) zonder nitrificatie (3)	50 mg/l O ₂	80	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Bepaling van het opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer.
Chemisch zuurstofverbruik (CZV)	160 mg/l O ₂	80	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen (4)	60 mg/l	90 (4)	- Filtrering van een representatief monster door een 0,45 m-filter membraan Droging bij 105 °C en wegen. - Centrifugeren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200 g), drogen bij 105 °C en wegen

(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent. De voorkeur wordt gegeven aan de concentratiewaarden; als de concentratiewaarden niet in acht kunnen worden genomen omdat de activiteit die afvalwater genereert, seizoengebonden is, kunnen de in verminderingpercentage uitgedrukte sectorale normen worden gebruikt.

(2) Lozingen uit bezinkvijvers worden geanalyseerd aan de hand van gefilterde monsters; de concentratie aan gesuspendeerde stoffen in de ongefilterde watermonsters mag echter niet hoger zijn dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen; totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.

(4) Deze vereiste is facultatief.

2.2. Exploitatienormen

2.2.1. Algemene normen

a) Alle bestanddelen van de individuele zuiveringseenheid moeten buiten de woning worden geplaatst, met uitzondering van de eventuele ontvetter waarvan de plaatsing vrij is;

b) de individuele zuiveringseenheid is alleen voor stedelijk afvalwater bestemd; het regenwater mag in geen geval langs één van haar bestanddelen vloeien.

Het regenwater kan evenwel via verliesputten, dispersiedraineerbuizen, kunstmatige afvoerwegen of oppervlaktewater afgevoerd worden;

c) elk bestanddeel van een individuele zuiveringseenheid is voorzien van een geschikte opening met een afneembare stop, die toegankelijk is om te kunnen nagaan of de apparatuur functioneert en om ze te kunnen onderhouden;

d) tussen het laatste bestanddeel van de individuele zuiveringseenheid en de plaats waar het afvalwater wordt afgevoerd moet een kijkgat met een afneembare stop geplaatst worden;

e) er moet voorzien worden in een waterpomp als de topografie zwaartekrachtafvoer niet toelaat;

f) de plaatsing van een ontvetter is verplicht voor zover keukenwater wordt geloosd, behalve als het krachtens bijlage III toegelaten zuiveringssysteem in deze functie voorziet;

g) reinigings- of hemelwater dat oliën of brandstoffen bevat, mag niet door een individuele zuiveringseenheid behandeld worden, maar moet afgevoerd worden via een met een coalescentiefilter uitgeruste koolwaterstofafscheider waarvoor desnoods een slibafscheider is geplaatst.

De afmetingen van deze apparatuur moeten voldoen aan de norm DIN 1999 of aan elke andere norm of code van goede praktijk die gelijkwaardige eisen stelt;

h) de voor de goede werking van de individuele zuiveringseenheid vereiste elektromechanische toestellen moeten uitgerust zijn met een alarm om elke stoornis te voorkomen;

i) overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, wordt het water dat gezuiverd is door een individuele zuiveringseenheid in goede staat, en geloosd wordt in de gewone oppervlaktewateren of in een kunstmatige afvoerweg voor regenwater, geacht te voldoen aan de algemene lozingsnormen voor normaal huisafvalwater, behalve wat betreft de bepalingen van de artikelen 6-3°, 6-4°, 6-5° b en 29-4° die niet meer van toepassing zijn in het Waalse Gewest;

j) om elk gevaar voor verstopping van de dispersiedraineerbuizen te voorkomen, wordt de aanleg van een kolloïdevanger aanbevolen wanneer het gezuiverd water in de grond wordt afgevoerd.

2.2.2. Toegelaten afvoertechnieken

Het gezuiverde afvalwater afkomstig van het laatste bestanddeel van de individuele zuiveringseenheid kan via een kunstmatige afvoerweg of in normaal oppervlaktewater worden afgevoerd.

Als het afvalwater niet tegen een redelijke prijs kan worden afgevoerd, kunnen de ondergrondse verspreiding, de zandfilter of het filterbed na eensluitend advies van het Bestuur worden gebruikt.

2.2.3. Verplichtingen van de leverancier

De leverancier van een individuele zuiveringseenheid bezorgt de koper die een individuele zuiveringseenheid in het Waalse Gewest mag installeren, een attest waarbij wordt bevestigd dat de eenheid voldoet aan de sectorale emissienormen bedoeld in bijlage III.1.1. bij dit besluit als ze onder normale omstandigheden werkt. Daartoe vult hij het in bijlage IV bedoelde formulier in.

3. Sectorale émissie- EN exploitatienormen voor individuele zuiveringsinstallaties (hoger dan of gelijk aan 100 i.e.)
3.1. Sectorale emissienormen

Parameters	Concentratie	Minimaal verminderingspercentage (1)	Referentiemeetmethode (2)
Biochemisch zuurstofverbruik (BZV bij 20°C) zonder nitrificatie (3)	30 mg/l 02	70-90	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Bepaling van het opgeloste zuurstof vóór en na een incubatie van 5 dagen bij 20 °C +/- 1 °C in volledige duisternis. Toevoeging van een nitrificatieremmer.
Chemisch zuurstofverbruik(CZV)	125 mg/l 02	75	Gehomogeniseerd, niet gefilterd, niet gedecanteerd monster. Kaliumbichromaat.
Totale hoeveelheid gesuspendeerde stoffen (4)	60 mg/l	90 (4)	- Filtrering van een representatief monster door een 0,45 m-filter membraan Droging bij 105 °C en wegen. - Centrifugeren van een representatief monster (ten minste 5 minuten, met gemiddelde versnelling van 2.800 tot 3.200 g), drogen bij 105 °C en wegen

(1) Vermindering t.o.v. de vracht van het influent. De voorkeur wordt gegeven aan de concentratiewaarden; als de concentratiewaarden echter niet in acht kunnen worden genomen omdat de activiteit die afvalwater genereert, seizoengebonden is, kunnen de in verminderingpercentage uitgedrukte sectorale normen worden gebruikt.

(2) Lozingen uit bezinkvijvers worden geanalyseerd aan de hand van gefilterde monsters; de concentratie aan gesuspendeerde stoffen in de ongefilterde watermonsters mag echter niet hoger zijn dan 150 mg/l.

(3) Deze parameter kan door een andere worden vervangen; totaal organische koolstof (TOK) of totaal zuurstofverbruik (TZV) indien er een verband kan worden gelegd tussen BZV en de vervangende parameter.

(4) Deze vereiste is facultatief.

3.2. Exploitatienormen

De in bijlage III.2.2.1. bij dit besluit bedoelde algemene normen zijn van toepassing.

3.2.2. Toegelaten afvoertechnieken

Het gezuiverde afvalwater afkomstig van het laatste bestanddeel van de individuele zuiveringseenheid kan via een kunstmatige afvoerweg of in normaal oppervlaktewater worden afgevoerd.

3.2.3. Verplichtingen van de leverancier

De leverancier van een individuele zuiveringseenheid bezorgt de koper die een individuele zuiveringseenheid in het Waalse Gewest mag installeren, een attest waarbij wordt bevestigd dat de eenheid voldoet aan de sectorale emissienormen van bijlage III.1.1. bij dit besluit als ze onder normale omstandigheden wordt gebruikt. Daartoe vult hij het in bijlage IV bedoelde formulier in.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage IV

Vergunningsaanvraag voor individuele zuiveringssystemen

1. Aanvraag gericht aan het Bestuur van de gemeente.....

op het grondgebied waarvan de uit te rusten woning(en) gelegen is (zijn).

Aanvraag ingediend op.....

2. Inhoud van de vergunningsaanvraag betreffende de uitrusting van één of meer in een dunbevolkt gebied gelegen woning/en.

a) Personalialia van de aanvrager

- Natuurlijke persoon

Naam :

Voornaam :

Straat :

nr. :

bus :

Postnummer :

Gemeente :

Tel. :

- Rechtspersoon

Benaming :

Rechtskundig Statuut :

Maatschappelijke zetel :

Straat :

Nr. :

bus :

Postnummer :

Gemeente :

Tel. :

b) Beschrijving van de woning of van de groep van woningen die moet worden voorzien van een individueel zuiveringssysteem dat aan de in bijlage ii of iii bedoelde normen voldoet

Ligging

Nr. van het kadastraal perceel :

Straat :

nr. :

bus :

Postnummer :

Gemeente :

Functie(s) van elk gebouw :

Aantal bewoners van de woning :

Aantal i.e. berekend volgens bijlage I :

Topografie van het terrein waarop de woning gelegen is :

c) Voorwerp van de aanvraag

individuele zuiveringseenheid ≤ 20 i.e.

individuele zuiveringsinstallatie > 20 i.e. < 100 i.e.

individueel zuiveringsstation ≥ 100 i.e.

d) Beschrijving van het individuele zuiveringssysteem

1° Bestanddelen waarin voorzien wordt

- ontvetter

- voorbehandeling

septische put "sanitair water"

septische put "alle waters"

bezinkput met twee verdiepingen of Emscherput

- behandeling

aërobe bacteriefilter

microstation met geactiveerd slib

microstation met vastgelegde biomassa

andere technieken

2° Het gezuiverde afvalwater wordt geloosd in

oppervlaktewater

een kunstmatige afvoerweg

de grond : ondergrondse verspreiding :

totale lengte van de draineerbuizen :

nodige terreinoppervlakte :

resultaat van de doorlatendheidstest :

zandfilter : totale lengte van de

draineerbuizen :

nodige terreinoppervlakte :

filterbed : totale lengte van de draineerbuizen :

nodige terreinoppervlakte :

zinkput : diameter en diepte van de zinkput

Als er geen andere oplossing is, wordt voorgesteld een septische put te gebruiken. In dit geval wordt de vergunning verleend na eensluitend advies van het Bestuur.

3. Inhoud van de vergunningsaanvraag betreffende een in een agglomeratie gelegen woning of groep van woningen waar voorzien wordt in de installatie van een individueel zuiveringssysteem overeenkomstig artikel 9 van dit besluit.

De rubrieken 2. a), b), c) en d) moeten ingevuld worden voor een aanvraag om vergunning tot uitrusting van een in een dunbevolkt gebied gelegen woning of groep van woningen.

De rubriek e) hieronder mag slechts ingevuld worden door een aanvrager die zijn woning wenst te voorzien van een individueel zuiveringssysteem omdat hij verplicht is ze op de riolering aan te sluiten.

e) Wettiging van het gebruik van een individueel zuiveringssysteem

1° afschrift van het kadastrale plan;

2° omschrijving van de met rioleringen uitgeruste omliggende wegen en, in voorkomend geval, van de omliggende wegen die overeenkomstig het algemeen gemeentelijk afwateringsplan met rioleringen moeten worden uitgerust;

3° omschrijving van de technische problemen die ondervonden worden om de woning op de riolering aan te sluiten;

4° raming van de kosten voor de aansluiting van de woning op de riolering en wettiging van de overdreven kosten.

4. Vergunning die moet worden ingevuld door het gemeentebestuur van.....

Naam van de gemeenteambtenaar die het aanvraagdossier heeft behandeld :.....

De aanvraag slaat op één of meer woningen gelegen in een dunbevolkt gebied zoals vermeld in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan : JA NEE

De aanvraag slaat op één of meer woningen gelegen in een agglomeratie zoals vermeld in het algemeen gemeentelijk afwateringsplan : JA NEE

Alhoewel in een agglomeratie gelegen, kan/kunnen de woning(en) waarop de aanvraag slaat, met een individueel zuiveringssysteem uitgerust worden, na advies van het Bestuur, Afdeling Water, Directoraat-Generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest, gegeven op.....

De vergunning tot installatie van een individueel zuiveringssysteem wordt door het college van burgemeester en schepenen verleend om de volgende reden :.....

De volgende opmerkingen moeten in acht worden genomen :.....

De aanvraag wordt geweigerd om de volgende reden :

.....

Voor het college van burgemeester en schepenen
gemeentezegel

Datum :

Handtekening van de gemeentesecretaris :

Handtekening van de burgemeester :

5. Attest dat de leverancier of de installateur moet invullen bij de levering of de installatie van het individuele zuiveringssysteem.

Personalía van de leverancier of de installateur

- Natuurlijke persoon

Naam :

Voornaam :

Straat :

nr. : bus :

Postnummer :

Gemeente :

Tel. :

- Rechtspersoon

Benaming :

Rechtskundig Statuut :

Maatschappelijke zetel :

Straat :

Nr. : bus :

Postnummer :

Gemeente :

Tel. :

verklaart dat het in deze vergunningsaanvraag bedoelde individuele zuiveringssysteem voldoet aan de sectorale emissienormen zoals bepaald in :

- bijlage III 1 0

- bijlage III 2 0

- bijlage III 3 0

bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater, wanneer het onder normale omstandigheden wordt gebruikt.

Handtekening van de leverancier of de installateur :

Een afschrift van de luiken 4 en 5 wordt overgemaakt aan de erkende controleur of aan de ambtenaar van het Bestuur die de installatie moet controleren vooraleer ze ondergegraven wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage V

**Aanvraag om erkenning als controleur van individuele zuiveringseenheden
die voldoen aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II**

Te richten aan de "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement - Division de l'Eau - Service d'épuration des eaux usées" (Directoraat-Generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu - Afdeling Water - Dienst Afvalwaterzuivering) - avenue Prince de Liège, 15 te 5100 Jambes (Namen) - Tel. : 081 / 32.12.11.

Aanvraag om erkenning als controleur van individuele zuiveringseenheden

Aanvraag ingediend door een natuurlijke persoon

Naam :

Voornaam :

Adres :

Straat :

nr. : bus :

Postnummer :

Gemeente :

Gegevens :

I. Opleiding

Algemene en specifieke opleiding voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater :

II. Beroepservaring :

Huidige stand :

Beroepservaring inzake de behandeling van huishoudelijk afvalwater :

Periode waarin deze functie is uitgeoefend :

Technische middelen die het uitvoeren van de functie vergemakkelijken :

Verwezenlijkingen en referenties die gecontroleerd kunnen worden :

vraagt om door het Waalse Gewest te worden erkend als controleur van individuele zuiveringseenheden die voldoen aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II.

Opgemaakt te op

Handtekening :

Aanvraag ingediend door een rechtspersoon

Benaming :

Rechtskundig Statuut :

Maatschappelijke zetel :

Straat :

nr. :

bus :

Postnummer :

Gemeente :

Tel. :

Fax :

vertegenwoordigd door :

Naam :

Voornaam :

Hoedanigheid :

Contactadres :

Straat :

nr. :

bus :

Postnummer :

Gemeente :

Voor elke natuurlijke persoon die controle moet uitoefenen voor rekening van de rechtspersoon, moeten de volgende gegevens worden verstrekt :

- Natuurlijke persoon

Naam :

Voornaam :

Straat :

nr. :

bus :

Postnummer :

Gemeente :

Tel. :

Inlichtingen :

I. Opleiding

Algemene en specifieke opleiding voor de behandeling van huishoudelijk afvalwater :

II. Beroepservaring :

Huidige stand :

Beroepservaring inzake de behandeling van huishoudelijk afvalwater :

Periode waarin deze functie is uitgeoefend :

Technische middelen die het uitvoeren van de functie vergemakkelijken :

Verwezenlijkingen en referenties die gecontroleerd kunnen worden :

vraagt om door het Waalse Gewest te worden erkend als controleur van individuele zuiveringseenheden die voldoen aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II.

Opgemaakt te op

Handtekening :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Bijlage VI

**Controleattest voor een individuele zuiveringseenheid
die voldoet aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II**

Te richten aan het Bestuur van de gemeente waar de individuele zuiveringseenheid geplaatst wordt

Controleattest voor een individuele zuiveringseenheid

a) Personalialia van de controleur

- Natuurlijke persoon

Naam : Voornaam :
 Straat : nr. : bus :
 Postnummer : Gemeente :
 Tel. :

- Rechtspersoon

Benaming : Rechtskundig Statuut :
 Maatschappelijke zetel :
 Straat : nr. : bus :
 Postnummer : Gemeente :
 Tel. :

Door de Minister erkend als controleur van een individuele zuiveringseenheid onder nr.

Datum van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* :

b) Personalialia van de aanvrager

Naam : Voornaam :
 Straat : nr. : bus :
 Postnummer : Gemeente :
 Tel. :

c) Beschrijving van de individuele zuiveringseenheid :

Functie van het gebouw :

Ligging :

Straat : nr. : bus :
 Postnummer : Gemeente :

Aantal bewoners van de woning : Aantal i.e. :

De erkende controleur verklaart :

1° een afschrift van het door de gemeente... afgegeven document te hebben ontvangen, waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager ertoe gemachtigd is een individuele zuiveringsinstallatie te installeren;

2° de in dit formulier beschreven individuele zuiveringseenheid bij stilstand te hebben gecontroleerd, nadat alle aansluitingen op de toestellen in vaste positie werden uitgevoerd; het geheel is startklaar vóór het dempen van de bouwput;

3° te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringseenheid er als volgt uitziet :

(Schema van het zuiveringsproces, met opgave van het volume van elke verwerkingseenheid);

4° een afvoerproef te hebben uitgevoerd vanaf elk sanitair toestel in de woning;

5° een afschrift te hebben ontvangen van het attest waarbij de leverancier of de installateur bevestigt dat de gecontroleerde individuele zuiveringseenheid onder normale gebruiksomstandigheden voldoet aan de sectorale emissienormen bedoeld in bijlage III.1.1.;

6° tijdens zijn bezoek te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringseenheid :

- kan voldoen aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en toegelaten kan worden;

- niet kan voldoen aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en niet kan worden toegelaten om de volgende redenen :

Opgemaakt te, op

Handtekening (en hoedanigheid als de ondertekenaar namens een rechtspersoon optreedt)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater.

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
 belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
 R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
 G. LUTGEN

Bijlage VII

**Controleattest voor een ander individueel zuiveringssysteem
dan degene die voldoen aan de sectorale werkingsnormen bedoeld in bijlage II**

Te richten aan het Bestuur van de gemeente waar de individuele zuiveringsinstallatie geplaatst is
Controleattest voor een individueel zuiveringssysteem

a) Personalía van de ambtenaar van het bestuur die met de controle belast is

Naam : Voornaam :

Afdeling :

b) Personalía van de aanvrager

Naam : Voornaam :

Straat : nr. : bus :

Postnummer : Gemeente :

c) Beschrijving van het individuele zuiveringssysteem :

Functie van het gebouw :

Ligging :

Straat : nr. : bus :

Postnummer : Gemeente :

Aantal bewoners van de woning : Aantal i.e. :

De ambtenaar van het Bestuur verklaart :

1° een afschrift van het door de gemeente.... afgegeven document te hebben ontvangen, waarbij wordt bevestigd dat de aanvrager ertoe gemachtigd is een individueel zuiveringssysteem te plaatsen;

2° de in dit formulier beschreven zuiveringsinstallatie bij stilstand te hebben gecontroleerd, nadat alle aansluitingen op de toestellen in vaste positie werden uitgevoerd; het geheel is startklaar vóór het dempen van de bouwput;

3° te hebben vastgesteld dat de individuele zuiveringsinstallatie er als volgt uitziet :
(Schema van het zuiveringsproces, met opgave van het volume van elke verwerkingseenheid);

4° een afvoerproef te hebben uitgevoerd vanaf elk sanitair toestel in de woning;

5° een afschrift te hebben ontvangen van het attest waarbij de leverancier of de installateur bevestigt dat het gecontroleerde individuele zuiveringssysteem onder normale gebruiksomstandigheden voldoet aan de sectorale emissienormen bedoeld

- in bijlage III.1.1.0
- in bijlage III.2.1.0
- in bijlage III.3.1.0;

6° tijdens zijn bezoek te hebben vastgesteld dat het individuele zuiveringssysteem :

- kan voldoen aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld
- in bijlage III.1.0
- in bijlage III.2.0
- in bijlage III.3.0

bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en toegelaten kan worden;

- niet kan voldoen aan de sectorale emissie- en exploitatienormen bedoeld
- in bijlage III.1.0
- in bijlage III.2.0
- in bijlage III.3.0

bij het besluit van de Waalse Regering houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater en niet kan worden toegelaten om de hiernavermelde redenen :

Opgemaakt te, op

Handtekening van de ambtenaar van het Bestuur

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 1998 houdende reglementering van de opvang van stedelijk afvalwater

Namen, 15 oktober 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN